L'ARGENT
et la
MONNAIE



Joseph Daniel UNWIN



L'Argent et la monnaie

Du même auteur :

SEXUAL REGULATIONS AND HUMAN BEHAVIOUR
(Williams and Norgate, 1933)
Ce premier livre est un condensé du second.

SEX AND CULTURE
(Oxford University Press, 1934)
Ce second livre est un exposé complet des observations et des conclusions de la thèse de doctorat de l’auteur.

SEXUAL REGULATIONS AND CULTURAL BEHAVIOUR
(Oxford University Press, 1935)
Ce troisième livre est la réimpression d'une allocution, qui résume *Sex and Culture*.

THE SCANDAL OF IMPRISONMENT FOR DEBT
(Simpkin Marshally 1935)
Ce quatrième livre est le résultat de trois mois d'enquête. L'auteur a visité la prison des débiteurs de Londres quatre jours par semaine, et s’est entretenu avec quatre cent quatre-vingt-dix-huit prisonniers au cours de ces trois mois.

HOPOUSIA
(UNWIN brothers limited woking 1940)
Hopousia est une publication posthume, faite à partir des chapitres rédigés et des autres notes manuscrites laissées par l’auteur.

Joseph Daniel UNWIN

L'Argent et la monnaie

Traduit et édité par Benoît LONDIN

PDF achevé en août 2023

Dépôt légal : août 2023

ISBN : 978-2-9701671-2-9



J. D. UNWIN

PREFACE DU TRADUCTEUR

Joseph Daniel UNWIN (1895-1936) est ethnologue et anthropologue à l'université d'Oxford, puis à la Cambridge House. Il se fait connaître en 1934 suite à la publication de sa thèse de doctorat, intitulée Sexe et Culture, qui expose le lien, au niveau sociétal, entre régulation de la sexualité (polygamie, monogamie, libertinage, etc.) et développement culturel, en particulier le rapport au divin. Ce travail considérable met en évidence la tendance des sociétés à s'expandre, se développer et approcher une conception monothéiste du divin lorsque la caste dirigeante est strictement monogame. À l'inverse, l'effondrement des grands empires coïncide avec des mouvements féministes, la normalisation de vices sexuels, ainsi qu'une régression dans le domaine religieux. Ce constat est d'ailleurs, de nos jours, souvent cité par la « nouvelle droite » anglophone pour faire porter aux féministes la responsabilité de la déliquescence des nations. Unwin considère quant à lui les mouvements féministes comme les inévitables réactions à un patriarcat trop rigide. Il se fait par conséquent le défenseur de la monogamie stricte, mais aussi d'une certaine égalité de droit entre hommes et femmes pour, dirions-nous, éviter que la femme ne ressente ce complexe d'infériorité qui place en elle les germes de l'insoumission.

Après sa thèse, Unwin a entrepris de poser les fondements théoriques d'une société nouvelle, à laquelle il donne le nom de *Hopousia* ; et ce avec une approche purement inductive, c'est-à-dire, en se basant sur les faits, eux-mêmes analysés avec une rigueur toute scientifique.

Unwin meurt précocement en 1936, à 40 ans, sans avoir terminé son œuvre, et une petite moitié du texte est rédigée. Les chapitres disponibles furent assemblés, réordonnés, et une version anglaise raccourcie est alors publiée en 1940 par la maison d'édition Allen & Unwin, avec préface de Aldous Huxley (Nb : La maison d'édition est célèbre pour avoir édité de nombreux auteurs, à l'époque controversés, comme Gandhi, Bertrand Russell, ou J. R. R. Tolkien). On peut distinguer quatre sections dans l'édition posthume de *Hopousia* :

- Une première dans laquelle Unwin résume ses travaux précédents, en particulier *Sexe et Culture*.

- Une seconde, qui consiste en la majeure partie des chapitres rédigés avant sa mort, et qui contient une critique de notre économie.

- Une troisième, dans laquelle l'auteur dresse l'esquisse de son utopie, *Hopousia*.

- Une quatrième, qui contient des digressions et annexes diverses.

Les vues philosophiques personnelles d'Unwin ne transparaissent que dans quelques appendices, à propos du déterminisme, de l'espace-temps ou de l'univers. Il critique le puritanisme répressif chrétien, ou encore l'incapacité du national-socialisme et du communisme à attaquer les problèmes usuriers à la racine. On sent une sympathie pour les valeurs chrétiennes, mais un rejet des errements des institutions qui les représentent. L'avis de décès publié par *Nature* le 8 août 1936 donne peu de détails biographiques additionnels.[1]

Unwin nous propose donc une analyse visant à redéfinir les fondamentaux de l'économie, dans le but de concevoir un système qui n'entrave pas le déploiement de l'énergie humaine. Il décrit ses suggestions comme parties intégrantes de sa société *Hopousienne*. Ultimement, les propositions d'Unwin sont conçues pour empêcher la possibilité même de l'usure et du parasitisme.

Benoît LONDIN, le 15 Février 2023

---

[1] J. D. Unwin. Nature. 1 août 1936;138(3484):234-234.
https://doi.org/10.1038/138234b0

À PROPOS DE LA PRÉSENTE EDITION

D'après la préface de *Hopousia,* publiée en 1940, cela faisait un peu plus d'un an qu'Unwin travaillait sur le livre avant de mourir en juin 1936. Les éditeurs de *Hopousia* ont dû composer à partir des chapitres rédigés par Unwin, ainsi que des notes manuscrites, pour offrir un texte cohérent mais raccourci. *Hopousia* contient toutefois, à titre indicatif, le plan initialement prévu par Unwin : 38 chapitres répartis dans 7 livres.

Dans la présente édition, nous avons extrait et traduit uniquement les sections traitant de l'économie, à partir de l'édition originale de *Hopousia*, 1940. Les chapitres que nous présentons comme Chapitre I (La Monnaie), Chapitre II (L'Argent) et Chapitre III (Les Quatre Méthodes d'Echange des Marchandises) constituent en fait le premier bloc de ce que Unwin prévoyait comme Livre III. Ils sont entièrement rédigés par Unwin. Le chapitre que nous présentons comme Chapitre IV (Les Quatre Folies) était prévu par Unwin comme une série de plusieurs chapitres, situés au milieu du même Livre III – ces derniers étaient inachevés et sous forme de notes uniquement ; nous reprenons donc le texte tel que publié en 1940, sachant qu'il a pu subir quelques réarrangements ou réécritures dont nous ignorons le détail. Notre introduction est quant à elle composée de deux parties. La première (La différence entre

l'Argent et la monnaie) est rédigée par Unwin et constitue bien le début de l'introduction originellement prévue. La deuxième (Biens et marchandises), également rédigée par l'auteur, figure dans le plan d'Unwin à la fin du Livre II, juste avant le livre III – jugeant cette section utile, nous l'avons reprise et placée dans notre introduction. Enfin, dans l'édition de 1940, les éditeurs ont ajouté en appendice quelques notes d'Unwin, qui se rapportent à la Folie Numéro Un et à la Folie Numéro Deux. Nous les avons reproduites directement dans les sections appropriées (sous-titres *Notes sur l'usure* et *Notes sur la folie Numéro Deux*).

Ainsi, la présente édition restitue tous les chapitres et notes traitant d'économie, tels qu'ils sont trouvés dans *Hopousia*, et les dispose dans l'ordre logique voulu par Unwin.

Les notes de bas de pages sont celles d'Unwin, excepté lorsque nous donnons des précisions sur la traduction, précédées le cas échéant par l'abréviation « NDT ».

Joseph Daniel UNWIN

L'Argent et la monnaie

INTRODUCTION

LA DIFFERENCE ENTRE L'ARGENT ET LA MONNAIE

BIENS ET MARCHANDISES

LA DIFFERENCE ENTRE L'ARGENT ET LA MONNAIE

Dans tout manuel orthodoxe d'économie, l'Argent [2] est décrit comme ayant trois fonctions : celle de mesure de la valeur, celle d'étalon de valeur et celle de moyen d'échange.

Cela ne me semble pas tout à fait vrai, car si je ne doute pas que l'Argent soit une mesure et un étalon de valeur, je ne pense pas qu'il soit le moyen d'échange.

Dans les manuels orthodoxes, le mot « monnaie » est utilisé comme s'il signifiait la même chose que « Argent ». En fait,

---

[2] NDT : le terme anglais employé ici par Unwin est « money », qui, traduit en français, désigne en fait l'Argent (valeur conceptuelle), tandis que le mot anglais « currency » désignera plutôt, en français, la devise, ou plus communément, la monnaie, support matériel de l'Argent. Contrairement aux anglais, notre conception de l'Argent est tellement imprégnée de son support historique, la monnaie métallique, que nous confondons les deux termes en un seul : argent (métal) et Argent (« money »). Nous les distinguerons dans le présent ouvrage par le A- majuscule apposée sur la traduction de « money ». Pour éviter toute confusion, nous noterons par ailleurs comme « argent » les occurrences du mot qui se rapportent au métal (en anglais, « silver »).

les choses appelées monnaie et Argent se comportent de manière différente.

Cela apparaît dès que l'on examine un chèque (un morceau de papier sur lequel sont inscrits certains chiffres et noms). Le chèque écrit est un ordre de transfert des chiffres, dans un livre de comptes, de la page du signataire du chèque vers la page de la personne en faveur de laquelle le chèque est écrit. Lorsqu'il a déplacé ces chiffres d'une page à l'autre, le chèque a accompli tout le travail pour lequel il a été conçu ; il peut donc être détruit. Mais les chiffres restent et ne peuvent pas être détruits ; ils peuvent seulement être fusionnés avec d'autres chiffres similaires ou transférés sur une troisième page. Je considère que le chèque est une monnaie et que les chiffres sont de l’Argent.

La confusion orthodoxe entre Argent et monnaie est profonde. Ainsi, la plupart des économistes ont l'habitude de parler longuement de l’émission de l’Argent et de l’émission de la monnaie. Confondant l’Argent et la monnaie, ils parlent toujours comme si ces deux questions étaient les mêmes ; mais puisque la monnaie est une chose différente de l’Argent, son émission est une affaire entièrement distincte qui ne doit jamais être confondue avec l'émission de l’Argent.

De nombreux publicistes, et certains économistes, confondent non seulement l'Argent et la monnaie, mais

aussi les différentes formes de monnaie. Il existe au moins trois formes différentes de monnaie : la monnaie-marchandise, comme l'or ou tout autre métal ; la monnaie-jeton, comme les demi-couronnes utilisées actuellement en Grande-Bretagne ; et la monnaie-chèque, au moyen de laquelle la plupart des transactions britanniques sont maintenant conclues. Ces trois éléments, étant essentiellement différents, se comportent naturellement de manière différente, mais vous pouvez lire presque n'importe quel manuel d'économie sans découvrir ce fait.

De nos jours, de nombreuses personnes, en dehors des économistes de formation, souhaitent écrire sur l'Argent et la monnaie ; mais dans tous leurs écrits, vous trouverez les confusions que j'ai mentionnées. Ainsi, lorsqu'il écrit sur l'Argent, un publiciste parlera dans une phrase de monnaie-jeton, dans la phrase suivante de monnaie-métal, et dans une troisième phrase de monnaie-chèque ; mais dans chaque cas il utilisera le mot « Argent », et un lecteur inattentif est susceptible de conclure qu'il s'agit de la même chose ; alors que l'auteur se réfère en réalité à trois choses différentes, dont aucune n'est de l'Argent.

Encore une fois, en essayant d'expliquer le comportement de l'Argent, un publiciste formulera parfois, ou se référera à, un principe basé sur une étude du comportement des monnaies métalliques ; il appliquera ensuite ce principe au comportement de la monnaie-chèque. Bien sûr, le principe

n'est pas valable, et il n'y a pas la moindre raison pour qu'il le soit. Alors le publiciste sent qu'il a découvert dans le monde économique un germe de désordre qui a besoin d'être expliqué ; et, pour en rendre compte, il commence à supposer l'influence de forces dont l'existence n'a jamais été prouvée. S'il est un réformateur, il va souvent plus loin et suggère une méthode pour faire face à la situation que ces forces hypothétiques sont censées avoir créée, jusqu'à ce que l'homme ordinaire en ait mal à la tête et ait l'impression de vivre dans un monde incompréhensible. Mais tout ce qui s'est passé, pour que nous ayons mal à la tête, c'est que le publiciste a confondu deux formes différentes de la même chose et a ensuite rejeté sa faute sur la Nature.

À mon avis, c'est cette confusion de pensée qui est responsable, du moins en partie, de cette illusion croissante que l'Argent serait un sujet mystérieux qui ne pourrait être discuté que dans des cercles ésotériques. Il n'y a pas plus besoin d'être cabalistique pour écrire sur l'Argent que pour enseigner l'alphabet.

Les économistes de renom sont aussi trompeurs que les journalistes. Vous pouvez lire les écrits de Karl Marx et d'Alfred Marshall, par exemple, sans rencontrer une seule phrase contenant ne serait-ce qu'une allusion à la différence entre la monnaie et l'Argent et entre les différentes formes de monnaie. Marx, en effet, semble avoir considéré l'utilisation d'une monnaie métallique comme inévitable ;

et il en parle toujours comme s'il s'agissait de l'Argent. « La circulation fait suer la monnaie » : c'est l'une de ses maximes favorites, présentée comme une vérité indéniable et inaltérable.[3] Mais cela n'est vrai que pour une monnaie-marchandise et une monnaie-jeton ; ce n'est vrai ni pour l'Argent ni pour la monnaie-chèque. Lorsqu'une marchandise comme l'or est utilisée comme monnaie, le même morceau de métal est échangé encore et encore, et doit, pour ainsi dire, travailler dur, et donc « transpirer » (être usé). Une circulation rapide et constante fait également suer les jetons. Mais lorsque l'on utilise une monnaie-chèque, le processus est tout à fait différent. L'Argent véhiculé par le chèque est transféré d'une page à l’autre dans un livre de compte, et dès que cela est fait, le chèque est annulé et ne sera plus jamais utilisé. Aucun chèque n'est jamais usé, car il ne sert qu’une seule fois.

---

[3] E.I. Das Kapital, trad. E. et C. Paul, I, 91.

Les écrits de Marx doivent toujours être lus à la lumière de deux faits importants : (1) Il a écrit avant que les chèques ne soient couramment utilisés comme monnaie ; (2) Son (avec Engels) Manifest der Kommunisten (1847) a été publié vingt ans avant Das Kapital (1867). Le contenu de ce dernier doit beaucoup aux idées qui sous-tendent l'attrait émotionnel du premier.

Les étudiants de *Das Kapital* se trompent s'ils ne reconnaissent pas cette grave lacune de l'œuvre de Marx. Son analyse de la manière dont fonctionne notre propre système économique, bien que verbeuse, est excellente ; mais, comme il n'a pas perçu la différence, premièrement, entre l'Argent et la monnaie, et, deuxièmement, entre les différentes formes de monnaie, ses suggestions créatives ont peu de valeur pour les sociétés énergiques. Il n'est pas étonnant que le parti communiste en Russie ait dû modifier ses plans originaux. Le point intéressant est que cette modification a impliqué un retour à des idées pour lesquelles Marx lui-même n'avait que du mépris.

Au début de ses *Principles of Economics*, Marshall aborde ce qu'il appelle quelques « notions fondamentales ». [4] De nombreux jeunes gens, élevés avec les *Principles*, acceptent aujourd'hui ces notions comme des principes inviolables auxquels il est impossible d'échapper. Mais ces notions ne sont en fait que les hypothèses sur lesquelles reposait notre système économique à l'époque où Marshall écrivait. Elles ne sont pas vraies ; elles ne font que paraître vraies à ceux qui confondent, premièrement, l'Argent et la monnaie, et, deuxièmement, les différentes formes de monnaie. Pour

---

[4] A. Marshall, Principles of Economics, p. 62.

tout autre homme, elles sont manifestement fausses, et nous ne pouvons pas nous étonner de l'instabilité d'un système économique fondé sur elles.

Le problème de Marshall est qu'il a travaillé dans un cadre étroit et a généralisé à partir de trop peu d'éléments. Cela ne signifie pas que ses conclusions étaient invalides. Au contraire, elles étaient valides, tout comme l'était la loi de Boyle sur les gaz. Mais la loi de Boyle était valable dans des limites si étroites qu'elle n'était pas utile. Il a découvert que, si une certaine quantité de gaz est soumise à une pression de l'extérieur, le volume du gaz est divisé par deux si la pression est doublée et doublé si la pression est divisée par deux. Mais ceci n'est valable que si la température du gaz reste constante, une condition qui se produit rarement dans un état de nature et qui peut difficilement être créée. La loi de Boyle a donc dû être remplacée par la loi de Guy-Lussac, qui tient compte des changements de température. De la même manière, les affirmations de Marshall sont valables pour certains peuples utilisateurs de métaux, mais pas pour d'autres, et, bien que vraies jusqu'à un certain point, elles

n'ont pas beaucoup d'importance aujourd'hui, où nous n'utilisons plus de monnaie-marchandise.[5]

Mais il ne faut pas être trop dur envers Marshall qui, s'il vivait aujourd'hui, condamnerait sûrement ses disciples pour avoir attribué à ses « notions fondamentales » une signification qu'elles ne possèdent pas. Il s'est lui-même rendu compte de la portée limitée de ses conclusions. Comme Marx, il ne faisait qu'examiner les conditions qui prévalaient au moment où il écrivait. La principale différence entre les deux hommes est que, alors que Marx portait un jugement sévère sur ce qu'il observait, le gentil Marshall se contentait de raconter. Marx regardait, haïssait et se rebellait ; Marshall regardait, étudiait tranquillement et décrivait. Tous deux nous ont beaucoup appris, mais

---

[5] C.f. J. M. Keynes, The General Theory of Employment, Interest and Money (titre dans lequel l'accent est mis sur « Général »), p.3 : « Les postulats de la théorie classique ne sont applicables qu'à un cas particulier et non au cas général [...]. De plus, il se trouve que les caractéristiques du cas particulier observé par la théorie classique ne sont pas celles de la société économique dans laquelle nous vivons réellement, de sorte que son enseignement est trompeur et désastreux si nous tentons de l'appliquer aux faits de l'expérience. » Keynes inclut Marshall parmi les économistes « classiques ».

aucun d'eux ne nous dit ce que représentent les chiffres sur nos chèques.

Si on lui avait posé la question, Marshall aurait probablement répondu que les chiffres représentaient une quantité d'or que le chèque transférait d'un homme à un autre, ou d'un groupe d'hommes à un autre. Et un écrivain orthodoxe comme M. Hartley Withers serait probablement d'accord, car il a dit que « le droit de tirer un chèque comporte le droit immédiat et invariable de demander de l'or ».[6] Lorsque le chèque fut utilisé pour la première fois, c'était vrai ; mais ce n'est pas vrai aujourd'hui, et ça ne l'est plus depuis de nombreuses années. On pourrait l'affirmer, à la rigueur, si le chèque n'était pas une monnaie à proprement parler, mais simplement un ordre de transfert, à une autre personne, d'une certaine quantité de monnaie-marchandise.

En ce qui concerne la monnaie, nous vivons aujourd'hui dans une sorte d'entre-deux économique. Nous utilisons pour l'essentiel une monnaie-chèque, mais, lorsque nous émettons de la monnaie, nous agissons soit sans aucun principe, soit selon les principes formulés pour l'utilisation

[6] Hartley Withers, The Meaning of Money, p. 93.

d'une monnaie-marchandise (or ou autre métal). Nous ignorons complètement le fait que la plupart des monnaies émises par nos banques centrales sont des monnaies-jeton. Une confusion de pensée similaire se manifeste dans les habitudes de nos banquiers de dépôt, qui administrent et émettent une monnaie-chèque mais se comportent, du moins en ce qui concerne leurs discours et leurs bilans, comme s'ils administraient une monnaie-marchandise et n'émettaient pas de monnaie du tout. La raison en est que nos institutions économiques se sont développées de façon désordonnée ; nous avons conservé sans réfléchir de nombreuses habitudes héritées de nos ancêtres utilisateurs de métaux, et n'avons fait que peu ou pas d'efforts pour nous adapter à la révolution provoquée par l'introduction de la monnaie-chèque. En effet, beaucoup de personnes n'ont pas encore réalisé que l'introduction de la monnaie-chèque était une révolution économique.

Que représentent les chiffres sur nos chèques ? Leur caractère varie en fonction de la zone géographique dans laquelle vit le rédacteur du chèque. En Grande-Bretagne, ils se composent de livres, de shillings et de pence. Qu'est-ce qu'une livre ?

En 1844, Sir Robert Peel a déclaré : « Selon l'ancienne politique monétaire de ce pays, ce qui est impliqué par le mot « livre » est une quantité définie d'or, avec une marque dessus pour déterminer son poids et sa pureté, et

l'engagement de payer une livre ne signifie rien, et ne peut rien signifier d'autre qu'une promesse de payer au détenteur, quand il le demande, la quantité définie d'or. »[7]

À cette époque, les gens de ce pays utilisaient une monnaie-marchandise, et Sir Robert avait raison de dire qu'une livre ne signifiait alors rien d'autre qu'une certaine quantité du métal utilisé comme monnaie. Mais lorsqu'il laisse entendre qu'une livre ne peut rien signifier d'autre qu'une certaine quantité d'or, les limites de sa vision sont évidentes, car une livre ne signifie plus cela aujourd'hui.

Alors, que signifie-t-elle ? Qu'est-ce que l'Argent ? Ce sont les questions auxquelles je tâcherai de répondre dans les chapitres suivants.

Lorsque les hommes échangent des marchandises, ils donnent une chose dont ils ne veulent pas en échange d'une autre qu'ils veulent ; ou ce qu'ils veulent moins en échange de ce qu'ils veulent davantage. Les seules conditions qui doivent être remplies sont, premièrement, l'existence de besoins non satisfaits et, deuxièmement, un accord sur la valeur des marchandises échangées. Cette valeur d'échange peut être spécialement arrangée pour l'occasion, ou

---

[7] F. Schuster, The Bank of England and the State, p. 19.

communément reconnue par tous les membres de la société ; cela n'a pas d'importance. Tant que les hommes n'ont pas exprimé leur volonté de donner quelque chose en échange d'autre chose, et qu'ils ne se sont pas mis d'accord sur la valeur d'échange des articles, aucun échange ne peut avoir lieu. Ces deux conditions étant remplies, n’importe quelle marchandise peut être échangée contre une autre. Ainsi, un producteur de blé peut se procurer, en échange de son blé, des pommes de terre, de la farine, du pain, du savon, de la viande, de la laine, du tissu, ou toute autre chose qu'il désire. Tout ce qu'il a à faire, c'est trouver les hommes qui, ayant produit ces choses, sont prêts à les échanger contre du blé aux conditions convenues. Il n'y a aucune limite ni au nombre ni à l'ampleur des transactions. Pour autant qu'il existe des besoins non satisfaits et que les hommes soient prêts à donner, en échange de ce qu'ils souhaitent recevoir, une quantité convenue de ce dont d'autres hommes ont besoin, toute marchandise peut être échangée en n'importe quelle quantité contre n'importe quelle autre marchandise. X marchandise A est simplement échangée contre Y marchandise B.

Dans la pratique, cependant, l'échange direct des marchandises a généralement été jugé peu commode, et l'habitude a été prise, même dans les sociétés les moins énergiques, de choisir une marchandise en fonction de laquelle la valeur d'échange de toutes les autres

marchandises pouvait être exprimée, et pour laquelle toute autre marchandise pouvait être échangée à tout moment. Cette marchandise a servi de moyen par lequel échanger les autres marchandises, et est appelée monnaie ; car elle a circulé, et a donc été « monnaie-courante »,[8] parmi tous les membres productifs de la société.

[8] NDT : La remarque d'Unwin, que nous essayons de restituer ici, est d'autant plus frappante en anglais, où « monnaie » (currency) possède la même racine que « courant » (current).

BIENS ET MARCHANDISES [9]

Un *bien* est tout objet qui satisfait un besoin humain. Il peut être organique ou inorganique, naturel ou artificiel ; peu importe ce qu'il est. Il peut être désiré par une seule personne ou par un groupe de personnes ; peu importe qui le désire. Si ça satisfait un besoin humain, c'est un bien. Une lance, une pomme de terre, un boisseau de blé, une pinte de lait, une longueur de tissu, une machine à écrire, un moulin à café, une maison, une cathédrale, un poste de radio, un laboratoire chimique, et toutes les autres choses qui satisfont des besoins humains, sont des biens.

Aucun objet n'est un bien en soi ; il devient un bien à un certain endroit et à un certain moment parce que quelqu'un le veut. Un objet désiré en un lieu peut ne pas être désiré en d'autres lieux ; dans ce cas, il n'est un bien que dans le premier lieu. Il peut aussi être recherché au cours d'un siècle et ne plus l'être au cours du siècle suivant ; dans ce cas, ce

---

[9] NDT : En anglais, Unwin choisit d'employer « Utility » pour ce que nous traduisons par « Bien » et « Commodity » pour ce que nous traduisons par « Marchandise ». Une traduction littérale aurait donné « Utilité » et « Commoditié », mais ces anglicismes mal définis auraient compromis la clarté du texte français.

qui était un bien cesse d’en avoir le caractère. Pour être un bien, un objet doit être désiré par quelqu'un, en un lieu donné, et au moment présent.

Un bien ne doit pas nécessairement satisfaire directement un besoin ; il peut simplement être le moyen de produire un autre bien. Ainsi, aucun homme ne veut avoir un nouveau métier à tisser pour lui-même : il le veut parce que, grâce à lui, il peut transformer la laine filée en tissu. De même, un homme ne veut pas un nouveau tour de potier pour lui-même, mais parce qu'il lui permet de faire des pots. Néanmoins, quoiqu'ils ne soient pas désirés pour eux-mêmes, les métiers à tisser et les tours de potier sont des biens si quelqu'un les désire, même indirectement ; et cela est vrai pour toute autre machine, quelle qu'elle soit. Si un homme, ou un groupe d'hommes, veut quelque chose, c'est un bien, et, parce que quelqu'un le veut, il a une valeur d'usage. La valeur d'usage est la qualité attachée à tout ce qui est désiré au moment présent. Si personne ne veut d'une chose, elle n'a pas de valeur d'usage ; et un bien peut donc être défini comme un objet ayant une valeur d'usage.

Si un homme, assisté de sa femme (ou de ses femmes) et de ses enfants, peut satisfaire tous ses besoins économiques - cultiver, tuer et cuisiner toute sa nourriture, faire fermenter sa boisson, fabriquer ses vêtements, construire sa maison et cultiver sa terre - il ne dépend pas d'autres hommes pour s’approvisionner en biens. Et s'il peut posséder et desservir

tous ses propres lieux sacrés, chanter ses propres prières, prononcer ses propres incantations, éduquer ses propres enfants, soigner ses propres malades et s'occuper de ses propres morts, il n'a pas besoin de demander à un autre homme de lui rendre des services culturels. Mais je doute qu'un tel cas existe. L'organisme humain a tendance à être grégaire ; au sein du groupe, aucun homme ne se suffit à lui-même. Il est vrai que, dans une société extrêmement léthargique, une famille peut produire tous ses biens et ne compter sur une aide extérieure que pour l'exécution des services culturels ; mais même cela, je pense, est rare. Dans la plupart des sociétés, et certainement dans toutes les sociétés énergiques, un homme ne produit pas toutes les choses qu'il désire ; il compte sur les autres hommes pour en produire certaines à sa place, tandis qu'il produit, ou aide à produire, les choses qu'ils désirent. Les biens sont alors échangés - le blé contre les peaux, les peaux contre les houes, les houes contre la chair, la chair contre les racines, les racines contre le blé, et ainsi de suite. Dans ces circonstances, un bien devient une marchandise. Une marchandise est un bien produit par un homme, mais désiré et consommé par un autre homme, lequel donne en échange quelque chose qu'il a produit. Ou alors les parties contractantes peuvent être deux groupes d'hommes au lieu d'individus solitaires.

Lorsque les hommes échangent leurs biens de cette manière, ils leur attribuent une valeur différente de la valeur d'usage,

car ils doivent décider combien d’un bien A sera donné en échange d’un bien B. Aucun échange ne peut avoir lieu tant que les producteurs respectifs ne se sont pas mis d'accord sur ce point essentiel. Cette deuxième valeur est la valeur d'échange. La valeur d'échange est la valeur attachée à un bien lorsqu’il est échangé contre un autre bien, et aussitôt qu'un bien possède une valeur d'échange, il devient une marchandise. Ainsi, une marchandise peut être définie comme un bien ayant une valeur d'échange. Tous les biens ne sont pas des marchandises, mais toutes les marchandises sont des biens. Pour être une marchandise, un bien doit être échangé ou échangeable contre un ou plusieurs autres biens.

La valeur d'échange, au sens abstrait du terme, n'est qu'une qualité qui s'attache à un bien échangeable, mais on peut aussi parler de la valeur d'échange d'une marchandise. Utilisé dans ce sens, la valeur d’échange désigne les produits contre lesquels la marchandise peut être échangée. Il s'ensuit que lorsque nous voulons exprimer la valeur d'échange d'une marchandise, nous devons toujours l’exprimer en quelque chose d’autre.

Si j'utilise le mot « valeur » sans qualificatif, c'est à la valeur d'échange que je me réfère, mais par soucis de clarté, j'utiliserai le terme complet à moins que son utilisation ne surcharge une phrase et n'obscurcisse ainsi le sens de ce que j'ai à dire.

La valeur d'échange d'une marchandise n'est pas une chose absolue mais relative ; elle varie d'un endroit à l'autre et d'un moment à l'autre. De plus, si personne ne veut rien donner en échange d'un objet qui était jusqu'alors considéré comme une marchandise, l'objet cesse d'être une marchandise et redevient un simple bien. Si son fabricant n'en veut pas, il cesse même d'être un bien. La valeur d'usage et la valeur d'échange apparaissent, évoluent continuellement, changent et disparaissent. Le processus économique n'est qu'une partie du processus culturel. Rien n'y est permanent, tout y est en mouvement.

Avant de pouvoir être échangées, les marchandises doivent bien entendu être produites. Ainsi, en concevant une structure économique, on pourrait vouloir d'abord discuter la question de la production des marchandises. Mais je vais commencer par discuter de l'échange des marchandises.

Il n'y a là rien d'arbitraire ; il est plausible de supposer que les Hopousiens produiront quelques marchandises. Aucun homme, en regardant en arrière dans le temps, ne peut indiquer une seule société humaine qui n'ait jamais produit de biens ; on ne peut pas non plus trouver un seul exemple de société énergique dans laquelle il n'y a pas eu d'échange de biens. En d'autres termes, dans toutes les sociétés énergiques, une certaine quantité de marchandises sont produites et échangées. Je conclus donc que, tout comme on verra des feuilles sur les arbres vivants, de même les

Hopousiens produiront et échangeront un certain nombre de marchandises. Nous pouvons même dire que, étant par définition un peuple extrêmement énergique, ils produiront un grand nombre de marchandises d’une grande variété ; car c'est ainsi que toutes les sociétés énergiques se sont comportées dans le passé. Notre première tâche consiste à décider de quel genre d'organisation les Hopousiens auront besoin pour pouvoir échanger leurs marchandises de la manière la plus convenable ; c'est-à-dire de la manière qui leur convient le mieux. Dès que la nature de cette organisation sera claire dans notre esprit, la méthode d'organisation de la production des marchandises n’en sera que plus évidente.

À Propos De La Terminologie

Certains économistes ne sont pas toujours prudents dans leurs définitions. La différence entre ce que j'ai appelé un bien, qui a une valeur d'usage, et une marchandise, qui a en plus une valeur d'échange, est fondamentale ; pourtant, on peut lire de nombreux manuels d'économie sans en trouver une description claire. En effet, Friedrich Engels est l'un des rares hommes à définir ce qu'il entend par marchandise.

Dans une note ajoutée à ce que dit Karl Marx dans le Capital (trad. E. et C. Paul, I, 10), Engels dit : « Pour

devenir une marchandise,[10] un produit doit passer par voie d'échange dans les mains de l'autre personne pour qui il a une valeur d'usage. » C'est à la fois clair et acceptable. Mais Engels semble avoir négligé le fait que Marx lui-même (op. cit., I, 3) a déjà défini une marchandise comme « un objet extérieur, une chose dont les qualités lui permettent, d'une manière ou d'une autre, de satisfaire les besoins humains ». Le problème est que dans un passage ultérieur (op. cit., I, 62) Marx affirme que « les articles ne sont pas des marchandises avant l'acte d'échange. Ce n'est qu'alors qu'ils deviennent des marchandises. » Peut-être Engels a-t-il voulu supprimer cette incohérence.

Les confusions dans l'esprit de Marx sont également apparentes dans la manière dont il parle de la valeur d'usage. Dans le Capital, le mot désigne à la fois un objet désiré et la qualité possédée par cet objet. Ainsi, « l'utilité d'une chose en fait une valeur d'usage » (op. cit., I, 4) ; ou encore, « la forme de l'échange direct est X valeur d'usage A égale Y valeur d'usage B » (op. cit., I, 62). Dans ces passages, « valeur d'usage » est employé pour désigner l'objet extérieur appelé ailleurs marchandise. Dans cette mesure, en ce qui concerne Marx, une valeur d'usage et une

---

[10] NDT : le texte cité par Unwin indique bien, en anglais, « commodity »

marchandise semblent être la même chose. La confusion survient parce que (a) dans des passages ultérieurs, il utilise le mot « marchandise » dans le sens plus limité cité ci-dessus, (b) il emploie également le mot « valeur d'usage » pour désigner la qualité possédée par un objet recherché ; par exemple (op. cit., I, 4) : « La valeur d'usage ne se réalise que dans l'utilisation ou la consommation ».

Dans son introduction à la traduction du Capital, G. D. H. Cole déclare : « *Le Capital* de Karl Marx n'est pas un livre facile à lire. Il est difficile parce qu'il traite d'un sujet extrêmement difficile et abstrait, [...] L'esprit de Marx était à la fois très abstrait et très critique. » Je considère ces commentaires comme déplorables. Marx a rendu un grand service en décrivant le fonctionnement de notre propre système économique, mais le sujet de son livre n'a rien de difficile. La difficulté de lecture provient de la phraséologie tordue et de la grande verbosité de l'auteur. Marx était un penseur profond, mais pas toujours exact. De plus, ce qu'il avait à dire aurait pu être dit dans un quart de l'espace. À l'exception de ces choses, *Le Capital* est un livre facile. Les commentaires de Cole risquent d'empêcher les gens de l'étudier, ce qui serait dommage, bien que la lecture d'un ouvrage maladroit ne soit jamais un plaisir absolu.

A. Marshall, *Principles of Economics*, p. 92, utilise le mot « *Utility* »[11] comme corrélatif du besoin. Pour lui, ce mot désigne la qualité que possède un objet désiré. Il n'utilise pas de mot spécial pour désigner un objet qui possède cette utilité. De plus, le terme « *Commodity* » [12] n'a pas sa place dans l'index du livre. Marshall ne le définit pas non plus, bien qu'il l'utilise souvent.

F. W. Taussig, *Principles of Economics*, I, 116, emploie également le mot « *Utility* » pour désigner la qualité que possède un objet recherché ; « Il a une utilité - il comble un besoin ». Il n'utilise pas de mot particulier pour désigner un objet qui satisfait un besoin. Il utilise continuellement le mot « *Commodity* », mais ne le définit pas, et il n'a pas sa place dans l'index de son livre en deux volumes. J'ai eu l'impression qu'il tirait nombre de ses idées de Marshall.

C. Gide, *Principles of Political Economy*, trad. E. F. Row, p. 38, emploie également le terme « *utility* » pour désigner la

---

[11] NDT : Littéralement, « Utilité », que nous avons toutefois traduit par « bien » dans l'œuvre de Unwin, car c'est bien l'objet en tant que tel qu'Unwin cherche à désigner par ce mot.

[12] NDT : Littéralement, « Commodité », anglicisme que nous traduisons plutôt par « marchandise » dans l'œuvre d'Unwin, qui ainsi au sens large peut inclure des matières premières (gaz, pétrole, etc.).

qualité que possède un objet recherché. Il ne définit pas non plus la marchandise, et le mot n'a pas sa place dans l'index de son livre. Cela est surprenant, car l'œuvre de Gide est à bien d'autres égards un régal.

Pour décider du sens dans lequel je dois utiliser les mots que j'ai définis, j'ai beaucoup profité de l'étude du *Capital*. Ces mots sont essentiels à toute discussion sur l'économie, et il est dommage que l'incohérence de Marx dans leur utilisation ait souvent occulté la supériorité de son intelligence sur celle de certains auteurs des manuels orthodoxes.

CHAPITRE I : LA MONNAIE

LA MONNAIE-MARCHANDISE

Lorsque les hommes décident d'avoir un moyen d'échange spécial, la façon dont ils échangent leurs marchandises change naturellement un peu, car en échange de ce qu'ils ont produit, ils ne reçoivent pas la marchandise qu'ils désirent consommer, mais une provision de la marchandise choisie pour servir de monnaie. Certains d'entre eux, bien sûr, peuvent vouloir cette marchandise pour elle-même, mais, qu'ils la veuillent ou non pour elle-même, ils sont toujours prêts à l'accepter, car ils savent que sa possession leur permettra d'obtenir en échange les marchandises qu'ils désirent. En d'autres termes, même s'ils ne veulent pas la marchandise pour elle-même, ils sont toujours prêts à l'accepter en raison du pouvoir d'achat qui lui est attribué.

Dans le passé, la marchandise choisie comme moyen d'échange a toujours été celle qui était jugée la plus pratique. Des sociétés différentes ont naturellement choisi des marchandises différentes pour servir de monnaie, et l'objet choisi était généralement un objet commun dans le voisinage, ou regardé avec une révérence particulière. Ainsi, les coquillages cauris sont appréciés par de nombreux hommes et, en Nouvelle-Guinée, ils sont encore utilisés comme monnaie. Les peaux ont été un autre support favori ; le cuir a également été souvent utilisé. Les bovins, les chèvres et les moutons vivants ont également été populaires

et sont encore utilisés au Soudan et parmi les peuples africains de langue bantoue. Les bovins et les ovins servaient également de monnaie dans la Rome antique et dans toute la région appelée aujourd'hui Italie, leur valeur mutuelle étant de dix pour un. Une relique de ces habitudes archaïques se retrouve probablement dans le mot *pecunia*, qui semble être dérivé de *pecus*, bétail. Si l'on en juge par un passage de l'*Iliade* (VI, 235-6), les Achéens utilisaient également le bétail comme monnaie d'échange, car on nous dit que lorsqu'une armure d'or était échangée contre une armure de bronze, « *la valeur de cinq bœufs* » était échangée « *contre la valeur de neuf* ».

Les bovins, les coquillages, les peaux, les chèvres et les moutons ne sont pas les seuls objets qui ont été choisis pour servir de monnaie ; des produits naturels de toutes sortes ont été utilisés ; et dans les régions reculées de Norvège, aujourd'hui encore, on emploie du blé et du thé. J'ai moi-même été dans des pays où les hommes utilisent des barres de sel et des poulets. Je trouvais cela très ennuyeux, car le sel disparaissait et les poulets mouraient, mais les indigènes acceptaient sans se plaindre leurs institutions incommodes, car ils n'avaient ni l'énergie ni le courage de changer leurs habitudes. Si nous examinons le cours historique des sociétés énergiques, nous constatons qu'elles ont souvent abandonné une forme de monnaie pour en adopter une autre. Il faut s'y attendre. Toute forme de monnaie n'est

adoptée que pour la commodité de l'homme, et nous ne devons pas être surpris si des personnes énergiques ont décidé de se débarrasser d'une monnaie comme le bétail, les barres de sel ou les poulets en faveur d'une autre plus pratique.

Le problème du bétail, des barres de sel et des poulets est qu'ils s'usent. De plus, le bétail et les poulets ne peuvent pas être divisés de manière pratique, de sorte qu'ils sont presque inutiles lorsque les hommes veulent effectuer une multitude de petites transactions. Dans de telles circonstances, il est évident qu'il faut préférer un métal. Les métaux durent plus longtemps, peuvent être divisés en petites parties sans perte de leur valeur, et sont facilement transmis d'un homme à un autre. Les avantages sont évidents et, dans le passé, la plupart des sociétés énergiques ont fini par adopter un métal comme monnaie.

LA MONNAIE-METAL

Le fer, le cuivre, l'argent [13] et l'or ont été les préférés. Le fer et les objets en fer, comme les pointes et les clous, étaient largement utilisés dans le monde hellénique primitif ; et à Sparte, l'usage du fer a survécu longtemps après que les autres cités helléniques ont trouvé plus commode d'adopter d'autres métaux. Il est intéressant de noter que Sparte a conservé une forme de monnaie que les Athéniens, par exemple, ont rapidement abandonnée au profit d'une autre plus pratique. Les Spartiates ne se sont jamais élevés dans l'échelle culturelle à la hauteur atteinte par les Athéniens ; et leur conservatisme en matière de monnaie-fer soutient l'idée que, lorsqu'une société a assez d'énergie pour percevoir ce qui pourrait être un moyen d'échange plus utile, et le courage de faire le changement, elle adopte rapidement celui qui convient le mieux à son but.

L'histoire économique hellénique est mal connue ; mais après avoir utilisé le fer, les Athéniens semblent avoir adopté l'argent comme moyen de paiement. Plus tard, ils ont également utilisé l'or, mais celui-ci n'a pas supplanté

---

[13] NDT : Dans ce chapitre, lorsqu'écrit avec un -a minuscule, c'est bien de l'argent en tant que métal dont il s'agira.

l'argent ; il s'agissait d'un moyen supplémentaire utilisé uniquement à des fins commerciales. Son introduction a peut-être résulté du commerce avec l'Égypte. L'or semble avoir été un support favori en Egypte et y avoir été considéré comme possédant une vertu sacramentelle spéciale.

Après avoir utilisé des bovins et des ovins, les Romains semblent avoir adopté en premier le cuivre, mais en 269 avant J.-C., l'argent a été introduit, probablement en raison de l'influence du commerce avec le monde hellénistique ; et par la suite, l'argent est resté l'étalon romain, bien qu'à une date ultérieure, l'or ait été utilisé pour de nombreuses transactions commerciales.

Lorsqu'une monnaie métallique est introduite pour la première fois dans une société, elle s'appréhende par son poids. Il n'y a pas d'exception à cette règle, et la raison en est évidente. Le métal n'est qu'une marchandise et, avant qu'une marchandise puisse être échangée contre une autre, il faut se mettre d'accord sur la quantité de marchandise A à donner en échange de la marchandise B. Le poids d'un morceau de métal reçu en échange d'une autre marchandise est donc une question essentielle. Mais il est manifestement peu commode de devoir peser chaque pièce de métal, bien que certaines sociétés l'aient parfois fait ; il est plus pratique de couper le métal en petits morceaux et de placer sur chaque pièce une marque certifiant son poids. Mais les pièces de métal varient en qualité ; aussi, lorsqu'une

monnaie métallique est frappée, un poinçon est invariablement apposé sur chaque pièce comme certificat de pureté. Si nous étudions le passé, nous constatons que toutes les sociétés les plus énergiques ont procédé de la sorte. L'expérience a également montré que la forme la plus pratique pour une pièce de métal est d’être ronde. Ainsi, parmi les peuples qui ont utilisé une monnaie métallique, les pièces rondes, portant un timbre pour certifier leur poids et leur pureté, ont été la règle.

Les Anglo-Saxons semblent avoir utilisé, ou du moins avoir connu, une monnaie métallique avant d'émigrer en Angleterre, mais pendant un certain temps après leur arrivée, ils ont utilisé des bœufs et des esclaves mâles comme monnaie. En effet, dans certaines parties du pays, les marchandises étaient directement échangées même après la conquête normande, six cents ans plus tard. À cette époque également, la plupart des seigneurs et des prêtres percevaient encore leurs droits en nature.

Offa de Mercia semble avoir été le premier homme à émettre des pièces de monnaie. Il a imité Pépin, le père de Charlemagne, et tous les étalons anglo-saxons ultérieurs semblent avoir été similaires à ceux de Charlemagne, dont ils pourraient être dérivés, ce dernier ayant tenté d'introduire un étalon commun dans tout son empire et ayant, à cette fin, fait revivre certaines des anciennes idées romaines. Dans ses rapports avec les Saxons, il semble avoir

considéré le *solidus* de 12 *pence* comme l'équivalent d'un bœuf, une livre d'argent comme l'équivalent d'un esclave mâle. Dans la majeure partie de l'Angleterre, 240 *pence* étaient censés peser une livre, mais d'autres normes existaient dans certains districts, probablement parce que la valeur d'échange d'un bœuf y était calculée différemment. Ainsi, dans certaines régions du Wessex, un bœuf était estimé équivalent à un manat d'argent de 30 *pence* ; au Pays de Galles, où la vache était le standard, une vache était considérée comme l'équivalent d'une once de 20 *pence*. Dans certaines régions d'East-Anglia, une once n'équivalait qu'à 16 *pence*, tandis que dans la majeure partie du pays, le shilling, et non l'once, était l'étalon, valant généralement 12 *pence* mais parfois, comme dans certaines régions du Wessex, seulement 5 *pence*.

Il faut se rappeler que jusqu'au XIe siècle, le pays n'était pas réellement uni sous un seul souverain et que certaines parties étaient isolées et parfois sous domination étrangère. Nous ne devons donc pas être surpris par la différence entre les systèmes monétaires. Il est tout à fait attendu qu'avant la *Conquesta*, la livre d'argent ait été divisible soit en 12 onces de 20 *pence*, soit en 20 shillings de 12 *pence*, soit en

48 shillings de 5 *pence*, soit en 16 onces de 16 *pence*.[14] Puisque dans chaque système, une tête de bétail semble avoir été l'unité d'origine, les différences étaient apparemment dues au fait qu'en différents endroits, le même animal avait une valeur d'échange différente. Nous ne pouvons pas non plus être surpris si, dans de telles circonstances, le monnayage était médiocre. Athelstan essaya de le réglementer, mais lui-même ne put empêcher chaque petite ville d'avoir son propre atelier monétaire. Certaines villes en avaient même plusieurs et, selon Ashley, lorsque Canute était roi, les monnaies étaient plus nombreuses que jamais. À l'époque de Canute, l'*heriot*, qui était à l'origine un don de chevaux et d'armures, était payé en pièces de monnaie. Plus tard, Henri II demanda à ses vassaux de payer l'écuage en pièces de monnaie en lieu et place de services militaires. Plus tard encore, Édouard Ier accepta de recevoir des paiements en pièces de monnaie de la part des marchands à la place des cadeaux, des amendes et des saisies. De même, à l'époque où il était roi, les seigneurs des manoirs avaient pris l'habitude de recevoir des pièces de monnaie de leurs locataires au lieu de services. Les

[14] W. Cunningham, The Growth of English Industry and Commerce, p. 123.

prêtres et les chanoines recevaient également des espèces en lieu et place des services.

Tous ces changements impliquaient naturellement l'émission de plus de monnaie, et en 1220, des demi-pennies et des *farthings* ronds furent émis pour la première fois. Les pièces précédentes étaient carrées ou oblongues. L'émission de ces petites pièces était nécessaire parce que les marchandises qui étaient échangées étaient encore de faible valeur. En effet, lorsqu'en 1257 Henri III a émis quelques pennies d'or, les citoyens de Londres ont protesté, car la valeur des pièces était si élevée qu'elle les rendait peu pratiques, voire inutiles. Près d'un siècle s'est écoulé avant qu'une autre tentative ne soit faite pour introduire une monnaie en or. En 1343, Édouard Ier émet des *nobles* en or. Mais il n'aurait jamais réussi à les faire accepter si le développement du commerce entre l'Angleterre et la Flandre n'avait pas rendu souhaitable l'établissement d'une monnaie uniforme dans les deux pays. Même dans ce cas, plusieurs centaines d'années s'écoulèrent avant que l'or ne supplante l'argent comme étalon.

En 1663 ont été introduites de « grandes » pièces en or, communément appelées « guinées » parce que l'or provenait du territoire ouest-africain contrôlé par la Compagnie de Guinée. Mais leur introduction a provoqué une certaine confusion monétaire ; car leur valeur d'échange était fixée trop bas par rapport aux shillings d'argent. En outre, la

monnaie d'argent était très usée et valait donc moins que sa valeur réputée. Il en résulta que les guinées, qui n'étaient censées valoir que 20 shillings chacune, prirent rapidement de la valeur jusqu'à atteindre 30 shillings chacune. De plus, conformément à la loi de Gresham, selon laquelle lorsque deux monnaies circulent librement, la plus faible chasse la plus forte, les guinées disparurent, étant soit fondues, soit vendues à leur valeur de lingot. En 1696, sur les conseils de John Locke et d'Isaac Newton, toute la monnaie fut réorganisée, mais la valeur d'échange de la guinée était cette fois fixée trop haut, à 21 shillings et 6 pence, et ce n'est qu'en 1717, alors que Newton est *Maître de la Monnaie*, que la question est définitivement réglée. La guinée fut alors fixée à 21 shillings.[15]

L'or est ensuite resté le standard, aux côtés de l'argent, jusqu'en 1816, date à laquelle la monnaie fut à nouveau réorganisée après la confusion créée par les guerres

---

[15] De tels évènements ont été bien résumés par J.A. Todd dans son ouvrage The Mechanism of Exchange. Ce petit livre est utile, mais le caractère orthodoxe de l'esprit du professeur Todd risque d'induire en erreur tout étudiant dont les connaissances en économie sont faibles. En tout cas, ce n'est pas un livre sur lequel on peut éduquer une jeune personne. L'économie ne peut être apprise dans de tels volumes, pas plus que la chimie ne peut être apprise dans les écrits des anciens alchimistes.

napoléoniennes. Il fut alors définitivement décidé que l'or était préférable à l'argent. Le souverain, qui vaut 20 shillings, est introduit, et la guinée disparaît. Soit dit en passant, la valeur attribuée à la guinée de 1717 a fixé le fameux prix « standard » de l'or pur, soit 3 £ 17 shillings et 10,5 centimes par once. L'importance de ce chiffre est notable si l'on se souvient qu'il a été incorporé dans la loi sur l'étalon-or de 1925. Cette année-là, une révolution fondamentale s'est produite dans le système monétaire, mais elle est passée sans bruit, probablement parce que peu d'hommes se rendaient compte de ce qui arrivait ; en tout cas, seule une infime partie de l'électorat était au courant. L'ignorance des électeurs sur ces questions importantes est l'un des aspects les plus intéressants et probablement l'un des plus significatifs de nos institutions dites démocratiques ; ils ont malheureusement besoin d'être éduqués. Ce serait aussi un grand avantage si les hommes politiques connaissaient un peu l'histoire du pays qu'ils gouvernent. Confier le gouvernement d'une société quelconque à des hommes que nous choisissons, c'est comme confier un jardin aux soins d'hommes qui n'ont aucune connaissance de la façon dont les plantes ont poussé dans le passé.

Il est extraordinaire que l'or et l'argent, pourtant si souvent utilisés comme monnaie, soient de loin les métaux les plus inadaptés à cet usage. Tous deux sont tendres, et lorsqu'ils passent de main en main, ils perdent rapidement de leur

poids et donc de leur valeur d'échange. En vertu de son credo, un rationaliste est presque obligé de considérer les hommes comme des êtres rationnels ; alors à notre époque rationaliste, il est pertinent de se demander pourquoi un métal tel que l'or a été adopté comme monnaie, et pourquoi, une fois adopté, il n'a pas été abandonné aussitôt son caractère inapproprié devenu évident. Cela aurait été la chose rationnelle à faire ; mais la vérité est que dans la plupart de leurs actions les êtres humains sont poussés par d'autres considérations que la raison, et nous pouvons seulement conclure que les vertus magiques, et autres, qui ont été communément attribuées à l'or, ont été considérées comme plus importantes que ses désavantages en tant que métal monétaire.

Il se peut qu'il y ait une raison sacramentelle à l'adoption initiale de l'argent comme monnaie, mais, à ma connaissance, aucune information n'est disponible à ce sujet.

Les Hellènes et les Romains semblent avoir utilisé l'or parce que l'or était utilisé en Égypte, considéré comme le symbole de la vie, sinon comme une substance qui donne la vie. Les cités-états médiévales l'ont presque certainement adopté parce que les Romains l'avaient utilisé, et les Anglais ont commencé à l'utiliser parce qu'il était courant en Europe. Pour l'argent, il n'existe pas de données similaires ; mais, quelle que soit la raison de son adoption, sa malléabilité,

comme celle de l'or, a toujours été connue, et, pour donner à ces métaux magiques la dureté indispensable à une monnaie métallique, il a toujours fallu leur ajouter un alliage, dans une proportion d'un douzième à un dixième.

Cette nécessité d'un alliage a incité les rois et les gouvernements à se réserver le seul droit de battre monnaie, car par ce moyen ils ont pu jouer à leurs sujets un tour lâche mais profitable. Cette ruse est la dépréciation de la monnaie ; elle constitue le premier argument contre l'emploi d'une monnaie métallique.

Lorsqu'une monnaie métallique est frappée, la question qui se pose naturellement est la suivante : Qui délivrera le certificat de poids et de pureté que chaque pièce doit porter ? La réponse est que cela n'a aucune importance, à condition que l'homme qui l'émet ait la confiance de ses semblables. En ce qui concerne l'utilisation d'une monnaie métallique, il n'y a aucune raison pour que les citoyens privés ne soient pas autorisés à frapper leurs propres pièces, ce qui a d'ailleurs souvent été fait. Tout ce dont le producteur de marchandises a besoin, c'est de la certitude qu'en échange de sa marchandise, il reçoit la valeur convenue et, tant que le poids et la qualité du métal frappé sont corrects, tout va bien, quelle que soit la personne qui appose la marque sur les pièces. Le fait de réserver l'émission des pièces de monnaie au roi ou au gouvernement est, à bien des égards, pratique, car il assure une uniformité qui peut faire défaut

lorsque les pièces sont émises par des particuliers ; mais ça n'est pas impératif. Et si nous examinons l'histoire des peuples utilisateurs de métaux, nous constatons que les rois et les gouvernements se sont réservés le droit d'émettre des pièces, d'abord pour assurer cette uniformité, et ensuite pour une autre raison qui n'est pas sans rapport avec leur propre profit.

Dans le passé, l'une des principales fonctions d'une monnaie métallique, introduite pour la première fois, a été de payer un tribut à un souverain ou un loyer à un seigneur. Ces hommes ont toujours été en mesure d'exiger un bon moyen d’échange et de choisir ce qu'ils accepteraient ou n'accepteraient pas à la place des marchandises ou des services leur étant dus. Le temps, lui aussi, a contribué à produire le même résultat. Dans l'Empire romain, le droit d'émettre des pièces de monnaie était définitivement limité à l'*Imperator*, et sur ce point comme sur tant d'autres, les « rois » teutons ont copié l'exemple d'un empire dont les institutions les avaient profondément impressionnés. La désintégration de l'Empire romain n'a nullement tué les idées romaines, et les peuples de langue teutonne qui sont entrés en possession de nombreuses anciennes terres romaines se sont souvent efforcés de préserver les anciennes coutumes romaines qui leur semblaient bonnes.

La dépréciation de la monnaie était l'un des moyens préférés des empereurs romains. Il était même employé à l'époque

de la République ; les pièces romaines furent dépréciées au moment des guerres puniques. Plus tard, l'astuce devint une telle habitude qu'entre l'époque d'Auguste et celle de Constantin, l'*aureus* d'or passa du quarante-cinquième au soixante-douzième de livre. Pendant la même période, l'alliage mélangé aux pièces d'argent fut augmenté jusqu'à constituer près des trois quarts de la pièce.

Les différents systèmes monétaires qui existaient chez les Anglo-Saxons compliquent tellement l'histoire de la monnaie anglo-saxonne que l'on ne peut tirer que peu de conclusions certaines à son sujet ; mais lorsque l'énergie des Anglais commença à augmenter au treizième siècle, on eut de nouveau recours à la dépréciation. Les pièces d'argent anglaises ont été dépréciées par Édouard Ier, Henri VIII et Édouard VI ; entre 1300 et 1600, la quantité d'argent contenue dans un penny en argent a été réduite de près des deux tiers. Les pièces d'argent ont également été dépréciées depuis 1914 et ne contiennent plus qu'une fraction de l'argent qu'elles contenaient à l'origine. En fait, elles ne sont plus du tout de la monnaie métallique ; ce sont des jetons. Plus récemment encore, les pièces ont été dévaluées aux États-Unis d'Amérique, dans le but, nous dit-on, de faire mieux fonctionner la monnaie métallique. Et le tour de la dépréciation peut être joué, semble-t-il, dans n'importe quelle mesure, à condition que les producteurs de marchandises le permettent ; les pièces dépréciées sont

transformées en « monnaie légale » et reçoivent ce qu'on appelle un « pouvoir libératoire », c'est-à-dire le pouvoir de conclure une transaction de manière définitive et légale.

Si l'on se rappelle que les pièces de métal honnête ne sont que des marchandises estampillées qui ont été choisies pour servir de moyen d'échange, on perçoit rapidement ce que les dirigeants et les gouvernements gagnent à augmenter la quantité d'alliage et à diminuer la quantité de métal dans une pièce. L'avantage le plus important est que leurs dettes peuvent être payées plus facilement, car les lingots qu'ils possèdent peuvent être transformés en un plus grand nombre de pièces. Le nombre correct de pièces est remis au créancier ; mais, comme le poids et la qualité des pièces sont moindres, leur valeur d'échange est également moindre, et lorsqu'une dette est payée au moyen de pièces dépréciées, son montant total est diminué du montant de la dépréciation.

Si une personne privée émettait des pièces de monnaie dépréciées, ses clients pourraient refuser de les accepter et le feraient probablement ; mais un dirigeant ou un gouvernement peut faire en sorte qu'une monnaie dépréciée ait un cours légal, et qu'aucun homme ne puisse refuser de l'accepter en paiement de son dû. C'est ce droit exclusif d'émettre le timbre sur les pièces qui a permis de jouer le tour de la dépréciation.

Le tour, il faut le noter, est parfois populaire, du moins il peut facilement être rendu populaire parmi les ignorants. En effet, un homme qui gagne un salaire ou un revenu peut voir son revenu augmenter, et la simple manipulation d'un plus grand nombre de pièces le convaincra souvent qu'il a plus de pouvoir d'achat qu'auparavant. Bien entendu, il se rend vite compte de son erreur, car le niveau général des prix ne tarde pas à augmenter. Les producteurs de marchandises doivent recevoir un plus grand nombre de pièces pour constituer la quantité correcte de métal ; et c'est lorsque les prix augmentent que les salariés découvrent comment ils ont été dupés. Et il est alors trop tard. Chaque homme reçoit un plus grand nombre de pièces, mais la quantité totale de métal contenue dans ces pièces n'est pas supérieure à celle contenue dans le plus petit nombre des anciennes pièces ; il doit donc donner un plus grand nombre des nouvelles pièces pour s'approvisionner en marchandises.

Il faut dire cependant qu'en dehors de l'influence qu'il exerce sur les prix, l'avilissement de la monnaie ne gêne pas l'échange des marchandises. Les Romains trouvaient l'*aureus* de Constantin tout aussi commode que l'*aureus* d'Auguste ; le premier contenait seulement moins de métal, et par conséquent avait une valeur d'échange et un pouvoir d'achat moindres. De la même manière, nous constatons que nos pièces actuelles sont tout aussi pratiques que celles que nous utilisions en 1914 ; la seule différence est que nous

obtenons moins en échange. Il est très important de se rappeler ceci. Toute forme de monnaie n'est adoptée que parce qu'elle est pratique ; la forme particulière de monnaie adoptée par une société n'a pas d'importance tant qu'elle est la plus pratique. Sa valeur d'échange n'a pas vraiment d’importance, à condition qu'elle reste la même.

INCONVENIENTS DE LA MONNAIE-METAL

Nous avons vu que l'un des inconvénients d'une monnaie métallique est que les dirigeants et les gouvernements peuvent modifier, à leur convenance, la quantité de métal contenue dans une pièce, et ainsi réduire son pouvoir d'achat. Il n’est donc pas certain que cette monnaie convienne aux Hopousiens.

Nous avons vu qu'avant qu'une marchandise puisse être échangée contre une autre, un accord doit être conclu, pour décider combien de marchandises A seront données en échange de la marchandises B. Nous avons également vu que lorsqu'une marchandise est utilisée comme monnaie, la valeur d'échange de toutes les autres marchandises est exprimée en fonction de celle-ci. Cette expression est ce que nous appelons le prix. Or, le métal n'est qu'une marchandise et, comme les autres marchandises, son prix varie parfois. Ainsi, dans une société utilisant du métal, les prix de toutes les autres marchandises sont susceptibles d'augmenter ou de diminuer pour la seule raison que le prix du métal augmente ou diminue. Si le métal est abondant, ceux qui le possèdent sont généralement prêts à en accepter moins en échange ; s'il en manque, ils en veulent probablement davantage ; et tout changement dans sa valeur d'échange doit entraîner un changement

correspondant dans les prix de toutes les autres marchandises.

Soyons clairs. Dans une société utilisant des métaux, le prix est la valeur d'échange d'une marchandise exprimée en termes de métal utilisé comme monnaie. Ainsi, lorsque la valeur d'échange du métal augmente, le prix de toutes les autres marchandises diminue, car le pouvoir d'achat du métal augmente. Lorsque la valeur d'échange du métal diminue, les prix augmentent, car le pouvoir d'achat du métal est moindre. Pensez à la misère humaine qui résulte de tels changements !

Si, lorsque la valeur d'échange du métal changeait, tous les prix augmentaient ou baissaient immédiatement et simultanément, et si la hausse ou la baisse des prix était proportionnelle à l'importance du changement, tout pourrait encore aller bien, du moins dans une société relativement léthargique. Mais dans une société énergique, il y a des choses comme les contrats et le crédit, et dans de telles circonstances, une hausse ou une baisse des prix (même si elle est immédiate, simultanée et proportionnelle à la baisse ou à la hausse de la valeur du métal) est un événement très embarrassant et incommode. Et il est douteux que le changement puisse être immédiat et simultané. Les revenus de certains hommes sont fixes, et il faut du temps pour régler les mécanismes qui les fixent. De plus, certains revenus ne sont pas fixés par la raison mais par

la coutume, qui est notoirement lente à changer. De même, les contrats existants peuvent difficilement être modifiés en un instant ; et un contrat ne peut être rédigé de manière à tenir compte de toutes les éventualités futures. Même si les contrats existants pouvaient être adaptés de manière satisfaisante aux nouvelles conditions, et même si les revenus de tous les hommes qui gagnent un revenu pouvaient être immédiatement rectifiés d'un montant correct, des difficultés insurmontables subsisteraient, car, lorsque les prix augmentent ou diminuent, la relation entre les créanciers et les débiteurs doit changer et cela ne peut être rectifié. Il est certain que l'une ou l'autre partie sera lésée. En ce qui concerne l'échange des marchandises, il importe peu que le niveau des valeurs d'échange, exprimées en termes de métal utilisé comme monnaie, soit élevé ou bas ; mais il ne faut pas qu'il augmente ou qu'il diminue ; et lorsqu'un métal est utilisé comme monnaie, cela se produit continuellement.

Lorsque nous considérons la question de façon impartiale, il semble difficile de croire que des hommes intelligents aient jamais voulu se soumettre à la détresse que crée une telle monnaie ; pourtant, lorsque nous regardons en arrière dans le temps, nous constatons que, loin d'abolir l'utilisation des métaux, les hommes s'y sont accrochés avec une ténacité sourde et imperturbable. Stoïquement, mais inutilement, ils ont toléré la souffrance qui s'est

inévitablement produite chaque fois que la valeur d'échange de leur métal a changé, et ils ont même attribué à Dieu, ou à quelque autre puissance hypothétique, la responsabilité de leurs problèmes. Pourtant, ces problèmes n'ont jamais fait partie de la nature inhérente des choses, ils ont été le résultat direct de l'utilisation du métal comme monnaie.

Il y a un autre point à souligner à propos de la monnaie-métal.

Si les marchandises sont produites et échangées à un rythme constant, et si l'approvisionnement en métal est suffisant pour effectuer ces échanges, la commodité d'une monnaie métallique est seulement réduite par les facteurs que j'ai mentionnés ; mais dès que les membres d'une société deviennent énergiques, ils désirent toujours produire et échanger un nombre croissant de marchandises. Dans ce cas, les inconvénients de la monnaie métallique sont si grands qu'ils rendent son emploi impossible.

Considérez ce qui se passe. Si le nombre d'échanges augmente et que le métal est utilisé comme monnaie, une grande quantité de ce métal est nécessaire pour faciliter le nombre accru d'échanges. Ce métal est soit disponible, soit non disponible. S'il est disponible, et que la quantité peut être augmentée aussi vite que la production de marchandises, tout ira bien à condition que les dirigeants ne dévaluent pas la monnaie et que la valeur d'échange du

métal reste constante. Mais peut-on le rendre disponible ? Si non, sa valeur d'échange peut-elle rester constante ?

Considérons d'abord ce qui se passe si une quantité supplémentaire du métal est immédiatement disponible.

Dès qu'il y a une augmentation du nombre de marchandises que les hommes produisent et souhaitent échanger, il y a une demande accrue pour le métal, qui, s'il n'augmente pas en quantité, augmente en prix. Le prix de toutes les autres marchandises diminue alors. Les unes par rapport aux autres, la valeur d'échange de ces autres marchandises reste la même, mais par rapport au métal qui sert de monnaie, les valeurs d'échange baissent. La société doit donc soit revenir à la politique d'échange direct (troc), soit subir une baisse générale du niveau des prix. La première solution est pratiquement exclue ; aussi, dans le passé, c'est généralement la seconde qui a été retenue. Les prix ont parfois chuté jusqu'à ce qu'il ne soit plus guère utile de produire quoi que ce soit ; la stagnation et le désespoir en ont été le résultat. Bientôt, cependant, la situation s'est ajustée. Le nombre d'échanges a été réduit jusqu'à ce qu'il atteigne le niveau où la quantité de métal disponible est suffisante pour les faciliter, et la société s'est alors contentée de cette situation limitée, avec un soupir de soulagement. Mais si elle a conservé sa monnaie métallique et n'a pas augmenté son stock de métal, la même situation s'est reproduite chaque fois que la société a voulu augmenter le

volume de sa production de marchandises. Ainsi, le résultat de l'existence d'une monnaie métallique est qu'un peuple énergique, désireux de produire et d'échanger un nombre croissant de marchandises différentes, se retrouve réduit à une condition de stagnation et de désespoir parce que le montant total de ces échanges dépasse la quantité du métal qu'il a choisi comme monnaie. Une illustration parfaite de l'incompétence humaine !

Au dix-huitième siècle, nos propres ancêtres ont commencé à produire et à vouloir échanger un nombre croissant de marchandises. On utilisait l'or et l'argent comme monnaie, mais on ne disposait pas d'une quantité suffisante de ces métaux quand on en avait besoin, et les choses auraient fini par mal tourner si quelques hommes brillants n'avaient pas conçu le projet d'émettre des morceaux de papier sur lesquels ils inscrivaient la promesse de payer l'or sur demande. Ils n'ont jamais pensé à abandonner l'or comme monnaie ; ils ont essayé de rafistoler le système pour qu'il fonctionne ; et les morceaux de papier qu'ils ont émis ont été utilisés comme monnaie. Naturellement, la situation s'est beaucoup améliorée, mais elle ne se serait jamais améliorée si chaque billet avait représenté de l'or, car dans ce cas, il n'y aurait eu aucune augmentation de la quantité de monnaie disponible. En fait, un grand nombre de billets ne représentaient pas du tout de l'or existant ; il y a donc eu une augmentation de la quantité de monnaie, et le

commerce s'est développé rapidement. Les commerçants, bien sûr, n'acceptaient pas le papier pour lui-même mais parce qu'ils pensaient qu'il représentait de l'or. Ils n'avaient aucune intention d'abandonner le métal comme monnaie et auraient été horrifiés si on leur avait suggéré cette solution. Tout allait bien jusqu'à ce qu'on demande aux hommes qui avaient signé les billets de produire de l'or. Bien entendu, ils n'en possédaient pas assez, et une crise s'ensuivit. Personne ne savait ce qu'il fallait faire ; l'idée de se débarrasser du métal ne fut pas évoquée ; et de nombreux commerçants furent complètement ruinés parce qu'en échange de leurs marchandises, ils avaient consenti à recevoir quelques morceaux de papier qui ne valaient rien du tout.

Cette comédie s'est déroulée à plusieurs reprises au cours de notre histoire ; mais ce qui nous semble être une comédie a été une tragédie pour les hommes dont la vie a été affectée ; et l'utilisation de la monnaie métallique est la seule cause de cette tragédie.

L'approvisionnement d'un métal peut-il être augmenté dans la mesure requise par une société énergique ? Il semble qu'il n'y ait pas de limite au nombre de marchandises que les hommes énergiques peuvent produire, ni à la quantité de matière première dont sont faits les produits, ni aux nouvelles découvertes que les hommes énergiques peuvent faire en ce qui concerne l'utilisation de la matière première. Mais il y a une limite précise à la quantité de métal. Le 30

avril 1925, des transactions d'une valeur de 263 255 000 livres sterling ont été conclues à Londres. Pensez à la quantité prodigieuse de métal qui aurait été nécessaire pour faciliter cette vaste quantité d'échanges ! En janvier 1925, des échanges d'une valeur de 3 770 864 000 livres sterling ont été effectués. Pensez à l'embarras qu'aurait occasionnée le transfert d'une telle quantité de métal ! Même s'il y avait eu suffisamment d'or dans le monde, comment aurait-il pu changer de mains dans les quantités requises et à la vitesse voulue ?

Pour plusieurs raisons, le métal semble donc être une forme de monnaie inadaptée à une société énergique. Il se prête à la dépréciation ; il provoque le chaos dans le niveau des prix si sa propre valeur d'échange évolue ; sa quantité ne peut être augmentée sans cesse pour répondre à une expansion des échanges de marchandises.

À ce dernier reproche, il faut maintenant ajouter son contraire, à savoir que lorsque le métal est employé comme monnaie, la quantité de métal ne peut être facilement réduite lorsqu'une telle réduction est vitale pour la marchandise. Nous pouvons combiner ces deux plaintes en disant que, dans la mesure où une société énergique est concernée, une monnaie métallique n'est pas appropriée car la quantité qui en circule n'est pas « élastique ».

L'expérience a montré que, à moins que la quantité de monnaie disponible n'augmente ou ne diminue en fonction de l'augmentation ou de la diminution du montant total des échanges de marchandises, le niveau général des prix est affecté par le changement consécutif de proportion entre les deux. C'est l'une des rares conclusions inductives auxquelles sont parvenus les économistes orthodoxes. Si l'offre de monnaie est inférieure aux exigences du processus d'échange des marchandises, le niveau des prix a tendance à baisser ; si l'offre de monnaie est supérieure aux exigences du processus d'échange des marchandises, le niveau des prix a tendance à augmenter. Ainsi, lorsqu'un métal est utilisé comme monnaie, le niveau général des prix, en plus d'être influencé par la valeur d'échange du métal et par la quantité de métal dans une pièce, tend toujours à varier en fonction de la proportion entre la quantité totale de monnaie disponible et la quantité totale de marchandises en attente d'être échangées. Puisqu'il n'y a aucun moyen d'augmenter et de diminuer l'offre de métal-monnaie selon l'état des échanges de marchandises, il semble impossible pour une société utilisatrice de métal d'échapper à ces fluctuations des prix. Il n'y a pas de nécessité qu'elle se produisent ; mais elles se produisent, et apparemment doivent se produire, à moins que la quantité de monnaie disponible soit proportionnelle à, et seulement limitée par, la valeur d'échange totale des marchandises que les hommes

souhaitent échanger. En d'autres termes, si le système monétaire n'est pas élastique, les gens souffrent.

Il n'y a aucun doute que dans les premières années, peut-être pendant les deux premières générations, les Hopousiens voudront augmenter le nombre de marchandises qu'ils produisent et échangent. Leur grande énergie mentale leur permettra d'inventer et d'employer des méthodes de production dont nous ne pouvons que rêver ; et, jusqu'à ce qu'ils aient produit suffisamment pour assurer la sécurité de chaque membre de la société, il est probable que la quantité de marchandises qu'ils produisent et échangent soit gigantesque. Pendant les deux premières générations, ils auront donc besoin d'une quantité croissante de monnaie pour faciliter l'échange. S'ils n'en reçoivent pas, le processus d'échange des marchandises sera entravé de la manière la plus incommode. De plus, dans un tel cas, le système économique ne remplirait pas l'objectif pour lequel il a été conçu.

C'est pourquoi un support monétaire inélastique comme le métal ne convient pas. En tant que monnaie, le métal est supérieur aux barres de sel, aux bœufs et aux poulets ; il les a remplacés parce qu'il était plus pratique. Mais le métal lui-même n'est pratique que lorsqu'un nombre limité de marchandises est produit et échangé ; une société qui produit un grand nombre fluctuant de marchandises le trouvera toujours inadapté. Ainsi, en concevant un système

économique pour les Hopousiens, la première chose que nous devons conclure est que nous ne pouvons leur donner aucune forme de métal comme monnaie. Nous devons donc continuer notre étude du passé pour observer les résultats de l'utilisation d'autres moyens.

J'ajouterai que nous n'avons aucune idée de la quantité de monnaie dont les Hopousiens auront besoin. Tout ce que nous savons, c'est que, quelle que soit la valeur d'échange totale des marchandises qu'ils souhaitent échanger, la quantité totale de monnaie disponible doit toujours être proportionnelle à cette valeur. Sinon, le processus d'échange des marchandises sera entravé soit par une surabondance, soit par une pénurie de monnaie.

HABITUDES MENTALES CRÉÉES PAR L'UTILISATION DE LA MONNAIE MÉTALLIQUE

Puisqu'une monnaie métallique ne conviendra pas au but pour lequel le système économique Hopousien est conçu, il n'existera pas à Hopousia d'institution organisée ou administrée en vue de l'utilisation d'une monnaie métallique. Nous avons nous-mêmes plusieurs institutions de ce genre, et ces institutions jouent un rôle si important dans notre vie que la façon dont elles sont administrées risque d'être considérée comme allant de soi. Avant de poursuivre, je pense donc qu'il serait bon d'attirer l'attention sur certaines des habitudes mentales qu'elles ont créées dans nos esprits.

Je fais particulièrement référence aux institutions que nous appelons « banques ». On ne saurait trop insister sur le fait que les banques telles que nous les connaissons n'existeront pas à Hopousia.

Lorsque nous considérons ne serait-ce qu'une petite partie de notre histoire économique, disons celle qui va du XVIe siècle à nos jours, nous ne pouvons qu'être frappés par son caractère aléatoire. Nos institutions n'ont jamais été conçues dans un but particulier ; elles sont nées par hasard, et cela est particulièrement vrai pour nos banques. Celles-ci doivent leur caractère au hasard. Comme les banques des

civilisations précédentes, elles sont le résultat fortuit d'une évolution incontrôlée, presque incompréhensible.

Ceci est bien illustré par le fait qu'à ce jour, nous n'avons pas de définition légale d'une banque. En effet, toute définition ne serait acceptable que pour quelques personnes ici et maintenant. D'autres personnes, et la plupart des personnes en d'autres lieux ou d'autres époques, refuseraient une telle définition.

La nature confuse de notre conception des banques est également apparente lorsque nous nous rappelons que nous avons deux sortes de banques, les banques d'émission et les banques de dépôt. Les fonctions de ces organisations sont dissemblables et n'ont aucun rapport l'une avec l'autre ; pourtant, chacune est appelée une banque, et lorsque nous lisons les écrits de certains économistes orthodoxes, nous ne savons souvent pas, lorsqu'ils utilisent le mot « banque », à quel type de banque ils font référence.

La question est encore compliquée par le fait que certaines banques, comme la Banque d'Angleterre, sont à la fois des banques d'émission et des banques de dépôt. En effet, dans le cas de la Banque d'Angleterre, la séparation des deux fonctions est une innovation relativement récente. Jusqu'en 1844, la Banque d'Angleterre n'était qu'une ; ce n'est qu'après que Peel eut persuadé le Parlement d'adopter sa célèbre loi qu'une distinction fut établie entre les deux

activités de la Banque. Et c’est depuis lors que la Banque d'Angleterre a un département d'émission et un département bancaire.

Les noms donnés à ces départements montrent quels changements ont eu lieu dans le caractère de notre système bancaire. Les hommes du département bancaire de la Banque d'Angleterre exercent les fonctions de banquiers de dépôt ; mais, si nous avions demandé à un homme du début du XIXe siècle ce qu'était la banque, il n'aurait pas répondu que la banque était une banque de dépôt. À cette époque, on pensait que le pouvoir d'émettre des billets était essentiel pour une banque ; un homme qui n'émettait pas de billets n'était pas considéré comme un banquier ; et le nom donné au département des dépôts de la Banque d'Angleterre illustre le changement qui s'est produit dans le sens du mot au cours de la première moitié du siècle dernier.

En effet, quoiqu’un homme du début du XIXe siècle aurait pu affirmer qu'un banquier était quelqu’un qui émettait des billets, ce n'était pas le sens originel du mot. Au XVIIe siècle, il signifiait quelque chose de différent, tout comme il signifie quelque chose de différent aujourd'hui. Lorsque l'homme ordinaire parle d'un banquier aujourd'hui, il veut dire un banquier de dépôt, mais il ne comprend pas plus les changements qui se sont produits dans la signification du mot depuis les guerres napoléoniennes qu'un homme ordinaire qui vivait alors ne comprenait les changements qui

s'étaient produits dans sa signification depuis l'époque de Cromwell. Et jusqu'à ce jour, aucun homme ne peut définir une banque de dépôt d'une manière à satisfaire tout le monde.

On peut dire qu'une banque de dépôt est un groupe de personnes qui ont pour mission de recevoir de la monnaie en dépôt, de la conserver en sécurité et de la restituer sur demande. Mais cette définition, tout en révélant l'une des principales fonctions d'une banque de dépôt, ne mentionne pas sa principale activité, qui est d'accorder des avances sur titres. Pourtant, aucun prêteur ne peut se dire banquier. En revanche, tout citoyen anglais peut apparemment se rendre à *Somerset House* et prendre une licence de banquier. Dans la pratique, il peut y avoir des difficultés, mais légalement, aucune question ne peut être posée. La taxe étant payée, la licence doit être accordée.

Littéralement, comme le sait l'écolier populaire, le mot « banque » désigne une surface en hauteur ou une étagère [16] ; dans les temps anciens, il semble avoir été utilisé en référence à l'étagère ou au comptoir érigé par un

[16] NDT : y compris en français, ou l'étymologie est la même que « banc » (dans le sens, table, table de change, comptoir, …).

commerçant qui était prêt à recevoir des objets de valeur pour les garder en sécurité. Au XVIIe siècle, l'Angleterre traversait une période de conflit, d'incertitude et de danger. La vie et la propriété n'étaient pas sûres, et les hommes riches ont commencé à chercher un endroit où ils pourraient déposer leurs trésors métalliques en toute sécurité. La coutume voulait que les bijoux, les pièces de monnaie et les autres pièces de monnaie métallique soient conservés dans des coffres forts. À l'époque de Charles Ier, ces boîtes étaient généralement entreposées à l'hôtel des monnaies, mais un jour, Charles Ier a pris une partie du métal entreposé là et l'a utilisé à ses propres fins. Contrairement à son fils, qui fit la même chose quelques années plus tard, Charles Ier remplaça le métal, mais l'hôtel des monnaies ne retrouva jamais son ancienne réputation de lieu sûr. Les hommes se sont donc tournés vers les orfèvres. Dans le cadre de leur métier, les orfèvres étaient obligés d'avoir une chambre forte dans laquelle ils pouvaient stocker leur métal, et après l'action arbitraire de Charles Ier, les orfèvres ont commencé à utiliser ces chambres fortes pour stocker le trésor d'autres personnes. Les boîtes contenant le métal étaient remises à l'orfèvre sur son comptoir, puis placées dans la chambre forte. L'orfèvre donnait à son client un reçu pour la boîte, inscrivait la transaction dans son livre et promettait de livrer la boîte sur demande.

Les principes sur lesquels nos banques de dépôt sont administrées aujourd'hui constituent un développement, pas très poussé, de cette simple transaction.

Le premier changement dans le caractère de l'activité des orfèvres s'est produit lorsque le contenu exact de la boîte a commencé à être enregistré. Ensuite, du métal en vrac a été déposé. Puis vint l'acceptation d'une quantité définie de métal pour une période déterminée.

Le changement de « sur demande » à « période spécifiée » était important, car il suggérait la possibilité de prêter le métal à un tiers pendant la période du dépôt. Au XVIIe siècle, de nombreux hommes souhaitaient emprunter du métal et, comme ils pouvaient offrir une bonne garantie sous forme de terres et d'autres biens, il semblait y avoir peu de raisons pour que l'orfèvre, s'il pouvait faire confiance à son client pour rendre le métal à l'échéance, ne prête pas les biens de ses autres clients, d'autant plus qu'il pouvait facturer des intérêts sur le prêt. N'était-ce pas là un moyen simple de s'enrichir ?

Le temps passa et des mesures furent prises pour affiner le système de dépôt et de prêt. Des orfèvres entreprenants ont commencé à attirer de nouveaux clients en offrant un intérêt modéré sur tous les métaux déposés. Ce métal était ensuite prêté à d'autres clients à un taux plus élevé, et bientôt, la composante « prêt » de l'activité devint aussi

importante, sinon plus, que l'activité initiale de « gardiennage ». De plus, les orfèvres intelligents ont compris que s'ils pouvaient attirer suffisamment de clients, ils pouvaient toujours compter sur une certaine quantité de métal à leur disposition en permanence. Cette découverte était également importante, car ce métal pouvait évidemment être prêté sans autre considération que les conditions financières du prêt. De cette manière, la période pour laquelle un dépôt était effectué commençait à perdre sa signification originale.

Dans le but d'attirer de nouveaux déposants, les descendants des anciens orfèvres ont commencé à offrir encore plus de services à leurs clients ; bientôt, les comptes courants sont devenus une habitude reconnue. Dans ce système, au lieu de déposer leur métal pour une période déterminée, les clients étaient encouragés à laisser le métal chez l'orfèvre indéfiniment, et à ne pas le retirer en une seule fois, comme c'était la coutume au début, mais selon leurs besoins.

L'introduction des comptes courants a nécessité un changement dans la méthode de conduite des affaires. Lorsque les dépôts étaient effectués pour une période déterminée, tout le métal pouvait être prêté, pour toute la durée du dépôt ; une partie du total des dépôts pouvait également être prêtée sans trop se soucier de la période de chaque dépôt ; mais lorsque les comptes courants sont

devenus habituels, une certaine proportion du métal a dû être gardée en stock en permanence, car tout client pouvait demander à tout moment le retour ou le transfert d'une partie du métal. Cela signifiait, d'une part, que la quantité de métal prêtée devait toujours être inférieure au total des dépôts, et, d'autre part, que tous les prêts devaient être effectués pour une durée aussi courte que possible. Et de ces deux simples faits sont nés les deux grands principes qui contrôlent encore, ou sont censés contrôler, la conduite des banquiers de dépôt anglais : (a) les ressources doivent être conservées autant que possible sous forme de liquidités ; (b) une certaine quantité de « cash » doit toujours être gardée dans la caisse, le montant de ce « cash » étant en rapport direct avec le montant total des dépôts.

Les banquiers de dépôt anglais n'aiment toujours pas ce qu'ils appellent les « prêts à long terme » ; ils conservent toujours, soit dans leurs caisses, soit à la Banque d'Angleterre, une certaine quantité de ce qu'ils appellent « espèces ». Ils n'administrent plus une monnaie métallique ; le sens du mot « espèces » n'est plus ce qu'il était lorsque les orfèvres ont formulé les principes auxquels j'ai fait référence. Mais ces principes se sont comportés comme le vin ; le temps leur a donné de la force, jusqu'à ce qu'ils soient maintenant considérés comme des ordonnances divines. Nos banques de dépôt actuelles sont grandes, mais leur caractère est le même que celui des petites boutiques où l'on

travaillait l'or au XVIIe siècle. Au début du dix-neuvième siècle, un certain nombre de petites banques privées s'étaient développées dans la ville de Londres, qui recevaient du métal en dépôt, le prêtaient à des tiers et faisaient des avances sur garantie. Ces banques appartenaient aux successeurs des orfèvres, et ces hommes ont perpétué l'ancienne tradition. Au cours des trois générations suivantes, les banques de dépôt ont été considérées comme très lucratives, et des banques de dépôt par actions ont commencé à apparaître très tôt. Elles ont rapidement pris la place des petites banques de dépôt privées, qui ont été progressivement absorbées ou supprimées par leurs homologues plus puissantes. Plus tard, afin que les banques par actions puissent faire le maximum de profit, et afin que leurs services et leurs ressources soient disponibles pour tous les membres de la communauté, les banques de dépôt par actions ont été progressivement fusionnées, jusqu'à ce que presque toutes les banques de dépôt de notre pays soient détenues ou contrôlées par cinq grandes sociétés. Mais la taille de ces banques n'a fait aucune différence dans les principes selon lesquels elles sont administrées ; et, bien que l'on dise que la plupart des banques de dépôt ne tiennent pas compte des anciens principes dans le cours normal de leurs affaires, toutes ont encore soin, lorsqu'elles publient leurs bilans, de donner l'impression qu'elles les ont respectés à la lettre.

Sur les habitudes des anciens orfèvres, nos banquiers de dépôt ont placé une sorte d'auréole, qu'ils craignent de retirer. Chaque année, lorsque les actionnaires se réunissent pour s'informer des bénéfices réalisés au cours de l'année écoulée, les présidents et directeurs de nos banques de dépôt se contentent de rappeler les vieux principes. On nous dit encore que la fonction d'un banquier de dépôt est de garder en sécurité les avoirs de ses clients, que ses ressources doivent rester liquides, et que le montant total de ses avances doit être inférieur au montant total des dépôts qu'il a reçus. Des livres sont également écrits sur ces sujets, des avertissements émis. On réitère les arguments en faveur d'une politique à court ou à long terme, on suggère des réformes. Mais le fantôme de l'orfèvre se tient derrière chaque orateur, dont les paroles ne sont que l'écho d'un passé révolu. Nous n'utilisons plus de monnaie métallique, mais l'ancienne tradition est si forte que nos banquiers dépositaires se comportent encore comme si nous en avions une.

Il n'est pas facile d'abandonner de telles idées, car le temps les a renforcées. Pourtant, je dois vous prier d'oublier tout ce que vous savez sur les banques de dépôt. Nous n'avons pas encore décidé du type de monnaie qui conviendra aux Hopousiens ; tout ce que nous savons, c'est qu'ils n'auront pas de monnaie-marchandise ni aucune forme de monnaie-métal ; et par suite de cette décision, nous devons écarter de

notre esprit toute idée d'un système de banque de dépôt. Aucune question ne se pose quant à sa réforme ; les banques de dépôt n'existeront tout simplement pas à Hopousia. Les questions sur les avantages d'une politique de prêt à court terme ou à long terme, sur la garde des biens des clients, ne se poseront pas là-bas. De telles questions ne se posent que lorsqu'une société utilise une monnaie métallique, et ces considérations peuvent être rejetées aussi sûrement que nos ancêtres utilisateurs de métaux ont rejeté l'idée d'utiliser une monnaie-bétail.

Toute discussion sur le standard or, le standard argent, le standard d'espèces, les standards de lingots d'or, les normes d'échange de l'or, les réserves d'or, les réserves d'or proportionnelles, et toute autre norme relative aux standards métalliques, ou à leurs réserves, est également sans rapport avec le travail que nous devons faire. Dans Hopousia, aucune institution ne sera organisée sur la base de quelque métal que ce soit. L'or et l'argent peuvent être considérés comme des substances utiles sur lesquelles les artisans peuvent exercer leur habileté ; ils peuvent aussi être utilisés comme une forme de décoration au moyen de laquelle le mâle peut impressionner la femelle et la femelle attirer le mâle. Mais ni l'un ni l'autre n'auront de rapport avec le système économique.

En ce qui concerne les banques de dépôt, certains publicistes parlent comme si les banques de dépôt créaient

du « crédit ». Ce laxisme a été à l'origine d'une grande confusion, qui ne peut malheureusement pas être ignorée, car le mot « crédit » est si important dans toute discussion économique qu'il doit être conservé. Mais l'utiliser en relation avec les banques de dépôt est indéfendable. Les réformateurs en puissance sont particulièrement coupables. Leur désir de voir un changement dans notre système bancaire est manifestement plus grand que leur connaissance de ce système.

Le « crédit bancaire » est un arrangement par lequel un client est autorisé à mettre son compte à découvert en échange du dépôt d'une garantie. C'est un prêt d'Argent. Aucun banquier de dépôt ne crée de crédit, pas plus qu'un prêteur d'Argent ne crée de crédit. Nos banquiers de dépôt ont bien fait de démentir cette accusation. Les banquiers de dépôt font des avances sur garantie, et seul un homme ayant une connaissance imparfaite du sujet peut les imaginer faire autre chose.

Il serait utile qu'en écartant de nos esprits l'existence des banques de dépôt, nous écartions également l'idée qu'elles créeraient du crédit.

LA MONNAIE-CHEQUE

La monnaie métallique a bien desservi nos ancêtres tant qu'ils sont restés un peuple relativement léthargique ; mais au cours du dix-septième siècle, menés par une noblesse dominante, ils sont devenus un peuple très énergique. Ils ont alors découvert qu'une monnaie métallique n'était pas adaptée à leurs besoins. Après la création de la Banque d'Angleterre en 1694, l'histoire de notre monnaie devient l'histoire d'un effort infructueux pour faire accomplir à une monnaie métallique une tâche qu'elle ne pourra jamais accomplir. De nombreux changements ont été apportés à la loi, divers expédients ont été adoptés. Aucun n'a été satisfaisant et, à ce jour, le problème n'a pas disparu.

Nous ne pouvons comprendre le comportement de nos ancêtres, ou même celui des hommes d'État contemporains, que si nous gardons à l'esprit cette funeste vérité : quelles que soient les souffrances que leurs vieilles habitudes leur infligent, les êtres humains sont peu enclins à changer. Une société rationaliste ne fait pas exception à cette règle ; elle s'accroche à ses anciennes traditions avec la ténacité du sauvage. Les rationalistes ont l'habitude de qualifier les sauvages de « superstitieux ». Ils entendent par-là que les sauvages ont une peur irrationnelle de l'inconnu et une vénération mal dirigée pour des pratiques irrationnelles. Il me semble que les hommes d'État contemporains sont aussi

superstitieux dans leur attitude envers les affaires économiques que les hommes non civilisés le sont dans leur attitude envers le monde extérieur. Les hommes non civilisés hésitent à abandonner leurs anciens rites parce qu'ils craignent ce qui se passerait s'ils le faisaient ; de même, nous semblons conserver un système monétaire irrationnel parce que nous craignons ce qui se passerait si nous l'abandonnions. Les hommes n'aiment guère se plonger dans l'inconnu.

Si nous considérons les êtres humains comme des créatures rationnelles, l'histoire de notre monnaie au cours des cent dernières années semble incroyable ; mais, si nous nous rappelons que les hommes ont peur de tout ce à quoi ils ne sont pas habitués et qu'ils ont peur du changement, l'histoire, bien que déprimante, est en tout cas simple à comprendre.

Au début du XIXe siècle, comme je l'ai dit, les hommes se sont convaincus que le pouvoir d'émettre des billets était essentiel à une banque. Ainsi, la Banque d'Angleterre, étant la seule société par actions qui possédait le pouvoir d'émettre des billets, était considérée comme ayant le monopole de la banque par actions. Mais les successeurs des anciens orfèvres avaient trouvé extrêmement rentable de recevoir du métal en dépôt d'un homme et de le louer à un autre, et en 1822, ils se rendirent compte que la Charte de la Banque d'Angleterre n'interdisait pas la formation de

sociétés par actions dans le but d'exercer cette activité. De nombreuses sociétés de banque de dépôt ont donc été créées. Les propriétaires de la Banque d'Angleterre, conscients du danger, protestèrent et firent tout ce qui était en leur pouvoir pour mettre les nouvelles sociétés dans l'embarras ; mais ils furent impuissants à interdire de telles formations, et ces sociétés prospérèrent grandement. Leurs profits étaient importants, et elles commencèrent bientôt à contrôler une partie des affaires de certaines banques commerciales privées. De cette façon, elles s'assurèrent le pouvoir d'émettre des billets. Ce faisant, elles empiétaient plus que jamais sur un terrain que la Banque d'Angleterre considérait comme le sien ; en effet, les privilèges conférés à la Banque par sa Charte risquaient d'être annulés. Mais le Parlement, toujours dominé par la noblesse terrienne, n'en tint pas compte jusqu'à ce que d'autres forces, plus fortes que les propriétaires de la Banque d'Angleterre, fassent pression sur elle.

À cette époque, les billets de banque n'avaient pas cours légal, mais, comme il n'y avait pas assez de métal dans le pays, il fallait une forme de monnaie supplémentaire pour faciliter l'échange des marchandises ; ainsi, comme les billets de banque étaient les seules autres choses disponibles, tout le monde les utilisait. Mais il n'y avait pas de limite au nombre de billets qu'une banque privée pouvait émettre, et le moment vint où certaines banques privées, en particulier,

peut-être, celles qui étaient contrôlées par les nouvelles banques de dépôt par actions, commencèrent à émettre un nombre de billets beaucoup plus grand que ce que leurs clients ou leurs critiques jugeaient sage. Des doutes furent alors exprimés quant à la solvabilité de ces banques ; les rumeurs se répandirent ; les personnes qui détenaient les billets les apportèrent aux banques et exigèrent du métal en échange. Bien entendu, les banquiers ne possédaient pas assez de métal pour couvrir les billets ; ils ont donc été contraints de suspendre les paiements.

Au cours des deuxième et troisième décennies du XIXe siècle, il y a eu plusieurs de ces absurdes crises, et deux particulièrement graves en 1814 et 1816, lorsque pas moins de deux cent quarante banques fermèrent leurs portes. Plus d'une sur trois fit faillite. En 1825, soixante-dix autres banques ont fait faillite et la panique provoquée par ces désastres, renforcée par la fureur de la Banque d'Angleterre face à la formation des nouvelles banques par actions, obligea le Parlement à prendre des mesures.

La *Bank Charter Act* de 1826 n'était qu'une pièce dans cette mosaïque politique. Etant donnée l'utilisation de monnaie métallique, le problème n'avait qu'une seule source, à savoir le fait que les banquiers étaient autorisés à émettre des morceaux de papier qui impliquaient la possession d'un métal qu'ils ne possédaient pas en réalité. Mais les banques privées étaient politiquement si fortes, et les billets de

banque étaient un ajout si vital à l'ancienne monnaie métallique, que le Parlement n'osa pas, ou en tout cas ne voulut pas, aborder la question. Au lieu de cela, il fit un compromis. La loi de 1826 supprima la limitation du nombre d'associés dans une banque privée, permit l'établissement de banques par actions en dehors de Londres et interdit l'émission de tout billet censé représenter moins de cinq livres de métal. Elle ne fit rien de plus.

La loi fut une défaite pour la Banque d'Angleterre et les nouvelles banques par actions ne tardèrent pas à célébrer leur victoire. De nombreuses nouvelles banques par actions furent créées ; il n'y avait toujours pas de limite au nombre de billets qu'une banque pouvait émettre ; chaque banque ayant le pouvoir d'en émettre s'empressa de mettre en circulation de gros billets ; et les résultats inévitables s'ensuivirent. Il y eut un effondrement en 1836 et un autre en 1837. En 1839, la Banque d'Angleterre, qui n'avait pas pris soin de son stock de métal, dut implorer l'aide de la Banque de France. Même à cette époque, le Parlement se contenta de laisser aller les choses, et ce n'est que quatre ans et demi plus tard que quelque chose d'utile fut fait. Sir Robert Peel persuada alors le Parlement de voter la Loi de 1844, qui, premièrement, divisait la Banque d'Angleterre en deux parties, un département d'émission et un département de dépôt, et, deuxièmement, fixait une limite précise au montant de l'émission de billets.

La Loi de 1844 fut une victoire pour la Banque d'Angleterre, et nous pouvons remarquer qu'elle fut adoptée par un Parlement élu après l'adoption du *Reform Bill*. La loi concentrait l'émission de billets dans la Banque d'Angleterre, qui était autorisée, sur la base de la dette du gouvernement, à émettre l'équivalent de quatorze millions de livres de métal qu'elle ne possédait pas. Aucune nouvelle banque n'était autorisée à émettre le moindre billet ; les anciennes banques ne pouvaient plus émettre que le nombre moyen de billets qu'elles avaient mis en circulation au cours des douze semaines précédant le 27 avril 1844. Si une banque émettrice était fusionnée avec une banque par actions, ou si le nombre de ses partenaires dépassait six, elle perdait à la fois son émission et son pouvoir d'émission. Mais, comme cette clause risquait de réduire à un niveau dangereux la quantité de monnaie en circulation, la loi stipulait que, dans de telles circonstances, la Banque d'Angleterre pouvait augmenter sa propre émission de deux tiers de l'émission annulée. Les émissions annulées équivalaient à un peu plus de huit millions de livres de métal ; les deux tiers de cette somme représentaient environ 5,75 livres de métal. Ainsi, après 1844, la quantité de l'émission de billets non couverte par le métal était limitée à 19,75 millions. Toute émission dépassant cette quantité ne pouvait être faite que contre une quantité égale de métal ; c'est-à-dire qu'au-delà de 19,75 millions, la Banque d'Angleterre n'était pas autorisée à émettre une promesse de

paiement en métal à moins qu'elle ne possède réellement le métal.[17]

C'est lors du débat sur la loi de 1844 que Peel a utilisé les mots que j'ai cités au début de ce chapitre. La monnaie choisie en Angleterre, disait-il, n'était pas le papier mais le métal. Ce que les hommes appelaient une livre était « une certaine quantité définie d'or, avec une marque sur celle-ci pour déterminer son poids et sa pureté ». Si un homme promettait de payer une livre à un autre homme, la promesse signifiait qu'il remettrait, sur demande, « cette quantité définie d'or ». Si le métal est utilisé comme monnaie, personne ne peut critiquer les propos de Peel.

La loi de 1844 a eu deux conséquences importantes. Après son adoption, un proverbe s'est répandu selon lequel on était « aussi sûr que la Banque d'Angleterre ». Le compliment était mérité. Il est vrai que la loi autorisait la Banque à émettre des billets sur la base d'une dette ; mais elle empêchait les banquiers de s'enrichir en émettant, et en louant, des promesses écrites qu'ils savaient ne pas pouvoir tenir. Et c'est après 1844 que le mot « banque », qui depuis

---

[17] Entre 1928 et 1951, la limite a été portée à 240 millions. La raison en était que la Banque d'Angleterre avait assumé la responsabilité des Bons du Trésor émis après la suspension de la loi sur les banques en 1914.

quelque temps avait changé de sens dans l'esprit de l'homme ordinaire, en vint à désigner plus particulièrement la banque de dépôt ; c'est-à-dire celle dont l'activité consiste à recevoir le métal d'un homme pour le garder en sécurité et à louer ce métal à d'autres hommes moyennant un certain prix.

Le deuxième résultat important de la loi de 1844 a été de donner au taux d'intérêt une importance d'envergure internationale. Le taux d'intérêt est le taux auquel la Banque d'Angleterre est prête à avancer des billets. Après l'adoption de la loi, il n'y avait aucun moyen d'augmenter la quantité de monnaie, à moins d'augmenter le stock d'or, et les propriétaires de la Banque d'Angleterre ont commencé à manipuler les mouvements d'or en modifiant le taux d'intérêt. La méthode des anciens orfèvres, il faut le rappeler, était devenue une partie de la tradition héritée et était considérée comme la façon de faire les choses. Ainsi, tous ceux qui possédaient du métal s'empressaient de le déposer à l'endroit où il rapporterait le plus d'intérêts. Plus le taux qu'un banquier consentait à reverser pour le métal déposé était élevé, plus on lui confiait de métal ; plus la Banque d'Angleterre possédait d'or dans ses coffres, plus elle pouvait émettre de monnaie. Le petit jeu commença donc, et fut conduit avec enthousiasme et intelligence. « Sept pour cent fera venir l'or de la Lune », s'écriaient les hommes. Et ce fut le cas. Pendant près de cent ans, en augmentant ou en

diminuant le taux d'intérêt, les propriétaires de la Banque d'Angleterre ont maintenu leurs stocks d'or, tant bien que mal, au niveau qu'ils voulaient ; et sur les étagères de nos bibliothèques, vous trouverez de nombreux traités savants qui ont été écrits sur les mouvements de l'or. En effet, le jeu consistant à transférer de l'or en fonction du taux d'intérêt de la banque se poursuit encore dans certains pays, mais à un degré moindre qu'autrefois.

Malgré ses dispositions rationnelles à propos de l'émission de billets, la loi de 1844 n'est pas passée facilement ; les arguments contre elle étaient forts. À cette époque, les classes moyennes, qui avaient accédé à la domination de notre société, étaient pleines d'énergie. L'ère du chemin de fer avait commencé ; la population augmentait rapidement et les hommes avaient besoin d'une quantité croissante de monnaie pour faciliter l'échange des marchandises supplémentaires qu'ils produisaient. Les détracteurs de la loi ont vu clairement que l'imposition d'une limite à l'émission de billets plaçait une limite à l'offre de monnaie ; alors qu'ils voulaient naturellement que l'offre de monnaie augmente à mesure des échanges de marchandises. Il est vrai que l'offre de monnaie augmenterait si le stock de métal augmentait, mais il n'y avait aucune raison de penser que l'offre de métal était égale à la demande. La loi, pensaient-ils, serait un fardeau pour la communauté commerciale ; les commerçants à la recherche de monnaie n'en trouveraient

pas. Imposer une limite au nombre de billets qu'une banque pouvait émettre, c'était comme placer une entrave de fer autour d'une sphère en expansion. Tôt ou tard, les entraves se briseraient dans une explosion.

Peel n'a pas tenté de répondre directement à l'argument. Avec toute l'obstination propre au caractère victorien, il s'est contenté de déclarer qu'une livre était une livre de métal et qu'aucune discussion n'y changerait rien.

Les événements ultérieurs donnèrent raison à ses détracteurs. La loi fut un tel échec qu'elle du être suspendue en 1847, 1857 et 1866 ; des débats passionnés eurent lieu à son sujet. En effet, lorsque Bagehot a écrit son Lombard Street, il a jugé bon de commencer par annoncer qu'il en dirait le moins possible sur la loi. « Il y a eu, dit-il, une si vive controverse au sujet de cette loi, et il y a encore tant d'animosité, qu'une seule phrase à son sujet est bien plus intéressante pour beaucoup qu'un livre entier sur n'importe quelle autre partie du sujet. Deux armées de contestataires avides posent à chaque écrivain cette seule question : « Êtes-vous avec nous ou contre nous ? » et ils ne se soucient guère d'autre chose. »[18]

---

[18] W. Bagehot, Lombard Street, p. 2.

Le livre de Bagehot a été publié en 1873 ; il a commencé à l'écrire en 1870. Comment se fait-il qu'à cette époque il ait pu faire abstraction d'une controverse qui faisait rage depuis près de trente ans ? Se peut-il qu'en 1870 Bagehot ait compris que la question était close ? De plus, après 1866, la loi ne fut suspendue à nouveau qu’en 1914. Pourquoi ?

La raison en est que, tout à fait inconsciemment, nos pères avaient commencé à utiliser un nouveau type de monnaie, qui existait parallèlement à l'ancienne monnaie métallique et augmentait ainsi la quantité de monnaie disponible. De plus, cette nouvelle monnaie était d'une nature telle que sa quantité pouvait être augmentée à volonté. Officiellement, le métal était encore la seule forme de monnaie reconnue en Angleterre ; le métal était aussi exclusivement utilisé dans tous les échanges internationaux ; mais à l'intérieur, le processus d'échange des marchandises était facilité par l'introduction progressive de la monnaie-chèque. Et je n'exagère pas quand je dis que l'introduction accidentelle de la monnaie-chèque a été historiquement un événement plus important que la substitution du métal à la monnaie-bétail, ou même que l'introduction de la monnaie tout court. La raison pour laquelle la controverse sur la loi de 1844 s'est rapidement éteinte est que toutes les objections à la loi ont été levées lorsque la majorité des transactions ont commencé à être conclues par chèque.

Ce qui est curieux avec le chèque, c'est que personne ne sait qui l'a inventé ni quand il a été utilisé pour la première fois. Le mot vient du vieux français *eschec,* qui semble avoir été dérivé de *scaccus*, traduction latine médiévale pour « roi », à partir du perse *shah*. Le mot était utilisé dans le jeu d'échecs pour désigner un coup qui attaquait directement le roi. Le mot *mat*, également utilisé aux échecs, vient de la même source, *shah-mat* « le roi est mort » (« *échec* et *mat* »).

De son sens originel, le mot « chèque » a rapidement signifié tout arrêt ou entrave, et s'est appliqué à tout ce qui arrête, entrave ou retient quelque chose ; et donc à un billet ou à un bon, en particulier un bon attaché à un accord de paiement. Le bon « arrêtait » le payement, c’est à dire empêchait toute modification ultérieure de l’accord conclu, et, utilisé dans ce sens, le mot « chèque » est devenu presque synonyme de « traite », et l'a finalement remplacé dans le langage commun.

Lorsque le système de banque de dépôt a été perfectionné par les successeurs des anciens orfèvres, il est devenu habituel pour un client qui souhaitait retirer ou transférer une partie de son métal d'écrire un ordre à cet effet. Le chèque était un ordre du client de transférer le métal qu'il possédait à la personne nommée sur le chèque. Ou bien, il s'agissait d'un ordre à la banque de remettre le métal. Et c'est à cette coutume que Withers fait référence lorsqu'il dit que « le droit de tirer un chèque comporte le droit immédiat

et invariable d'exiger de l'or ».[19] Dans de telles circonstances, le chèque n'est pas de la monnaie, mais simplement l'ordre de transfert d'une quantité donnée de monnaie métallique. S'il n'y avait pas eu de développement ultérieur, les chèques ne seraient jamais devenus de la monnaie. Dans les faits, l'évolution fut rapide et importante.

Au début, les orfèvres enregistraient dans un livre la quantité de métal déposée par chaque client ; et lorsque les chèques ont été utilisés pour la première fois, un client pouvait demander qu'une partie du métal soit transférée à un homme qui gardait son métal chez un autre orfèvre. Cela signifiait que le métal devait être transporté jusqu'à la maison de cet orfèvre. Il en résultait que chaque orfèvre ou banquier devait envoyer un commis dans de nombreuses autres maisons chaque jour pour collecter les sommes dues à ses clients. Entre 1750 et 1770, ces commis se réunissaient à un endroit précis et échangeaient entre eux les chèques émis depuis leurs maisons respectives.[20] Ces réunions

---

[19] Hartley Withers, The Meaning Of Money p. 93.

[20] Ces réunions sont devenues par la suite la London Clearing House. Au début, elles étaient limitées aux commis des banquiers privés ; et l'influence de ces hommes était si grande, leurs habitudes si conservatrices, et leur jalousie si vive envers les banques par actions, que ce n'est qu'en 1884

étaient évidemment très utiles, et il faut noter que la quantité de métal nécessaire pour couvrir les transactions était alors bien moindre que si le métal de chaque transaction avait été effectivement transféré. En effet, les clients pouvaient émettre des chèques pour des milliers de livres, mais, en raison des contre-passations, il se pouvait qu'aucun métal ne change réellement de main.

Au fil du temps, aucun métal ne fut plus déplacé. Les banques de dépôt par actions conservaient leur stock de métal dans un lieu central et ouvraient des comptes les unes pour les autres dans leurs livres. Alternativement, chacune ouvrait un compte auprès de la Banque d'Angleterre. Leur responsabilité envers leurs clients était enregistrée selon l'ancienne méthode, mais le métal, au lieu d'être transféré conformément à l'ordre écrit sur le chèque, restait là où il était. Finalement, chaque transaction n'aboutissait à rien de plus, pour le banquier, qu'à écrire quelques chiffres dans un livre. De plus, personne ne se demandait si le stock de métal était suffisamment important pour couvrir le total de ces chiffres.

---

qu'une banque par actions a été autorisée à devenir membre de la Clearing House.

Pendant ce temps, nos pères prospéraient de plus en plus. Les matières premières des terres conquises étaient importées et transformées ; un nombre de plus en plus grand de marchandises étaient produites ; et, pour conclure le nombre croissant de transactions, les chèques étaient de plus en plus utilisés. Ils étaient également émis pour des montants de plus en plus importants. Lorsque le chèque a été utilisé pour la première fois, les chiffres inscrits sur un chèque représentaient toujours une quantité précise de métal existant quelque part ; mais dans la seconde moitié du XIXe siècle, ce ne fut plus le cas. La valeur des échanges par chèques en une seule journée était bien plus importante que la quantité totale de monnaie métallique dans le pays. C'est alors que le chèque lui-même est devenu une monnaie. Tant que les chiffres représentaient réellement un métal existant, le chèque n'était qu'un ordre de transfert à une autre personne de cette quantité de monnaie métallique ; mais, lorsque le montant total des chèques émis dépassa la quantité de métal en stock, les chèques en eux-mêmes devinrent de la monnaie. Leur fonction était d'agir comme moyen d'échange en transférant à d'autres personnes la quantité de pouvoir d'achat que les chiffres représentaient.

Je ne doute pas que certains observateurs, lorsqu'ils s'aperçurent de la mesure dans laquelle les chèques facilitaient le processus d'échange des marchandises, aient froncé les sourcils ; mais aucune crise ne s'est produite, et il

n'a pas fallu longtemps pour que le montant total des échanges de marchandises facilités par les chèques en un seul jour soit gigantesque. La quantité totale d'or dans le monde ne l'aurait pas égalée.

Ne sous-estimez pas l'énormité du changement qui a dû se produire. Lorsque les chèques ont été utilisés pour la première fois, ils ont simplement transféré une quantité d'or à un nouveau propriétaire, mais il est clair que les chèques compensés le 30 avril 1923 (comme je l'ai souligné plus haut dans le chapitre), n'ont pas fait cela ; car ils totalisaient 263,25 millions de livres sterling et il n'y avait pas autant d'or en Angleterre. Nous avons encore de l'or, mais sa quantité est faible, et il ne couvrirait pas les transactions qui ont lieu dans un seul centre en un seul jour. Pourtant, le processus d'échange des marchandises se poursuit sans relâche. En effet, tout le monde sait que si tout l'or d'Angleterre était jeté à la mer demain, le processus se poursuivrait toujours. En d'autres termes, nous n'utilisons plus une monnaie métallique ; nous avons adopté une monnaie-chèque. Grâce à elle, environ 90 % de nos transactions, et toutes les plus importantes, sont conclues.

Le métal était autrefois notre moyen d'échange ; aujourd'hui, le moyen qui transfère le pouvoir d'achat d'un homme à un autre est le chèque.

Comme la plupart des inventions importantes, le chèque est un dispositif simple et, lorsque je regarde le cours du temps, je suis toujours surpris de ne trouver aucune trace de l'utilisation de chèques dans les civilisations précédentes. Les Athéniens, quoi qu'ils aient pu être par ailleurs, étaient économiquement obscurantistes ; on ne pouvait donc pas s'attendre à ce qu'ils aient inventé un moyen d'échange aussi utile. Mais les Babyloniens et les Romains ont beaucoup réfléchi à l'économie, et je trouve difficile de penser que des hommes comme Hammurabi et Trajan aient toléré l'utilisation exclusive d'une monnaie métallique sans modification. Je ne vois pas comment ils ont pu administrer leurs vastes empires sans l'aide de quelques ordres écrits comme ceux que nous appelons chèques. Mais, pour autant que je sache, il n'existe aucune preuve directe de l'utilisation de chèques à Babylone ou à Rome. Le mérite d'avoir inventé le chèque, ou en tout cas d'avoir été les premiers à en faire un usage courant, doit être attribué à nos ancêtres immédiats.

Que le chèque fonctionne à merveille ! Dans notre société, des millions de transactions ont lieu chaque jour, mais le chèque est une forme de monnaie si commode que ces échanges, quel que soit leur montant, sont facilités à un point qui serait étonnant si nous n'y étions pas si habitués. Il n'y a aucun de ces lourds fardeaux que connaissent les sociétés qui utilisent du métal ; pas besoin de déplacer de

grandes charges de métal d'un endroit à l'autre ; pas de difficultés de transport, pas besoin de grandes voûtes pour stocker le métal ; pas de crainte de vols pour le trésor ; rien de tout cela. De plus, les mesures de protection sont simples à mettre en place ; la falsification est rare, le rognage et la dévaluation impossibles. Tout le système repose sur des stylos qui écrivent des chiffres sur des morceaux de papier et dans des livres.[21]

Lorsque le métal est utilisé comme monnaie, il y a toujours un risque qu'un changement dans le niveau général des prix soit produit par un changement dans la valeur d'échange du métal. Lorsque des chèques sont utilisés comme monnaie, cela ne peut pas se produire. La valeur d'échange est une qualité que seules les marchandises possèdent. Un carnet de chèques vierges est une marchandise, mais un chèque écrit n'est pas une marchandise. Sa seule valeur réside dans l'accomplissement de sa fonction : ordonner le transfert de certains chiffres d'une page à une autre dans un livre de comptes, ou d’un livre de compte à l’autre. Une fois que le

---

[21] NDT : nous attirons l’attention sur le fait que les « blockchains », utilisées aujourd’hui par certaines crypto-monnaies, ne sont conceptuellement que des versions numériques, et infalsifiables, de ces livres de comptes ou registres.

chèque a rempli cette tâche simple mais importante, il peut être détruit.[22]

Mais l'élément le plus significatif de la monnaie-chèque est son élasticité, une qualité essentielle pour une monnaie.

On se demande parfois si nos banques de dépôt émettent de la monnaie ou non. Certains soutiennent que oui. Ainsi, Withers dit des banquiers de dépôt : « En fournissant à leurs clients des chéquiers, ils créent la monnaie qui règle la grande majorité des transactions commerciales et financières et une grande partie des petites transactions de la vie quotidienne ».[23] Mais de nombreux économistes le nient. Notre émission de monnaie, disent-ils, est concentrée dans la Banque d'Angleterre.

Il me semble que les deux ont raison ; mais ils parlent de choses différentes. Withers s'est également exprimé de manière imprudente. En discutant de la monnaie-chèque, nous devons toujours prendre soin de faire la distinction entre ce que l'on peut appeler la monnaie potentielle

---

[22] NDT : et le virement bancaire électronique que nous connaissons n'est lui aussi, conceptuellement, que la version digitalisée du chèque.

[23] Hartley Withers, The Meaning of Money, p. 121

(formules de chèques vierges) et la monnaie en circulation (chèques écrits). Nos banques de dépôt émettent la première mais pas la seconde.[24]

Dans une société utilisant des chèques, la quantité de monnaie potentielle (carnets de chèques vierges) est à toutes fins pratiques illimitée ; et c'est cette absence de limitation qui confère à la monnaie-chèque sa ravissante élasticité. Le nombre de chèques en circulation n'est limité que par la quantité de pouvoir d'achat que les hommes souhaitent transférer les uns aux autres en échange des marchandises ou de services reçus. Nous avons vu qu'il sera essentiel que la monnaie Hopousienne suive le rythme des échanges de marchandises, sinon le peuple en souffrira. En termes exacts, cela signifie que la quantité de monnaie disponible doit toujours être proportionnelle à, et seulement limitée par, la valeur totale des marchandises que le peuple souhaite échanger. Sinon, le processus d'échange des marchandises sera entravé par une surabondance ou une pénurie de monnaie. La monnaie-chèque est la seule forme de monnaie

[24] Les économistes parlent de billets de banque à l'ancienne et de jetons comme d'une nouvelle mode. Selon le droit statutaire, seule la Banque d'Angleterre peut émettre ces formes de monnaie. En fait, la loi est tellement dépassée qu'elle ne reconnaît que l'existence de la monnaie métallique.

qui possède cette vertu. Il semble donc que la monnaie-chèque soit la monnaie à adopter par les Hopousiens.

Nous n'avons aucune idée de ce que représentera le total de leurs échanges de marchandises, mais quel qu'il soit, nous pouvons être sûrs que la quantité de monnaie disponible sera proportionnelle à ce total. Car leur réserve de monnaie potentielle sera inépuisable ; la seule limite à la quantité en circulation sera l'étendue de leur pouvoir d'achat, et leur propre caprice. Une monnaie-chèque, donc, ils auront.

LA MONNAIE-JETON

Mais les chèques ne sont pas toujours la forme de monnaie la plus pratique lorsque de petits paiements occasionnels doivent être effectués. Le tabac, les pourboires, les repas et boissons, les timbres-poste, les télégrammes, les billets de chemin de fer et de théâtre, les tickets d'autobus, etc. sont des exemples d'achats qui ne peuvent être effectués par chèque aussi facilement que par une autre forme de monnaie. Ces achats sont effectués tous les jours par la plupart des gens, et les Hopousiens auront besoin, je pense, en plus de leur monnaie-chèque, d'une petite quantité d'une autre monnaie.

Il est bien sûr possible d'effectuer tous ces paiements, et autres similaires, par chèque. Si vous avez vécu dans une petite communauté européenne en Afrique ou en Asie, vous savez bien que l'on peut faire beaucoup de choses en émettant des petits reçus qui, après avoir été signés, peuvent s'accumuler jusqu'à ce qu'ils soient annulés à une date ultérieure par l'émission d'un chèque pour les couvrir. Il est également possible pour une personne vivant dans un collège, ou en tant que membre d'une confrérie, d'obtenir de la cuisine ou de la beurrerie toutes ces bricoles et de conclure un certain nombre de petites transactions en faisant un seul chèque. Dans de telles circonstances, le chèque est la seule sorte de monnaie utilisée. Mais je doute

que la vie Hopousienne puisse être organisée dans les limites d'un tel système. Il me semble qu'une autre forme de monnaie que le chèque sera nécessaire, du moins au début, afin qu'il n'y ait pas d'inconvénient lorsque, par exemple, une personne voyage dans une partie du pays où elle n'est pas personnellement connue. Ses grosses transactions peuvent être réglées au moyen de chèques de voyage ou de lettres de crédit ; mais pour ses petites transactions, il lui faudra, je pense, une autre forme de monnaie pour remplir la fonction que remplissent ces reçus dans les petites communautés.

Pour cette forme supplémentaire de monnaie, je propose les jetons.

Les jetons sont de petits objets qui, par la volonté humaine, possèdent un pouvoir d'achat. Pour la commodité de l'homme, qui est la seule raison de l'existence de la monnaie, ils sont généralement d'une taille et d'une forme telles qu'ils peuvent facilement passer de main en main. Leur pouvoir d'achat ne dépend pas de leur valeur marchande ; il leur est donné par la loi. Ils peuvent être fabriqués dans n'importe quel matériau approprié, papier, nickel, cuivre, presque tout. Leur nature importe peu, pourvu qu'ils servent à l'usage auquel ils sont destinés et qu'ils résistent à l'usure d'une circulation constante.

Les personnes « à l’ancienne » expriment parfois leur aversion pour les jetons, car, disent-elles, ces objets n'ont aucune valeur. C'est vrai. Mais condamner une forme de monnaie sous prétexte qu’elle n’a pas de valeur d’échange intrinsèque révèle une mauvaise compréhension de ce qu'est la monnaie. Tant qu'une pièce de monnaie remplit la fonction pour laquelle elle est utilisée, son caractère propre n'a pas d'importance. Les billets d’une livre ou de dix shillings dont nous nous servons actuellement, ainsi que nos soi-disant pièces d'argent, sont des jetons ; et, pour souligner le changement qui s'est opéré dans notre société depuis 1844, j'attire l'attention sur le fait que, de nos jours, les commerçants de province n'aiment pas tant les billets de la Banque d'Angleterre que les billets d’une livre ou de dix shillings. Ce n'est pas la taille des billets que les hommes récusent mais leur caractère. Or, nos billets de banque sont censés représenter du métal et donc avoir une « valeur », alors que les autres billets, comme chacun sait, n'ont aucune valeur marchande. En d'autres termes, non seulement nous trouvons que les jetons font leur travail, mais nous les préférons. Nos ancêtres, bien sûr, auraient été horrifiés à l'idée de les utiliser, mais c'est parce qu'ils ont passé leur prime jeunesse à utiliser du métal.

Le grand avantage des jetons est que leur pouvoir d'achat ne change pas, même s'ils sont fabriqués en alliage métallique et que la valeur d'échange du métal dont ils sont

faits fluctue. De plus, leur caractère et leur contenu peuvent être modifiés à tout moment sans affecter leur pouvoir d'achat. Ils sont extrêmement pratiques pour les petits paiements, et leur émission est simple. S'ils sont en papier, il suffit d'une presse à imprimer et d'un bon filigrane ; s'ils sont en métal, il faut un bureau de la Monnaie. Un garde-fou est nécessaire : les jetons ne peuvent avoir cours légal que pour de petits montants. Si ces conditions sont remplies, une monnaie-jeton est en tous points supérieure à une monnaie métallique, et je conclus que les Hopousiens trouveront opportun de conclure environ dix pour cent de leurs transactions par des jetons, sous la forme qui leur semblera la plus appropriée.

Je dis « environ dix pour cent » parce que nous ne pouvons pas décider exactement quel sera le montant ; le chiffre précis dépendra du caprice humain. Tout ce que nous pouvons dire, c'est que les transactions qui ne seront pas conclues par chèque seront conclues par le transfert de jetons ; et comme nous ne pouvons pas dire combien de chèques une personne fera, ni pour quels montants elle les fera, nous ne pouvons proposer qu'une estimation approximative de la quantité de jetons qui sera nécessaire. Nous constatons nous-mêmes qu'en plus de notre monnaie-chèque, nous avons besoin d'une monnaie-jeton ; en ce qui nous concerne, la proportion est d'environ 10 pour 1 ; je suppose donc que les Hopousiens auront besoin

d'une quantité similaire. Mais cette estimation n'est qu'approximative ; l'expérience seule montrera si dix pour cent est un chiffre trop élevé ou trop bas. En effet, il est possible que la quantité de jetons en circulation varie en fonction de la période de l'année. Lorsque beaucoup de gens se déplaceront, la quantité augmentera ; en période de basse saison, elle diminuera. C'est évident. Le point important est qu'il faudra mettre à disposition une quantité de monnaie-jeton suffisante pour permettre aux gens de régler sans inconvénient toutes les transactions qu'ils ne choisissent pas de conclure par chèque.

Ceci étant convenu, je propose de laisser de côté la question des jetons pour un temps afin de discuter des nombreux détails qui se rapportent à l'émission et à l'administration de la monnaie-chèque.

L'ÉMISSION ET L'ADMINISTRATION DE LA MONNAIE-CHÈQUE

Nous sommes maintenant en mesure de commencer la création de notre premier groupe économique. Pour savoir à quoi il ressemblera, commençons par résumer brièvement comment les marchandises sont échangées dans une société utilisant des chèques.

Lorsque les chèques sont utilisés comme monnaie, X marchandise A est d'abord échangée contre un chèque, sur lequel sont inscrits certains chiffres. La fonction du chèque est d'agir comme moyen d'échange en transportant les chiffres du consommateur au producteur. Les chiffres représentent la valeur d'échange des marchandises que le consommateur a reçues. Lorsque le chèque a été accepté, il est envoyé dans un endroit approprié pour être compensé. Cette compensation consiste en un transfert effectif des chiffres de la personne qui signe le chèque à la personne nommée sur le chèque. Un commis prend le chèque, ajoute les chiffres au total déjà en possession du vendeur et les soustrait du total en possession de l'acheteur. Cette partie de la transaction est ainsi terminée. Le chèque a fait son travail et peut être détruit.

La personne en faveur de qui le chèque est écrit a maintenant le droit de recevoir des marchandises à hauteur de la valeur exprimée par les chiffres. Dans l'utilisation qu'il

fait de ce pouvoir d'achat, il peut diviser le total comme il l'entend, en fonction de la valeur des marchandises qu'il souhaite posséder. Lorsqu'il achète ces marchandises, il émet à son tour des chèques, qui portent une partie des chiffres au producteur des marchandises. Ces chèques sont ensuite compensés et, dès que les écritures ont été faites, ce dernier émet à son tour des chèques en échange des marchandises qu'il désire. Ces chèques représentent un apport de pouvoir d'achat pour les producteurs de ces produits, et ces derniers émettent à leur tour des chèques, qui sont compensés de la même manière. Et c'est ainsi que le processus sans fin d'échange des marchandises se poursuit. Dans tous les cas, les chèques peuvent être détruits dès qu'ils ont porté les chiffres d'une page à l'autre du livre de compte ; le nombre de chèques n'est limité que par la quantité de pouvoir d'achat que les hommes veulent échanger contre des marchandises. Aucune forme de monnaie ne pourrait être plus simple ou plus pratique.

Pour l'émission et l'administration de cette monnaie, les Hopousiens auront besoin (1) d'imprimeries pour imprimer des carnets de chèques (monnaie potentielle) ; (2) de livres et de dossiers dans lesquels les chiffres pourront être inscrits ; (3) de machines pour effectuer les additions et les soustractions ; (4) de commis et de surveillants pour superviser et compléter les machines ; (5) de bâtiments sûrs, solides, bien situés et (pour ne pas offenser les hommes

cultivés) beaux dans lesquels les livres et les dossiers pourront être stockés et les commis interrogés.

En ce qui concerne l'émission et l'administration de leur monnaie-chèque, les Hopousiens n'auront besoin de rien d'autre. Des livres, des dossiers, des machines à additionner, des commis, des surveillants et des bâtiments : c'est tout.

Il n'y a aucune raison pour que, si nous le désirions, les bâtiments ne soient pas appelés « banques » ; et pour des raisons de simplicité, j'utiliserai ce mot ; mais nous ne devons pas supposer qu'il y aura dans les banques Hopousiennes d'autres activités que celles que j'ai décrites. Il n'y aura pas non plus, par exemple, cinq grandes banques et quelques petites, comme nous en avons. Quand je parle d'une « banque » Hopousienne, je veux dire le bâtiment, et non pas l'organisation qui possède le bâtiment.

Il faudra évidemment qu'il y ait une organisation pour contrôler les activités à l'intérieur de la multitude des banques dont le peuple aura besoin ; mais je ne veux pas discuter de cela pour le moment. En même temps, il convient de noter que, lorsque les institutions que nous utilisons actuellement seront transformées en institutions Hopousiennes, les employés de nos banques de dépôt ne seront pas dérangés. Il n'y aura pas non plus de grande différence extérieure dans le travail effectué par ces employés. Les bâtiments que nous appelons banques, les

hommes que nous appelons commis de banque, les registres et les machines à additionner dans nos banques : tout cela sera nécessaire ; et les tâches des commis seront presque les mêmes que maintenant. Ils tiendront des comptes et émettront de la monnaie-chèque potentielle. La seule différence, peut-être, sera qu'on leur donnera autant de machines que possible pour les soulager d'une grande partie de leurs corvées. Ils auront ainsi davantage de possibilités d'acquérir de l’expérience sur les aspects les plus importants de la vie économique. Les machines à additionner sont introduites dans certaines de nos banques maintenant ; malheureusement, les sociétés bancaires licencient par conséquent une partie de leur personnel. Pour des raisons qui apparaîtront bientôt, cela ne se produira pas à Hopousia.

Les hommes que nous appelons actionnaires des banques et tous les autres qui ne jouent aucun rôle défini dans l'administration de nos banques ne seront pas nécessaires.

La plus grande différence entre les banques Hopousiennes et nos banques sera peut-être que leurs banques n’auront pas d'activité de banque de dépôt ; mais nous n'avons pas encore découvert quelle sera leur fonction. Jusqu'à présent, tout ce que nous avons découvert est que les employés des banques émettront la monnaie-chèque potentielle et administreront la monnaie en circulation. L'exécution de cette dernière tâche signifie qu'ils tiendront un registre du

pouvoir d'achat possédé par chaque personne ou groupe de personnes.

CHAPITRE II : L'ARGENT

LA FONCTION DE L'ARGENT

L'ARGENT EN TANT QUE SYMBOLE

LES MARCHÉS DE L'ARGENT

L'ÉMISSION DE L'ARGENT

Lorsqu'on examine un phénomène économique, il est toujours préférable de commencer par se demander ce qui se passe lorsque les marchandises sont directement échangées. C'est la transaction à partir de laquelle tous les systèmes économiques, aussi compliqués soient-ils, se sont développés. Une discussion économique qui ne commence pas par-là est toujours vaine.

Lorsque les marchandises sont directement échangées, les hommes donnent ce qu'ils possèdent et ne veulent pas en échange de ce qu'ils veulent et ne possèdent pas. Deux hommes se rencontrent ; chacun possède une marchandise ; chacun veut ce que l'autre possède. La marchandise A est alors échangée contre la marchandise B.

Lorsqu'une forme de monnaie est utilisée, le caractère de la transaction reste le même, mais elle se déroule en deux

étapes au lieu d'une, et les détails changent en fonction de la nature de la monnaie utilisée.

Si une marchandise C est utilisée comme monnaie, la marchandise A est d'abord échangée contre la marchandise C ; la marchandise C est ensuite échangée contre la marchandise B. Si des pièces de métal sont utilisées comme monnaie, la marchandise A est d'abord échangée contre des pièces de métal, puis échangée contre la marchandise B. Si des chèques sont utilisés comme monnaie, la marchandise A est d'abord échangée contre un chèque qui, comme la marchandise C et les pièces de métal, sert de support à l'échange souhaité. Dans chaque cas, le caractère de la transaction reste le même ; seuls les détails changent.

La différence entre un échange direct et un échange au moyen de monnaie est que, dans le premier cas, le producteur ou le possesseur d'une marchandise consent seulement à l'échanger contre quelque chose qu'il veut. Dans le second cas, il consent à recevoir une provision de monnaie qu'il pourra échanger, à un moment donné, contre ce qu'il veut.

Nous pouvons noter ici un autre avantage que la monnaie-chèque et la monnaie-jeton ont sur la monnaie-marchandise et la monnaie-métal. Si une marchandise est utilisée comme monnaie, elle peut être désirée soit pour elle-même, soit parce qu'elle est communément acceptée

comme monnaie. Dans le premier cas, un échange direct a lieu, et le système économique de la société est compliqué par le fait que certains des échanges entre ses membres sont directs, d'autres indirects. Il en va de même lorsque des pièces de métal sont utilisées comme monnaie. Ces pièces ne sont que des morceaux de métal portant une marque qui certifie leur poids et leur pureté. Le métal lui-même est une marchandise, qui peut être désirée pour elle-même, et un homme peut échanger une marchandise contre des pièces de métal afin de les fondre. Cet échange est également direct par essence, car les pièces, une fois fondues, cessent d'être une monnaie et deviennent une simple marchandise. Dans ce cas également, le système économique de la société est compliqué par le fait que certains des échanges entre ses membres sont directs, d'autres indirects. Lorsque l'on utilise une monnaie-chèque ou une monnaie-jeton, ce problème ne se pose pas. Aucun homme ne veut un chèque ou un jeton pour lui-même ; il ne le veut que parce qu'il lui permettra d'obtenir quelque chose d’autre en échange. Il en résulte que la vie économique d'une société utilisant des chèques ou des jetons est plus simple que celle de toute autre société, car tous les échanges effectués par ses membres ont le même caractère. Tous sont indirects, aucun n'est direct.

J'ai dit que la pensée orthodoxe pouvait être comparée à un train qui circule sur certains rails et qui arrive donc à une

certaine destination. Jusqu'à présent, nous avons suivi ces rails. Mais nos pensées commencent ici à prendre une nouvelle direction. Lorsqu'un préposé aux aiguillages envoie à Birmingham un train qui, autrement, arriverait à West Bury, il modifie très légèrement la direction du train au début ; mais à mesure que le train avance, celui-ci s'éloigne de plus en plus des trains qui circulent sur l'autre voie, jusqu'à ce qu'il arrive finalement à une destination très éloignée de celle atteinte par les autres. De même, la différence entre la pensée orthodoxe et notre pensée ne sera que légère au début, mais les conclusions auxquelles nous arriverons finalement seront très différentes de celles des penseurs orthodoxes. Et de même qu'aux aiguillages d'un chemin de fer, la voie empruntée doit être choisie avec le plus grand soin, afin d'éviter un accident lorsque le train s’y engage, de même nous devons faire attention aux distinctions fondamentales que nous examinons maintenant.

Il y a davantage dans un échange direct que ce que j'ai dit. Avant qu'une marchandise puisse être échangée contre une autre marchandise, il faut s'entendre sur leur valeur d'échange relative. Il ne suffit pas de dire que, lors d'un échange direct, la marchandise A est échangée contre la marchandise B ; ce qui se passe, c'est que X marchandise A est échangé contre Y marchandise B, X et Y étant des quantités égales de valeur d'échange.

Lorsqu'une forme de monnaie est utilisée, le caractère de la transaction reste toujours le même, mais la méthode d'expression de X et Y change en fonction du type de monnaie utilisé. Si une marchandise, C, est utilisée comme monnaie, une certaine quantité de marchandise A est d'abord échangée contre une certaine quantité de marchandise C ; cette quantité de marchandise C est ensuite échangée contre une certaine quantité de marchandise B. En d'autres termes, X marchandise A est d'abord échangé contre Z marchandise C ; ensuite, l'ancien propriétaire de X marchandise A échange Z marchandise C contre Y marchandise B.

La même chose se produit lorsque des pièces de métal sont utilisées comme monnaie. X marchandise A est d'abord échangé contre Z pièces de métal, puis l'ancien propriétaire de la marchandise A échange Z pièces de métal contre Y marchandise B. Dans chaque cas, la fonction de Z est d'exprimer et de mesurer la valeur d'échange des marchandises qui passent de mains en mains.

Lorsque les chèques sont utilisés comme monnaie, le caractère de la transaction ne change pas, mais il existe une différence importante dans l'objet qui remplit la fonction de Z. X marchandise A est d'abord échangé contre un chèque écrit. La fonction du chèque est celle qui est remplie dans les deux autres systèmes par la marchandise C ou les pièces métalliques. Tandis que le rôle de Z est assuré par les

chiffres inscrits sur le chèque ; ces chiffres expriment et mesurent la valeur d'échange de la marchandise qui change de main. Le chèque est une monnaie ; les chiffres sont de l'Argent.

Comme je l'ai souligné dans le chapitre précédent, les économistes orthodoxes utilisent toujours les mots « monnaie » et « Argent » comme s'ils étaient synonymes. À mon avis, il s'agit d'une erreur dont l'origine est évidente. Lorsqu'on utilise une monnaie-marchandise ou une monnaie-métal, l'objet choisi sert de moyen d'échange ; la quantité qui change de main exprime et mesure la valeur des marchandises échangées. Ainsi, le même objet remplit deux fonctions. Les fonctions sont distinctes, mais, lorsqu'on utilise une monnaie-marchandise ou une monnaie-métal, elles sont remplies par le même objet, qui peut donc être appelé monnaie ou Argent à volonté. Et c'est pour cette raison que les économistes orthodoxes, qui fondent leurs conclusions presque entièrement sur l'étude des peuples utilisateurs de métaux, confondent toujours monnaie et Argent. Mais lorsque les chèques sont utilisés comme monnaie, les fonctions sont séparées et la différence entre monnaie et Argent est immédiatement apparente. Le chèque écrit est le moyen par lequel les marchandises sont échangées ; c'est la fonction de la monnaie. Les chiffres figurant sur le chèque indiquent et mesurent la valeur

d'échange des marchandises échangées ; c'est la fonction de l'Argent.

La monnaie et l'Argent ne sont pas la même chose, et il est surprenant que la différence entre les deux n'ait pas été remarquée auparavant. Les économistes orthodoxes affirment que l'Argent est un moyen d'échange, et une mesure, et un étalon de valeur. Mais à première vue, n'y a-t-il pas quelque chose d'étrange à propos d'un objet supposé agir en même temps comme un moyen et comme mesure ?! La triple définition de l'Argent n'est pas acceptable. L'Argent n'agit jamais, et n'a jamais agi, comme moyen d'échange ; cette idée n'existe dans nos esprits que parce que nos pères ont utilisé un métal comme monnaie. Dans ces circonstances, une quantité du métal utilisé comme monnaie remplit également la fonction d'Argent ; ainsi, lorsqu'un métal est utilisé comme monnaie, il remplit à la fois la fonction d'Argent et de monnaie. C'est pour cette raison, et pour cette raison seulement, que la monnaie et l'Argent ont été confondus et que l'Argent s'est vu attribué les fonctions de la monnaie. Lorsqu'on utilise une monnaie-chèque, ces fonctions distinctes sont remplies par des choses distinctes, et la différence entre monnaie et Argent est claire.

L'un d'entre nous doute-t-il que les chiffres inscrits sur nos chèques soient de l'Argent ? Nous ne pouvons pas croire un homme s'il affirme que l'Argent est un moyen d'échange. La monnaie est le moyen d'échange ; l'Argent exprime

simplement la valeur d'échange des marchandises qui sont offertes ou données en échange.[25]

---

[25] Comparez C. Gide, Principes d'économie politique, trad. E. F. Row, p. 55 « L'Argent n'est qu'une mesure commune de toutes les valeurs d'échange : il n'est rien de plus que cela, mais c'est beaucoup. ». Aristote, je pense, aurait été d'accord. Il dit (Pol. i. 10) que l'Argent a été conçu, non pas comme un moyen d'échange, mais « en vue de l'échange «, ce qui est une autre affaire. Dans Eth. V. 5, il déclare que les hommes ont inventé l'Argent dans le but de comparer la valeur des choses. Il est vrai qu'il dit aussi que l'Argent devient une sorte de moyen, mais le sens de ce passage est incertain, et il peut se référer aux moyens utilisés dans les comparaisons. De plus, il ajoute que l'Argent est venu « pour mesurer toutes choses », par exemple combien de chaussures équivalent à une maison. Je ne trouve nulle part dans les écrits d'Aristote un quelconque soutien à l'opinion orthodoxe selon laquelle l'Argent serait le moyen d'échange.

LA FONCTION DE L'ARGENT

L'expression et la mesure de la valeur d'échange est la seule fonction que remplit l'Argent ; toute autre fonction est dérivée de celle-là. Ainsi, l'Argent est utilisé pour exprimer le prix. Mais le prix, à moins qu'il ne soit identique à la valeur d'échange, n'est qu'une évaluation personnelle qu'un homme fait d'un objet qu'il possède. De nombreux objets, tels qu'une voiture d'occasion ou un cheval dans une foire, ont un prix, mais ils ne sont pas des marchandises tant que quelqu'un n'a pas accepté de les acheter. Avant cela, ils n'ont pas de valeur d'échange. Si, par contre, quelqu'un accepte de payer un prix pour les acquérir, ils obtiennent immédiatement une valeur d'échange, et l'Argent payé pour les acquérir, qu'il soit identique au prix initial ou non, n'est pas un prix mais une valeur d'échange exprimée en termes d'Argent.

Ceci est valable partout et à tout moment. Je suis conscient que, dans notre société, la valeur d'échange de nombreux produits de première nécessité n'est pas le fruit d'un accord, mais qu'elle est imposée aux acheteurs par des vendeurs en mesure de dicter les prix. Toutefois cela ne change rien à la véracité de ce que j'ai dit. Le prix, à moins qu'il ne soit identique à la valeur d'échange, n'entre pas dans la discussion sur l'économie.

Il ne faut pas perdre de vue que l'Argent est un moyen pratique pour exprimer et mesurer la valeur d'échange. Prenons l'exemple d'un pont. Certains disent qu'un pont ne peut être construit sans Argent. Des centaines de ponts ont été construits par des peuples non civilisés qui n'ont jamais utilisé ni entendu parler d'Argent. Pour construire un pont, il faut uniquement du matériel et de l'énergie humaine. La fonction de l'Argent est d'indiquer et de mesurer la valeur d'échange d'un pont, une fois qu'il a été construit.

Prenons à nouveau l'exemple des maisons. Dans notre société, des milliers et des milliers de personnes vivent dans des maisons délabrées, et les publicistes qui disent qu'un pont ne peut être construit sans Argent affirment aussi que de nouvelles maisons ne peuvent être construites sans Argent. Mais chaque année, des millions de maisons sont construites par des peuples non civilisés qui n'ont jamais utilisé ni entendu parler d'Argent. Pour construire une maison, il faut uniquement de la matière première et de l'énergie humaine. L'Argent n'est qu'un moyen commode d'exprimer et de mesurer la valeur d'échange d'une maison déjà construite.

Mais, bien que les ponts et les maisons puissent être construits sans Argent, aucun homme ou groupe d'hommes dans une société utilisant de la monnaie ne peut entrer en possession d'un pont ou d'une maison sans transférer à ses

producteurs l'Argent qui exprime sa valeur d'échange. L'Argent est indispensable à la possession mais pas à la production d'un pont.

De l'exercice de sa fonction première, l'expression et la mesure de la valeur d'échange, l'Argent tire une fonction secondaire, celle d'exprimer et de mesurer le pouvoir d'achat.

Lorsque les marchandises sont directement échangées, un homme reçoit en échange de ce qu'il a produit ou aidé à produire, des marchandises ayant la même valeur d'échange. En d'autres termes, sa production d'une marchandise lui confère un certain pouvoir d'achat, et l'étendue de son pouvoir d'achat est le reflet direct de la valeur d'échange de ce qu'il a produit ou aidé à produire.

Lorsque l'Argent est utilisé, la nature de la transaction ne change pas ; il y a simplement un rouage supplémentaire dans la machine. En échange de ce qu'il a produit, ou aidé à produire, un homme reçoit non pas un approvisionnement direct d'autres marchandises mais de l'Argent. Cet Argent indique et mesure la valeur d'échange de ce qu'il a produit, et donc aussi la valeur d'échange de ce qu'il a le droit de recevoir en retour. En d'autres termes, la quantité d'Argent reçue indique l'étendue de son pouvoir d'achat. Ce pouvoir d'achat n'est pas une chose différente de la valeur d'échange ; c'est la même chose. L'Argent

indique et mesure la valeur d'échange des marchandises qui ont été produites ; par dérivation, il indique et mesure également le pouvoir d'achat des producteurs. Mais c'est seulement parce qu'il indique et mesure la valeur d'échange. L'Argent n'a qu'une seule fonction ; toute autre fonction qu'il peut remplir est dérivée de cette première.

L'Argent n'est pas nécessaire aux hommes ; il n'est qu'un outil pratique. De même que la monnaie n'existe que pour que les marchandises puissent être échangées plus facilement, l'Argent n'existe que pour que leur valeur d'échange puisse être comparée plus facilement. Les marchandises peuvent être échangées sans monnaie et leur valeur d'échange comparée sans Argent. Le pouvoir d'achat peut également exister sans Argent. L'Argent n'est qu'un dispositif humain destiné à faciliter la vie humaine.

Certains économistes l'oublient peut-être, car ils ont tendance à parler comme si les marchandises et l'Argent étaient des poules et des œufs, s'engendrant mutuellement. Il est vrai que l'Argent aide souvent à produire des marchandises, mais la marchandise et l'Argent ne sont pas comme l'œuf et la poule. Il n'y a aucun doute sur ce qui est apparu en premier : la marchandise. L'Argent n'est qu'un moyen commode d'exprimer et de mesurer leur valeur d'échange.

Certains hommes essaient de nous effrayer en soulignant que nous dépensons beaucoup d'Argent, disons X millions de livres, en boisson, en tabac, ou autre chose du genre. En réalité, ces marchandises changent de mains suivant le cours normal de l'échange des marchandises, mais les publicistes auxquels je me réfère parlent toujours comme si l'Argent était en quelque sorte gaspillé et, après avoir été dépensé, disparaissait. Rappelons donc que lorsque l'Argent est dépensé, il est simplement échangé. Le pouvoir d'achat qu'il exprime ne disparaît pas, il est transféré à une ou plusieurs autres personnes. Lorsque X millions de livres sterling sont dépensées en bière, tout ce qui se passe est qu'une telle quantité de pouvoir d'achat est donnée en échange de la bière.[26] L'Argent est transféré aux producteurs de bière en échange de la marchandise (la bière) qu'ils ont produite et, lorsque la transaction est terminée, les producteurs de bière possèdent X millions de livres de pouvoir d'achat, qui représentent la valeur d'échange de la bière qu'ils ont

---

[26] Selon C. B. Wilson, Great Britain's Drink Bill, 1934, le montant n'était que de 229 029 000 £, soit une augmentation de 1,8 pour cent par rapport à 1933. Cela signifie que la dépense moyenne d'un adulte (en supposant qu'il y ait 30,5 millions de personnes de plus de vingt ans) est d'environ 7 £ 10 s, soit moins de 3 s par semaine, c'est-à-dire une demi-bouteille de claret bon marché ou cinq pintes de bière par semaine.

produite et échangée. Si l'Argent n'était pas échangé contre de la bière, il devrait être échangé contre autre chose ; il n'a pas de valeur en soi. S'il était échangé contre des bibles plutôt que contre de la bière, le pouvoir d'achat qu'il représente serait transféré aux presses universitaires en échange de la marchandise (les bibles) qu'elles ont produite. Dans ce cas, il faudrait consacrer plus d'énergie humaine à la production de bibles et moins à la production de bière. Mais un économiste, en tant que tel, ne se soucie guère de ce contre quoi l'Argent est échangé. Quoi qu'il en soit, l'Argent n'est pas perdu, il est simplement transféré. Le processus d'échange des marchandises consiste à recevoir et à transférer continuellement du pouvoir d'achat, qui est le reflet de la valeur d'échange de ce qui a été produit. L'Argent est un moyen pratique d'exprimer cette valeur d'échange.

Il existe une variante de cette lamentation sur la « disparition » de l'Argent.

Dans notre société, la fiscalité directe des particuliers est lourde, et certains publicistes, n'aimant pas cela et cherchant tous les arguments contre, parlent comme si l'Argent payé en impôts directs était perdu. Mais cet Argent se comporte comme n'importe quel autre Argent. Lorsque les impôts directs sont payés, tout ce qui se passe, c'est que l'Argent est transféré, sous la contrainte, d'un groupe de personnes à un autre groupe. La somme d'Argent payée

aujourd'hui en impôts sur le revenu est approximativement égale à la somme payée pour la gestion et le service de la dette nationale, chacune étant d'environ 230 000 000 £.[27] Aucune de ces sommes n'est perdue, et la plus grande partie reste dans notre propre pays. Ce qui se passe, c'est que la loi insiste pour qu'il soit transféré des contribuables à ceux qui ont souscrit, ou dont les pères, les ancêtres ou les prédécesseurs ont souscrit, à des emprunts d'État, principalement des emprunts de guerre. Loin de disparaître, l'Argent continue à circuler librement. La loi change seulement l'identité de ceux qui contrôlent la direction de sa circulation.

Nos hommes politiques déclarent parfois que certaines de nos difficultés économiques sont dues à ce qu'ils décrivent comme « de l'Argent dormant » dans nos banques de dépôt. De telles déclarations révèlent une mauvaise compréhension de ce qu'est l'Argent. L'Argent est un instrument pratique pour exprimer la valeur d'échange ; il n'a pas d'autre fonction. C'est de cette fonction qu'il tire sa capacité à

---

[27] En 1934-5, les chiffres exacts étaient les suivants : impôt sur le revenu, 229 214 963 £ ; intérêts et gestion de la dette nationale, 211 657 232 £. En 1935-6 : impôt sur le revenu, 237 362 332 £ ; intérêts et gestion de la dette nationale, 211 533 776 £.

exprimer l'étendue du pouvoir d'achat d'un homme. S'il exprime la valeur d'échange ou le pouvoir d'achat (qui sont en fait la même chose), l'Argent fait tout le travail pour lequel il existe et ne peut donc jamais « dormir ».

La vérité est que l'expression « Argent qui dort » est une relique de l'époque où nous utilisions le métal. Elle n'a de sens que dans une société dotée d'un système de banque de dépôt. Lorsqu'un des anciens orfèvres recevait du métal en dépôt, il le louait à d'autres hommes qui le payaient pour l'utiliser, et le métal lui rapportait un bénéfice. S'il ne prêtait pas autant qu'il le pouvait, une partie du métal « dormait », en ce sens qu'elle ne rapportait rien, et de cette manière, puisque le métal remplissait la fonction de l'Argent, on a commencé à penser qu'il était « mauvais » que l'Argent « dorme ». Le mot « mauvais » dans ce contexte signifiant que le profit était perdu, et lorsque nos politiciens parlent de l'Argent qui dort, ils ne font que répéter le vieil adage des orfèvres.

Quand nos banquiers de dépôt utilisent cette expression, qui est très travaillée, ils se réfèrent à de l'Argent qu'ils ne louent pas, car la plupart de leurs habitudes mentales sont celles des anciens orfèvres. Lorsque les chèques sont utilisés comme monnaie, et que le système économique est adapté à leur utilisation, l'Argent ne peut jamais « dormir ».

Bien d'autres hommes que les politiciens et les banquiers de dépôt utilisent l'expression « Argent dormant », mais ils lui donnent un sens différent. Une personne aisée veut probablement dire qu'elle ne reçoit pas d'usure sur cet Argent ; nous examinerons cette coutume plus tard. Dans la bouche des publicistes ordinaires, l'expression « Argent dormant » signifie que les gens ne font pas un usage immédiat de leur pouvoir d'achat. Les publicistes auxquels je me réfère maintenant regrettent cette habitude, qu'ils qualifient d'antisociale, et il ne fait aucun doute que, dans notre société, elle handicape le processus d'échange des marchandises. Mais si un homme ne souhaite pas recevoir l'approvisionnement immédiat en marchandises auquel sa possession de pouvoir d'achat lui donne droit, c'est certainement son affaire ; et je pense qu'une société est organisée de façon inintelligente si elle permet que sa vie économique soit affectée par une telle circonstance. En tout cas, nous devrons faire en sorte que, dans le système Hopousien, ceux qui désirent produire et échanger des marchandises n’en soient pas empêchés par le comportement de ceux qui choisissent de reporter à une date ultérieure l'achat des marchandises auxquelles leur pouvoir d'achat leur donne droit.

La relation qui existe entre la quantité de pouvoir d'achat disponible et la quantité de marchandises échangées n'est pas toujours bien appréciée. Ainsi, même certains

économistes nous disent que la mesure dans laquelle les marchandises peuvent être produites et échangées dépend de la quantité d'Argent disponible. Cette opinion me semble inverser la vérité. La quantité totale d'échanges possibles est certes limitée par la quantité totale de pouvoir d'achat disponible, mais la quantité de pouvoir d'achat disponible n'est, dans la nature des choses, que le reflet de la valeur des marchandises qui ont été produites et échangées. Ainsi, dans la nature des choses, la mesure dans laquelle les marchandises peuvent être échangées ne dépend pas de la quantité d'Argent disponible ; c'est le contraire qui est vrai ; la quantité d'Argent disponible dépend de la mesure dans laquelle les marchandises sont produites et échangées. Si cet état de fait n'existe pas, vous pouvez être sûr que la nature des choses est mise à mal quelque part.

L'ARGENT COMME SYMBOLE GRAPHIQUE

De tels commentaires pourraient être prolongés presque indéfiniment, mais ils deviendraient, je le crains, purement destructifs si je devais en augmenter le nombre. En les faisant, je n'ai qu'un seul but, celui de clarifier le sujet dont nous parlons. Aujourd'hui, nos propres difficultés économiques sont si grandes que les hommes écrivent beaucoup sur l'Argent ; mais le niveau de la pensée n'est pas toujours élevé, et malheureusement l'homme ordinaire est porté à croire ce que disent les écrivains inintelligents. Les banquiers de dépôt ont aussi une part de responsabilité dans cette confusion qui caractérise une grande partie de la pensée contemporaine sur l'Argent.

Ainsi, certains banquiers de dépôt affirment que leur tâche consiste à fournir un endroit sûr où leurs concitoyens peuvent garder leur Argent, et si vous allez en province, vous rencontrerez un grand nombre de personnes apparemment instruites qui n'aiment pas garder leur compte bancaire dans un bâtiment qui ne semble pas sûr. Certaines d'entre elles vont même transférer leur compte d'un vieux bâtiment appartenant à une société bancaire à un nouveau bâtiment construit par une autre société bancaire ; car, pensent-elles, leur Argent y sera plus en sécurité. Ce gens se comportent ainsi parce qu'ils considèrent encore l'Argent comme du

métal, ou en tout cas comme quelque chose de concret ; et il ne fait aucun doute que, lorsqu'un banquier de dépôt parle de sa banque comme d'un endroit sûr pour garder de l’Argent, il aggrave cette lamentable ignorance. Et il serait à peine exagéré de rappeler que même certains employés de nos sociétés bancaires considèrent l'Argent comme quelque chose de métallique et de tangible, et non comme l'expression du pouvoir d'achat.

Lorsque les chèques sont utilisés comme monnaie, l'Argent n'est qu'un chiffre tracé par un stylo, et le seul endroit où l'Argent peut être conservé est dans un livre. Je n’ai pas l’intention de soumettre une quelconque théorie générale sur l'Argent ; je me contente juste de noter ce qu'est l'Argent lorsque les chèques sont utilisés comme monnaie. Je ne souhaite pas faire de déclaration absolue. Le fait est qu'à Hopousia, où une monnaie-chèque sera utilisée, l'Argent sera un chiffre et rien de plus. Dans une société qui utilise une marchandise tel que le sel comme monnaie, le sel remplit la fonction de l'Argent ; et, dans une telle société, le sel est l'Argent et l'Argent le sel. Dans une société qui utilise des pièces de métal comme monnaie, les pièces de métal remplissent la fonction de l'Argent et, dans une telle société, les pièces de métal sont de l'Argent et l'Argent est de la monnaie métallique. Dans une société qui utilise une monnaie-chèque, les chiffres inscrits sur les chèques et dans les registres bancaires remplissent la fonction de l’Argent ;

ainsi, en ce qui concerne cette société, les chiffres sont de l'Argent et l'Argent n'est rien d'autre qu'un chiffre sur un morceau de papier.[28]

---

[28] Hartley Withers est l'un des rares auteurs à avoir compris l'importance de la révolution créée par l'introduction de la monnaie-chèque. Dans l'étude de l'Argent, son ouvrage The Meaning of Money a donc une valeur supérieure à celle de la plupart des manuels d'économie.

A. Marshall, Principles of Economics, pp. 61-2, a très peu à dire et semble considérer l'or et l'argent comme les seules formes de monnaie à utiliser par les « pays civilisés ». Bien que C. Gide, Principles of Economics, trad. E. F. Row, p. 55 et suivantes, reconnaît que l'Argent n'est qu'une mesure de la valeur, mais il en parle généralement comme d'une marchandise. Il est vrai qu'il admet que « cette mesure de la valeur laisse beaucoup à désirer », mais il ne semble pas avoir envisagé l'utilisation d'une autre forme de monnaie que la monnaie-marchandise ou les pièces métalliques.

F. W. Taussig, Principles of Economics, vol. i, pp. 110, no, 432-3, considère l'Argent comme le moyen d'échange, et toujours, comme il ressort de l'op. cit. vol. i, pp. 232 et suivantes, comme une marchandise. Dans son Treatise on Money, J. M. Keynes parle principalement de monnaie. De plus, il confond un type d'Argent avec une méthode de traitement de l'Argent, comme lorsqu'il classe l' « Argent géré » avec différents types de monnaie. Mais Keynes dit que lorsqu'il a terminé la rédaction de son livre, il n'avait plus les opinions avec lesquelles il l'avait commencé ; il n'est donc guère utile de faire des commentaires sur ce qu'il y raconte.

Or les chiffres ne sont que des symboles. Pour les Hopousiens, l’Argent peut donc être défini comme un symbole graphique qui énonce et mesure la valeur d'échange des marchandises.

Il y a bien plus que cela, évidemment. Par exemple, si l’Argent mesure quelque chose, il doit y avoir une unité de mesure, et nous devons nous demander attentivement quelle est cette unité et d'où elle vient. Mais il y a beaucoup de chemin à parcourir avant d'en arriver là ; et pour le moment, je me contente de cette conclusion que l’Argent est un symbole qui énonce et mesure la valeur d'échange. Nous ne pouvons pas encore supposer savoir autre chose à son sujet.

MARCHÉS DE L'ARGENT

Quand une marchandise est utilisée comme monnaie, et donc aussi comme Argent, l'Argent peut être acheté et vendu ; et chez certains peuples non civilisés (les Gallas en sont un exemple) il existe des marchés de l'Argent.[29] Mais dans ces marchés de l'Argent, ce qui est acheté et vendu n'est pas de l'Argent mais la marchandise qui remplit la fonction d'Argent (dans le cas de certains Gallas, le sel).

Les marchés de l'Argent existaient aussi dans certaines civilisations anciennes et existent encore de nos jours, mais les changements de monnaie ont modifié la nature des affaires qui y sont menées. Aujourd'hui, comme dans la plupart des civilisations anciennes, un marché de l'Argent n'est pas un marché au sens où un marché de la viande est un marché ; l'Argent n'est pas proposé à la vente mais à la location ; et le prix de l'Argent n'est pas le prix auquel une marchandise utilisée comme Argent peut être achetée mais le taux auquel l'Argent peut être loué.

---

[29] NDT : que nous appelons communément « marchés monétaires ». Mais comme c'est bien d'Argent et non de monnaie que veut parler Unwin, nous traduirons, par soucis de clarté, l'expression « Money-Market » par la formule maladroite « marché de l'Argent ».

L'idée de louer de l'Argent est profondément enracinée dans notre propre système économique, et aujourd'hui encore, différents groupes d'hommes se font concurrence, comme le faisaient les anciens orfèvres, en offrant de l'Argent à louer à des prix différents. Mais ces habitudes, comme d'autres que j'ai mentionnées, ne sont que des reliques des temps où nous utilisions du métal, et ne peuvent avoir aucune place dans une société qui utilise une monnaie-chèque. À Hopousia, il n'y aura pas de marché de l'Argent. Quel sens y aurait-il à acheter, vendre ou louer un symbole qui peut être écrit d'un trait de plume ?

Ne soyez pas perplexe et n'ayez pas de préjugés à ce sujet ; il n'y a rien d'anti-orthodoxe à ce que l'Argent soit le tracé d'un stylo. Permettez-moi de citer ce qu'un économiste orthodoxe a dit à ce sujet. Il parle de la manière dont la Banque d'Angleterre fournit parfois des fonds d'urgence au gouvernement.

« Voyez ce qui arrive, dit-il, lorsque le gouvernement doit payer des dividendes sur les emprunts de guerre et autres actions d'État et qu'il a besoin d'une dizaine de millions à cette fin. Il emprunte dix millions à la Banque d'Angleterre, et la Banque d'Angleterre accorde un crédit pour ce montant dans ses livres, sur lesquels le gouvernement tire ses bons de dividendes. Mais seule une fraction de cette somme est effectivement retirée. La plupart du temps, les bons sont versés à d'autres banques au crédit de leurs clients

qui détiennent des emprunts de guerre, puis sont reversés par eux à la Banque d'Angleterre au crédit de leurs soldes auprès de cette dernière. Ainsi, au lieu de faire une grande provision de liquidité, la Banque n'a qu'à mettre ses commis au travail avec leurs stylos un peu plus rapidement que d'habitude, et la chose est faite. »[30]

Dans ce passage, on ne sait pas clairement ce que Withers entend par « liquidité ». Il peut vouloir dire monnaie métallique ou monnaie-jetons, ou ni l'un ni l'autre, il ne le précise pas. Son ambivalence est typique de l'état d'esprit économique dans lequel nous vivons aujourd'hui, utilisant presque exclusivement une monnaie-chèque mais parlant et nous comportant comme si nous utilisions une monnaie-métal. Mais si Withers est vague quand il parle de « liquidité », il montre en tout cas clairement qu'il ne se fait aucune illusion quant à la nature de l'Argent que la Banque d'Angleterre émet parfois pour le gouvernement. Lorsqu'on utilise une monnaie-chèque, l'Argent n'est qu'un trait de stylo. Ce qu'il nous faut découvrir, c'est comment, quand, où et par qui ce trait de stylo doit être fait.

---

[30] Hartley Withers, The Meaning of Money, p. 188 f.

L'ÉMISSION DE L'ARGENT

Le « comment » ne pose pas de problème : dans une société utilisant des chèques, l'émission d'Argent est un acte simple. Comme tout éditeur le sait, il n'y a pratiquement aucune limite à l'activité des stylos, et dans une société utilisant des chèques, la quantité d'Argent potentiel, comme la quantité de monnaie potentielle, peut être considérée comme illimitée. Ce qu'il nous reste à déterminer, c'est où, sous l'autorité de qui, et quand, les stylos feront naître de l'Argent.

Le « où » est clair : les registres tenus par les commis de banque sont les seuls endroits possibles.

Sous l'autorité de qui ? Nous ne pouvons pas encore décider.

Quand ? C'est la question que nous étudierons en premier.

Mais il sera utile, je pense, de rappeler d'abord les conditions que le système financier Hopousien doit remplir.

Les réformateurs monétaires ont l'habitude de dire que la quantité d'Argent disponible doit correspondre aux besoins économiques de la société. Ils entendent par-là que suffisamment d'Argent devrait toujours être disponible pour permettre l'échange des marchandises que les gens souhaitent échanger.

Nous pouvons accepter cette condition sans crainte, car tout autre état de fait serait stupide. L'Argent n'est qu'un instrument inventé pour la commodité des hommes, et il est tout à fait idiot que, dans l'échange de leurs marchandises, ils soient handicapés par la quantité d'Argent en circulation.

Mais soyons conscients de ceci : nous n'avons aucune idée du nombre de marchandises que les Hopousiens souhaiteront échanger, nous ne pouvons donc pas dire quelle quantité d'Argent ils voudront. Tout ce que nous savons, c'est que cette quantité ne doit jamais être inférieure à leurs besoins.

L'inverse est également vrai : la quantité d'Argent disponible ne doit jamais dépasser leurs besoins ; car, si c'était le cas, il y aurait davantage de pouvoir d'achat que ne le justifierait l'état du processus de production et d'échange. Alors, d'après la théorie quantitative de l'Argent, le niveau général des prix augmenterait, ce qui serait contraire aux intérêts de la société. Lorsque le niveau général des prix augmente ou diminue, il y a beaucoup d'incertitude et de détresse, qui réduisent à la fois la quantité et la qualité de l'énergie de la société. Le système financier des Hopousiens doit donc être conçu de sorte à éviter toute possibilité pour l'offre d'Argent de dépasser les besoins de la population.

C'est la deuxième condition que le système doit remplir. Et n'oublions pas que le processus d'échange des marchandises n'est pas statique mais dynamique. Il n'est jamais le même pendant longtemps, et nous ne pouvons pas dire quand et de combien il va augmenter ou diminuer. Puisque les Hopousiens seront, par définition, un peuple très énergique, il est possible que pendant les deux ou trois premières générations, le montant total des échanges de marchandises augmente ; mais cette augmentation ne se fera probablement pas selon une progression arithmétique. Il peut y avoir une diminution sur une courte période avant qu'il n'y ait un nouveau saut vers le haut. De plus, les taux de toute augmentation ou diminution, ainsi que leurs étendues précises, sont toujours susceptibles d'être irréguliers. Le système financier doit s'adapter immédiatement à ces changements. Quelle que soit l'augmentation ou la diminution de la production et de l'échange des marchandises, la quantité d'Argent émise doit toujours égaler, et ne jamais dépasser, les besoins économiques.

Une troisième condition doit être remplie. À ma connaissance, cette condition n'a jamais été soulevée par les réformateurs ; mais elle sera vitale pour les Hopousiens.

Nous avons vu que, naturellement, le pouvoir d'achat d'un homme est le reflet de la valeur d'échange des marchandises qu'il a produites ou aidé à produire. Or, si la valeur

d'échange des marchandises est réduite, ou si les marchandises deviennent inutiles ou s'usent, alors, il est dans la nature des choses que le pouvoir d'achat de leur possesseur diminue ou disparaisse. Le système financier d'Hopousia doit donc être conçu de telle sorte que, lorsque la valeur d'échange d'une marchandise est réduite ou disparaît, la quantité d’Argent qui exprime sa valeur soit aussi réduite ou supprimée.

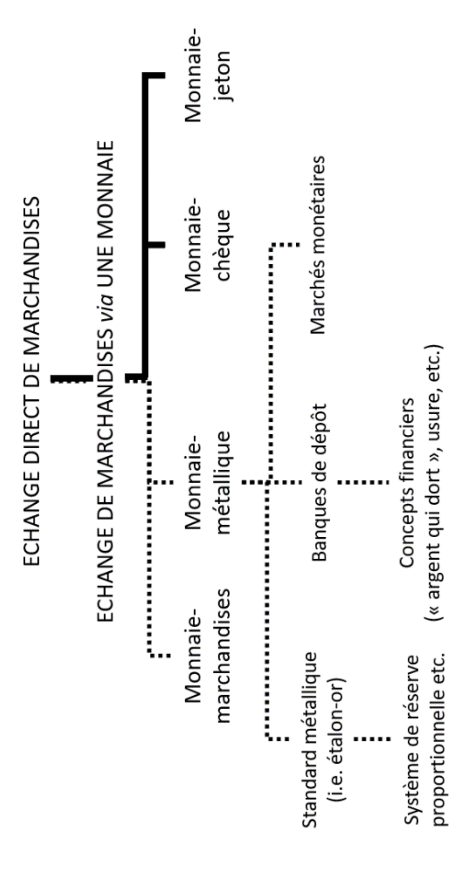
Il n'y a rien d’étonnant à cela ; tout autre état de fait serait manifestement insensé. Car si le pouvoir d'achat ne diminuait pas ou ne disparaissait pas, le processus d'échange des marchandises serait entravé de la même manière que si la quantité totale d'Argent existant dépassait la quantité totale de marchandises existantes. En effet, si cette troisième condition n'était pas remplie, il n'y aurait qu'un seul moyen d'éviter l'embarras, à savoir que la société devrait considérer les marchandises usées comme ayant la même valeur d'échange que lorsqu'elles étaient neuves. Cela aurait trois résultats principaux. Premièrement, les gens devraient tolérer l'utilisation continue des marchandises usées, même s'ils voulaient les remplacer. Deuxièmement, les hommes qui pourraient remplacer les marchandises usées seraient inévitablement oisifs. Troisièmement, un certain nombre d'hommes posséderaient une quantité de pouvoir d'achat ne correspondant à aucune valeur d'échange ; ainsi la société serait obligée de supporter un certain nombre de parasites

dont le pouvoir d'achat serait totalement ou partiellement fictif et qui pourraient acheter sans produire.

Je suis bien conscient que dans notre société toutes ces choses arrivent, mais, puisque le système économique d'Hopousia sera spécialement conçu pour faciliter et encourager le déploiement de l'énergie humaine, on ne pourra pas permettre qu'elles se produisent. Le respect de cette troisième condition est aussi important que le respect des deux autres.

Je ne cherche pas à créer directement un tel système financier ; je vais simplement poursuivre ma description des choses. Mais si, après la conception du système économique, ces trois conditions ne sont pas remplies, la structure devra être considérée comme un échec. Il peut être utile que j'essaie de clarifier, au moyen d'un diagramme, la manière dont nos pensées se déplacent progressivement vers des chemins non orthodoxes.

La figure ci-jointe a pour but de montrer d'où viennent diverses habitudes, et aussi certaines idées qui, étant basées sur des formes différentes de monnaie, ne prévaudront pas à Hopousia.



ECHANGE DIRECT DE MARCHANDISES
ECHANGE DE MARCHANDISES *via* UNE MONNAIE
Monnaie-marchandises
Monnaie-métallique
Monnaie-chèque
Monnaie-jeton
Standard métallique (i.e. étalon-or)
Banques de dépôt
Marchés monétaires
Système de réserve proportionnelle etc.
Concepts financiers (« argent qui dort », usure, etc.)
Systèmes discutés dans les livres d'économies orthodoxes
Système Hopousien

CHAPITRE III : QUATRE MÉTHODES D'ÉCHANGE DES MARCHANDISES

LA PREMIÈRE MÉTHODE

LA DEUXIÈME MÉTHODE

LA TROISIÈME MÉTHODE

COMMENTAIRE SUR LA TROISIÈME MÉTHODE

LA QUATRIÈME MÉTHODE

LES CONDITIONS D'ÉMISSION DE L'ARGENT

Nous devons répondre à la question suivante : quand et par quelle autorité l'Argent sera-t-il introduit dans Hopousia ? L'Argent lui-même n'est qu'un dispositif pratique inventé par les hommes pour indiquer et mesurer la valeur d'échange de leurs marchandises ; par conséquent, il indique et mesure également le pouvoir d'achat possédé par ceux qui ont produit ou aidé à produire ces marchandises. Mais il doit évidemment venir de quelque part, et dans Hopousia, ce « quelque part » est certainement un stylo. Quand on utilise une monnaie-chèque, l'Argent n'est qu'un trait de stylo. La question est donc : « Quand et par quelle autorité le trait de stylo sera-t-il effectué ? ».

Pour répondre à cette question, je propose d'adopter la même méthode que précédemment et de commencer par examiner ce qui se passe lorsque les marchandises sont directement échangées. Il sera utile de prendre le cas d'une société simple, disons une société à cinq groupes économiques.

Je me permets de souligner à nouveau qu'une société humaine est toujours constituée de groupes. Ce point est si important que, au risque d'exagérer, je répéterai ce que j'ai déjà dit au chapitre IV.

Nous vivons à une époque rationaliste, et l'élément essentiel de l'attitude d'un rationaliste envers la vie est qu'il est lui-même un individu. Il a tendance à ne pas tenir compte des forces sociales qui ont fait de lui ce qu'il est ; son tempérament individuel est la chose qui l'impacte le plus. Il en résulte qu'il conserve une attitude individualiste à l'égard de tout et qu'il est enclin à dire, sans réfléchir, qu'une société est un simple assemblage d'individus (comme lui).

Comme nous vivons à une époque rationaliste, cette idée est très courante parmi nous, mais elle résulte d'une projection directe du tempérament du rationaliste dans sa pensée, laquelle est donc erronée. Il est vrai que si nous analysons une société jusqu'à ses composants ultimes, nous ne trouvons que des hommes et des femmes. Mais si nous analysons une substance matérielle jusqu'à ses composants

ultimes, nous ne trouvons rien d'autre que des électrons et des protons. Pourtant, personne ne dira qu'une substance matérielle est un simple amas de ces choses. Dans la constitution d'une substance matérielle, la nature de ses éléments constitutifs est certes importante, mais elle ne l'est pas plus que la manière dont ces éléments sont placés les uns par rapport aux autres. Un simple tas d'électrons et de protons n'est rien et ne pourra jamais être quelque chose. Il n'a jamais existé et ne pourrait jamais exister. Si jamais il se formait, aucun ensemble n'en émergerait ; la masse se désintégrerait aussitôt. Une substance matérielle peut être constituée ultimement d'électrons et de protons, mais elle est essentiellement un réseau de groupes atomiques, et ses propriétés chimiques dépendent en premier lieu de la nature des atomes qui la composent. Ces atomes varient selon le nombre d'électrons et de protons dans leurs noyaux et selon le nombre d'électrons en orbite autour des noyaux ; et, pour décrire une substance matérielle, nous avons d'abord besoin d'une formule qui nous décrive les atomes qui s'y trouvent.[31]

---

[31] NDT : nous n’avons pas corrigé les quelques imprécisions dans ce paragraphe, qui rappellerons-le fut écrit entre 1930 et 1940, époque à

Mais la structure est un élément si important dans tout événement naturel que cette formule ne suffit pas à elle seule. Des substances matérielles constituées d'atomes de même nature ont des propriétés chimiques très différentes ; si l'on veut décrire correctement la substance, la formule doit être accompagnée d'une représentation schématique de la manière dont les atomes sont placés les uns par rapport aux autres. La Nature est structurelle, en long et en large. Peu importe quel événement naturel nous choisissons d'examiner, qu'il s'agisse d'une substance matérielle, d'un organisme ou de toute autre chose ; la connaissance de ses parties constituantes n'a aucune valeur sans la connaissance de sa structure.

Une société humaine est un événement naturel comme toute autre chose, et elle n'est pas plus un simple amas d'hommes et de femmes qu'un morceau de charbon ou une étoile n'est un simple amas d'électrons et de protons. Un simple amas d'individus n'est rien et ne pourra jamais être quelque chose. Il n'a jamais existé et ne pourra jamais exister. Et si cela se produisait, aucun ensemble n'émergerait ; la masse se désintégrerait immédiatement. Mettez mille

---

laquelle la physique nucléaire n'en était qu'à ses balbutiements. Le sens de la comparaison que fait Unwin n'en est pas affecté.

hommes et mille femmes sur une île inhabitée ; vous constaterez qu'en peu de temps, ces deux mille individus se regrouperont en une ou plusieurs sociétés, chacune étant un réseau de groupes humains. Ils se comporteront ainsi parce que cela fait partie de leur nature inhérente ; ce n'est que dans de telles conditions que la vie humaine peut être vécue.

Dans une société humaine, la structure est aussi importante que dans tout autre événement naturel. Décrire une société humaine comme « des personnes en interrelation » est une absurdité car une telle description déforme les faits tels qu'ils peuvent être étudiés dans les annales humaines. En essayant de comprendre une société humaine, comme en essayant de comprendre une substance matérielle, nous devons d'abord connaître le type de groupes qui la composent et ensuite la façon dont ces groupes sont placés les uns par rapport aux autres. Faire moins que cela est aussi faux que trompeur.

La structure de toute société humaine se conforme à un modèle unique. Tout d'abord, les hommes et les femmes sont réunis en familles, qui, comme les atomes, varient en taille et en constitution. Les familles sont ensuite rassemblées en unités plus grandes, clans, tribu, famille élargie, faction, etc. Tous ces groupes sont des groupes sociaux. Les familles sont également regroupées en unités territoriales, comme les paroisses, les hameaux, les villages, les villes, les bourgs et les comtés. Ce sont des groupes

politiques. Les personnes qui composent les familles sont également unies d'une troisième manière, car la sympathie naturelle ressentie entre les hommes de même vocation les pousse à se regrouper en sectes, sociétés, professions, unions, fédérations et fraternités. Pour les besoins de l'étude, ces groupes se subdivisent selon qu'ils rendent des services culturels ou produisent des biens matériels. Ces derniers sont des groupes économiques. Et le comportement de la société dépend, d'une part, de la nature des groupes qui la composent et, d'autre part, de la façon dont ces groupes sont placés les uns par rapport aux autres.

Au fur et à mesure que le processus culturel se poursuit, de nouveaux groupes apparaissent, d'autres disparaissent ; il y a un flux constant. Il en est ainsi surtout dans une société énergique, et les évolutions sont particulièrement notables dans les groupes économiques. Ainsi, il n'y a pas d'union de maçons si la pierre n'est pas travaillée ; pas d'association de fabricants d'appareils sans fil tant que les hommes ne savent pas utiliser les ondes électromagnétiques ; et ainsi de suite. De plus, des individus différents composent les différents groupes au fil du temps, et le caractère des groupes sociaux et politiques affecte continuellement le caractère des groupes économiques. Cela est également influencé par la nature du système économique que la société choisit d'adopter. Mais aucun de ces changements et interactions n'affecte la nature fondamentale de la société, qui reste

toujours la même. Une société humaine n'est pas un amas d'individus ; c'est un réseau de groupes humains de types divers et variés.

Lorsque nous voulons comprendre la nature des affaires humaines, et découvrir les forces qui contrôlent le comportement humain, nous devons toujours penser en termes de groupes humains.

Imaginez donc qu'une petite société simple, avec cinq groupes économiques, se trouve devant vous. Vous l'observez avec autant de sang-froid qu'un biologiste disséquant un scarabée. Les hommes et les femmes qui composent les groupes économiques sont également membres de groupes sociaux et politiques, mais, au-delà de la reconnaissance de l'existence de ces groupes, nous n'avons pas besoin de les considérer maintenant. La taille des groupes n'a pas non plus d'importance ; il s'agit simplement de groupes.

Dans cette petite société, il n'y a ni monnaie ni Argent ; les marchandises sont directement échangées, chacune pour une autre, séparément. Les gens vivent de blé, de pommes de terre, de viande et de lait de chèvre. Pour chaque marchandise, il n'y a qu'un seul groupe de producteurs. Le groupe A produit du blé ; le groupe B cultive des pommes de terre et fabrique des outils ou machines ; le groupe C est

constitué de tisserands ; le groupe D de gardiens de chèvres ; le groupe E de constructeurs de maisons.

Pour que la société soit complète, nous devons ajouter un autre groupe, F. Dans chaque société, il y a toujours une personne définie pour soigner les malades, enterrer les morts et instruire les jeunes ; l'identité de ces personnes varie selon la société, mais les services culturels doivent être rendus par quelqu'un et nous pouvons dire que les membres du groupe F font ces choses. Le groupe F n'est pas important pour notre objectif initial ; il est simplement mentionné pour que la société soit un tout complet.

Notre objectif est, en décrivant les différentes façons dont les membres des cinq groupes économiques peuvent échanger leurs marchandises, de découvrir le système le plus approprié pour les Hopousiens.

Nous supposerons que notre petite société est autonome et autosuffisante ; et nous supposerons en outre qu'une augmentation d'énergie se produit soudainement dans la société. Les Hopousiens sont par définition un peuple extrêmement énergique, et nous devons construire pour eux un système économique adapté à toute augmentation possible de leur énergie. Lorsqu'une telle augmentation se produit, les hommes ne commencent pas toujours à produire des versions plus élaborées de leurs anciennes

marchandises ; ils commencent parfois à en produire de nouveaux types. Nous devons prévoir les deux éventualités.

Nous supposerons donc que le groupe E, les constructeurs, veulent produire des maisons plus élaborées, que les autres membres de la société veulent posséder ; et que le groupe B commence à inventer des outils plus efficaces pour le groupe A, les cultivateurs de blé, et pour le groupe C, les tisserands.

Bien. Mais les exigences de la langue introduisent maintenant une complication. Groupe est un mot singulier, mais ses membres sont pluriels, et parler en termes de groupes, c'est s'exposer à des maladresses grammaticales ou pronominales. Pour surmonter cette difficulté et simplifier la narration, je propose de parler non pas du groupe B, mais de B, un homme individuel, membre du groupe B. Je dirai « il », et non « ils », comme je devrais le faire si je parlais en termes de groupes. Cela ne nous troublera pas si nous nous rappelons que la personne que j'appelle A est un membre du groupe économique A et que tout ce qui est dit de lui s'applique également à tous les autres membres de ce groupe.

B, donc, est une personne énergique et inventive. Il s'aperçoit que A utilise une charrue primitive qui ne fait qu’effleurer le sol, de sorte qu'une partie du blé, planté en superficie, ne pousse pas. La récolte de A est donc considérablement inférieure à ce qu'elle pourrait être, et B

entreprend d'abattre un arbre sur son terrain pour fabriquer une nouvelle charrue plus efficace.

Après avoir fabriqué la nouvelle charrue, B l'apporte à A et lui demande s'il souhaite l'avoir. La proposition séduit A, qui apprécie l'aspect de la charrue. Les deux hommes se mettent d'accord sur la valeur d'échange de la charrue, en termes de blé ; il y a quatre manières par lesquelles l'affaire peut être conclue, et j'attire maintenant l'attention sur leurs différences et leurs conséquences respectives.

Je prends d'abord l'exemple de la charrue, mais je supposerai aussi que B a également inventé un nouveau type de métier à tisser, que C aimerait posséder. Nous examinerons également la manière dont A, B ou C pourraient acquérir l'une des nouvelles maisons que E souhaite construire.

Ceci est important, car une maison est désirée pour elle-même, tandis qu'une charrue n'est désirée que parce qu'elle aide à produire du blé. Les deux sont des marchandises, échangées et échangeables en permanence, mais une maison est produite pour la consommation directe et une charrue comme moyen de production supplémentaire. Dans toute discussion économique, il est essentiel de maintenir une distinction claire entre ces deux types de marchandises.

LA PREMIÈRE MÉTHODE

La première méthode par laquelle A peut acheter la charrue, c’est de donner à B la quantité convenue de blé en une seule fois. Mais le problème est que A n'a pas assez de blé en stock. Jusqu'à présent, il a produit, lors des bonnes années, assez pour satisfaire ce qu'il considère comme ses besoins ordinaires, mais il n'a pas été capable de produire plus. Et lors des mauvaises années, il n'a même pas pu y arriver ; il n'a jamais eu d'excédent. Donc, si B ne laisse pas A avoir la charrue, à moins que ce dernier paye immédiatement la valeur totale de celle-ci, A n’est pas en mesure d’être client de B.

L'effet sur l'esprit de A est intéressant. L'offre de la charrue est plus qu'une surprise pour lui ; c'est une révolution à la fois cosmologique et économique. Il a été habitué à accepter les conditions difficiles de sa vie comme faisant partie du destin misérable imposé aux hommes par les dieux. Hésiode est son poète. Il ne lui est certainement jamais venu à l'esprit que les conditions de la vie humaine puissent être soumises au contrôle de l'homme. L'idée d'augmenter sa récolte en utilisant une charrue plus efficace suggère que les dieux ne sont pas aussi responsables de ces choses qu’il ne le pensait. Auparavant, il a toujours fabriqué ses propres charrues, comme son père le lui avait appris. Mais aussitôt la nouvelle charrue de B portée à sa connaissance, il reconnait

l'ancienne comme bien modeste, et il ne peut s'empêcher de rêver à ce que serait sa vie s'il pouvait l'acquérir. Il pourrait produire davantage de blé, ses enfants auraient plus de pain à manger. Il y aurait même un surplus, et peut-être C, le tisserand, serait-il prêt à travailler un peu plus et à acheter une partie du surplus de blé avec le tissu supplémentaire qu'il fabriquerait alors. Ce serait presque certainement le cas si C pouvait aussi obtenir le nouveau métier à tisser, qui lui a été proposé aux mêmes conditions que celles auxquelles la nouvelle charrue est proposée à A. Le résultat serait que les trois familles auraient de meilleurs vêtements et seraient mieux nourries ; car B aussi aurait l'usage du pouvoir d'achat supplémentaire que la production de la charrue et du métier à tisser lui confèreraient. Il semble que le caractère, la santé et l'apparence de chacun s'amélioreraient. Certains membres de la génération suivante pourraient même avoir le temps de pratiquer d'autres activités culturelles. Pour le rêveur A, il semble que la vie de toute la communauté serait révolutionnée, et je pense que nous pouvons conclure que, lorsqu'il s'en retournera pour racler le sol avec l'instrument ridicule qui semblait autrefois la meilleure charrue possible, il se sentira très insatisfait.

Ce n'est pas comme si son désir de charrue n'était qu'un simple désir d'opulence. La question ne se pose pas. A serait tout à fait prêt à travailler encore plus dur que

précédemment si, par ce moyen, il pouvait obtenir la charrue, qui, par ailleurs, n'est utile à personne d'autre. La position de C est la même. Il aimerait avoir le nouveau métier à tisser et serait prêt à travailler plus dur pour l'avoir, mais apparemment, une circonstance humaine les empêche tous les deux d’obtenir ce qu'ils veulent, alors même qu’ils sont prêts à travailler. Ni le métier à tisser ni la charrue ne sont souhaités en eux-mêmes ; mais ils sont désirés parce qu'ils augmenteront la production. La communauté entière en bénéficierait matériellement et probablement aussi culturellement. Pourtant, rien ne se passe. Le besoin est là, la chose pour le satisfaire est là, mais les marchandises ne peuvent pas changer de mains. Auparavant, A et C, bien que mentalement inertes, étaient satisfaits, mais maintenant ils deviennent amers. Des méthodes de production plus efficaces existent ; ils seraient prêts à payer le prix des machines, mais apparemment ils ne peuvent pas les avoir.

C'est la position de A et C. La position de B est que personne, à part A, n'utilise de charrue ; donc, si A n'achète pas la nouvelle charrue, l'énergie de B dépensée pour la produire a été gaspillée. Il en va de même avec le nouveau métier à tisser. Si C ne le prend pas, l'énergie déployée pour le produire a été gaspillée. De plus, n'ayant pas trouvé d'acheteur pour ses premières inventions, B ne va certainement pas en fabriquer d'autres ; il devra donc à l'avenir rester inactif alors qu'il voudrait fabriquer des

charrues et des métiers à tisser que d'autres hommes désirent avoir. Dans de telles circonstances, lui aussi, je pense, est susceptible d'être mécontent de ses conditions de vie et de nourrir des pensées telles que celles qui nous viennent lorsque, sans qu'il y ait de faute de notre part, nos efforts créatifs sont neutralisés. Étant humain, B pourrait même avoir envie de détruire les nouvelles machines.

Ainsi, la première méthode conduit à l'insatisfaction mutuelle et à la stagnation ; la production et l'échange des marchandises sont entravés. A et C, hommes volontaires, sont privés des produits qu'ils aimeraient posséder et pour lesquels ils sont prêts à travailler plus dur ; B, homme plein de ressources et d'énergie, voit que ses efforts sont vains et qu'à l'avenir il ferait mieux de rester au coin du feu ou de flâner au bord des chemins, alors qu'il pourrait produire des charrues et des métiers à tisser.

Exprimée en termes de groupes, la méthode semble encore plus insatisfaisante, car elle interfère avec ce qui serait la structure naturelle de la société. Les agriculteurs, groupe A, veulent des charrues ; le groupe B, les hommes qui voudraient produire les charrues, sont désireux de répondre à ce besoin ; mais, si les membres du groupe B ne livrent jamais une charrue avant que les membres du groupe A ne leur en donnent la pleine valeur en blé, personne ne peut jamais acheter une charrue, et les efforts du groupe B ne servent à rien. En d'autres termes, dans le cours naturel des

événements, un groupe de producteurs de charrues aurait émergé, pour jouer son rôle dans la vie sociale, politique et économique de la société ; mais si ces hommes ne peuvent pas trouver un marché pour leurs charrues, le groupe ne peut jamais exister ; il se désintègre aussitôt qu'il est formé.

Il en va de même pour les fabricants de métiers à tisser. Les tisserands veulent de nouveaux métiers à tisser, mais à moins que les producteurs de métiers à tisser ne soient prêts à faire des affaires sur une autre base que celle-ci, aucun tisserand ne peut acheter un métier à tisser ; ainsi, aucun groupe de fabricants de métiers à tisser ne se forme, alors que la volonté et la possibilité étaient présentes.

Exprimée en termes d'Argent, la transaction a un caractère familier. Les membres du groupe A et du groupe C veulent de nouveaux outils, mais les membres du groupe B, qui fabriquent les outils, ne les livreront pas tant que les autres hommes n'auront pas payé la valeur totale, en espèces, de la marchandise. Les membres des groupes A et C n'ont pas assez d'Argent dans leurs livres de comptes ; ils ne peuvent donc pas faire l'achat, bien qu'ils désirent beaucoup l'outil en question et soient prêts à travailler plus dur pour le posséder. De plus, la possession de l'outil faciliterait la production des surplus de blé et de tissu qui, seuls, permettraient de le payer.

Je ne doute pas qu'à Hopousia les transactions de la vie quotidienne seront effectuées sur une base strictement monétaire, mais le système financier doit évidemment être basé sur des principes différents. Nous pouvons dire que si une société énergique, qui ne s'étend pas sur d'autres territoires, choisit d'organiser ses affaires selon le mode que j'ai décrit ci-dessus, elle ne pourra jamais réussir à augmenter le montant total de sa production et de ses échanges internes.

LA DEUXIÈME MÉTHODE

La deuxième méthode par laquelle A peut acheter la charrue est une variante de la première et ne doit pas nous retenir longtemps. Ses résultats économiques sont sensiblement les mêmes, mais ses résultats psychologiques sont différents, et ce sont les seules choses que nous devons remarquer à son sujet.

Avec la deuxième méthode, A accepte d'acheter la charrue et demande à B de la garder en bon état pendant qu'il produit le blé nécessaire. A dit que même s'il n'a pas les moyens d'acheter la charrue tout de suite, il économisera un peu de blé chaque saison et en aura bientôt assez. B y consent, et A s'organise. Il introduit une économie stricte dans sa maison et dit à sa femme et à ses enfants qu'ils doivent économiser chaque grain de blé possible. Ils doivent même manquer de pain, afin de pouvoir posséder plus rapidement la nouvelle charrue. Il serait, bien sûr, beaucoup plus facile pour A de produire le surplus nécessaire si entre-temps il pouvait avoir l'usage de la charrue ; et dans l'esprit de sa femme (les femelles de notre espèce ont souvent une vision essentiellement pratique) rien ne l'empêchait de l'avoir. Après tout, la charrue est là, dans le jardin de B, à ne rien faire. Mais la livraison immédiate de la charrue n'entre pas dans les termes du contrat et, une fois la journée de labeur terminée, A et sa femme font parfois un détour chez

B et, regardant par-dessus le mur, contemplent avec envie la charrue inactive dont ils rêvent maintenant à chaque heure. La femme épuisée est tristement déconcertée par la situation, mais, en bonne mère, elle tente de l'oublier et s'évertue à maintenir son homme d'humeur aussi joyeuse que possible. Ce n'est pas facile. Ses enfants ne sont pas aussi bien nourris et habillés qu'ils le devraient, et A, qui était un homme insouciant mais inintelligent, devient rapidement austère et peu souriant.

La même situation se présente dans la maison de C. Il introduit lui aussi des économies strictes ; sa famille non plus n'est pas aussi bien nourrie et vêtue qu'elle pourrait l'être. Le nouveau métier à tisser est là et pourrait produire davantage de tissu que C ne peut en produire avec l'ancien ; mais la seule façon dont, selon cette deuxième méthode d'échange des marchandises, C puisse en obtenir la possession est de contraindre sa femme et ses enfants à sacrifier une partie de leur bien-être. Pendant que C accomplit son travail quotidien, son visage est sombre ; la répression de son désir le rend maussade ; et sa femme ressent ce que ressent la femme de A, à savoir, que la transformation de l'humeur de son mari aggrave les tensions de la vie quotidienne. Le monde est incompréhensible ; ils étaient plus heureux avant la création des nouvelles machines.

Quant à A et C, leur vision de la vie change du tout au tout. Ils ont entendu dire que le Galiléen exhortait ses disciples à ne pas se préoccuper du lendemain ; pourtant, c'est tout ce qu'ils semblent faire maintenant. Et pour se justifier à leurs propres yeux, ils élèvent l'économie à un rang élevé dans l'échelle éthique. Leur seule consolation est que, bien que pauvres et distraits, ils sont en tout cas vertueux, et ils disent à leurs fils en pleine croissance que dans cette vie, un homme doit travailler dur et penser au lendemain. Les bénédictions matérielles, disent-ils, sont réservées à ceux qui sont économes et frugaux. Un homme doit donc gérer ses ressources avec soin. Ce n'est qu'ainsi qu'il pourra s'épanouir.

Dans leur aveuglement amer, ils rejettent maintenant l'idée que les circonstances qui sont les leurs puissent être soumises à un contrôle humain. Cherchant quelque philosophie pour se consoler, ils sont même enclins à attribuer les nouvelles conditions de leur vie à la nature inhérente des choses. Le résultat est que leurs enfants passent leurs premières années, les plus importantes, dans un environnement différent de celui qu'ils auraient connu si l'ancien mode de vie avait continué. Nous pouvons même soupçonner que, lorsqu'ils seront adultes, ils détesteront le son même du mot « économie », qui représente l'idée responsable de la tension et de la misère dont leurs parents ont souffert.

En résumé, voici ce qui se passe dans les foyers de A et C lorsque la deuxième méthode est adoptée. Mais qu'en est-il de B ? Il semble que pendant que A produit le surplus de blé et que C tisse le surplus d'étoffe, B est nécessairement oisif. En tant qu'homme énergique, il pense savoir comment fabriquer des machines encore plus perfectionnées, et il est impatient d'essayer, mais à quoi bon les fabriquer avant d'avoir vendu le premier lot ? Cette deuxième méthode produit les mêmes résultats économiques que la première. A et C doivent toujours travailler avec des instruments inférieurs ; B ne peut pas utiliser pleinement son énergie. Dans chaque cas, la production et l'échange des marchandises sont gravement entravés.

Exprimée en termes d'Argent, la méthode revêt un caractère familier. Les hommes doivent économiser suffisamment d'Argent pour pouvoir acheter ce qu'ils veulent. L'épargne devient une vertu ; et plus le citoyen est bon, plus il est résolu à la pratiquer, comme moyen de devenir vertueux. La vie des épouses et des enfants est déformée d'une manière familière à tous les étudiants de l'histoire de la classe moyenne. Les générations montantes trouvent pesant le fardeau de la tradition et, sans se rendre compte de son origine économique, commencent à se débarrasser entièrement de cette tradition, dont l'épargne était le dernier ajout.

Il est clair que cette deuxième méthode est inutile pour notre but. Il ne fait aucun doute que dans leur vie privée, les Hopousiens voudront faire quelques sacrifices personnels pour pouvoir acheter les babioles sur lesquelles ils ont jeté leur dévolu. Mais cela signifie seulement que dans leur vie privée, ils s'abstiendront d'acheter certaines choses qu'ils désirent afin de pouvoir posséder d'autres choses qu'ils désirent davantage. Comme base du système économique et comme moyen pour les producteurs d'obtenir leurs moyens de production, les Hopousiens devront évidemment avoir un système plus satisfaisant que celui-ci.

LA TROISIÈME MÉTHODE

La troisième méthode par laquelle A et C peuvent acheter respectivement la charrue et le métier à tisser est plus compliquée. Pour apprécier ses résultats économiques et psychologiques, nous devons étudier ses effets sur au moins trois générations.

Supposons que D, l'éleveur de chèvres, vienne de connaître quelques bonnes saisons. Normalement, il utilise ses chèvres comme des marchandises et les échange directement contre du blé, des pommes de terre et des tissus. Maintenant qu'il a davantage de chèvres que d'habitude, il peut, s'il le souhaite, réduire la valeur d'échange de ses chèvres. S'il le faisait, il partagerait sa bonne fortune avec ses concitoyens en leur donnant plus de lait et de chair en échange de ce qu'ils lui donnent. Mais D ne le fait pas. Au contraire, il conçoit un plan qui, lui semble-t-il, sera utile à A, B et C, et profitable à lui-même. Apprenant les difficultés que rencontrent A et C, il leur propose de leur donner à chacun 100 chèvres pour acheter la nouvelle machine. En échange de ces chèvres, dit-il, il renonce à recevoir une livraison immédiate de marchandises ; il demande seulement que A et C le dédommagent du risque qu'il court et lui remboursent la perte qu'il subit. Lorsqu'un homme élève des chèvres, dit-il, il reçoit d'elles un approvisionnement régulier en lait et en chevreaux ; ces chevreaux grandissent

et donnent plus de lait et de chevreaux, qui à leur tour produisent plus de lait et de chevreaux, et ainsi de suite. D sera heureux d'aider A et C en leur laissant chacun 100 chèvres pour qu'ils puissent acheter les machines ; mais, jusqu'à ce qu'ils puissent rembourser le prêt en entier, chacun devra lui envoyer annuellement une petite partie de ce qu'ils produisent eux-mêmes, pour remplacer ce que D aurait sans doute récolté s'il avait gardé les chèvres lui-même. Il estime cette valeur annuelle à 20 chèvres pour 100 chèvres prêtées.

Le caractère fallacieux du raisonnement de D est évident, mais il ne faut pas y accorder trop d'importance. La vie d'une chèvre, comme celle d'un homme, est précaire, et il est certainement téméraire de penser que les 200 chèvres produiront leur progéniture avec la précision mathématique que D suppose. D'un autre côté, il n'y a aucune raison de penser que les chèvres ne parviendront pas à se reproduire, et l'affirmation de D est largement justifiée d'un point de vue logique. Cet accord tient également pour acquis qu'une grande partie de la progéniture sera féminine, ce qui n'est nullement certain. D'un autre côté, il n'y a aucune raison de penser que moins de femelles naîtront de ces 200 chèvres que d'autres chèvres, et l'estimation de D ne peut être réfutée. En tout état de cause, A et C sont favorablement impressionnés par la proposition qui, bien que nouvelle pour eux, ouvre de nombreuses possibilités intéressantes. Ils

ne voient pas d'autre moyen d'obtenir les machines et sont reconnaissants à D de sa considération. B accepte de recevoir 100 chèvres pour la charrue et 100 chèvres pour le métier à tisser, et l'affaire est conclue.

Examinons la position de chaque homme.

Lorsque A se met au travail avec la nouvelle charrue, la quantité de sa récolte augmente. Il a aussi la satisfaction de travailler avec une machine supérieure et de voir le résultat de son travail s'accroître. Il produit facilement chaque année la quantité supplémentaire de blé nécessaire pour payer D. Nous pouvons supposer qu'il a aussi un surplus après cela ; il peut donc donner plus de pain à sa famille. Le blé excédentaire peut même être disponible pour des achats supplémentaires de tissu. D ne fait pas pression sur lui pour qu'il rembourse les 100 chèvres ; D est tout à fait satisfait de l'arrangement existant. Il reçoit chaque année de A un approvisionnement régulier en blé d'une valeur égale à 20 chèvres ; ce blé satisfait la plupart de ses besoins en blé. Pour ce blé, il ne donne rien en échange, et les chèvres qu'il donnait en échange de blé sont maintenant disponibles pour d'autres achats. Mais on supposera que D ne les utilise pas dans ce but, et on supposera aussi que sa femme est une personne soumise, aux yeux de laquelle tout ce que son mari fait est juste. Celle-ci convient volontiers qu'ils ont déjà assez pour leurs besoins ; les chèvres qui ne sont plus dépensées en blé vont donc grossir leurs troupeaux.

C se trouve dans la même situation que A. Le nouveau métier à tisser lui permet de produire plus de tissu qu'avec l'ancien ; il parvient donc facilement à payer chaque année à D le tissu qui représente le risque et la perte encourus par D lorsqu'il a prêté à C les 100 chèvres avec lesquelles il a acheté le métier à tisser. Il y a même un surplus après cela, et avec ce surplus C peut acheter à A une partie du blé supplémentaire que A produit maintenant. Le résultat est que les familles de A et de C sont mieux nourries et mieux vêtues qu'avant la production et l'échange de la charrue et du métier à tisser. Et cela est naturel, car la quantité totale de production et d'échange des marchandises a augmenté.

D n'insiste pas plus auprès de C qu'auprès de A pour qu'il rembourse le prêt initial. Il n'est que trop heureux de recevoir chaque année une provision de tissu pour laquelle il ne donne rien en échange. Il peut désormais habiller et nourrir sa famille sans frais et sa richesse, représentée par la taille de ses troupeaux, augmente.

B est également satisfait de la situation dans laquelle il se trouve. C’est la satisfaction que ressentent tous les artisans qui voient leurs créations utilisées à bon escient ; il possède également la richesse supplémentaire que ses produits lui procurent. De plus, il a été très impressionné par la manière dont D a négocié, et il profite de l'expérience. Lorsqu'il reçoit les chèvres de A et C, il va voir D et lui propose de lui rendre les chèvres aux mêmes conditions que celles que

D a faites avec A et C. En d'autres termes, il propose de déposer les chèvres chez D à condition que D lui envoie chaque année une provision de lait et de chair. D est un trop bon homme d'affaires pour accepter ou refuser cette offre. Il voit qu'il est en position de force et agit en conséquence. Lorsqu'il a prêté les chèvres à A et C, il leur a rendu service et il n'a pas minimisé le risque qu'il a couru ni la perte qu'il a subie. Lorsque B propose de lui rendre les chèvres, la situation est différente. Si D avait demandé à B de lui prêter les chèvres, B aurait pu réclamer la même rétribution que D a exigée de A et C ; mais D ne demande pas un prêt. Au contraire, on lui demande à nouveau une faveur. Il fait donc remarquer que lorsqu'il a aidé A et C, il l'a fait en bonne intelligence. Il était possible que A et C ne le dédommagent pas pour les pertes qu'il a subies en leur laissant les chèvres, et il a lui-même pris un grand risque. Il se réjouirait de pouvoir aussi rendre service à B, mais il ne peut pas s'engager à lui donner chaque année autant que ce qu'on a demandé à A et C de donner. En remettant les chèvres à D, B ne court aucun risque. D dit qu'il est prêt à aider B en reprenant les chèvres ; il consentira même à donner à B une petite quantité de lait et de chair chaque année ; mais il ne peut pas lui donner beaucoup. Les chèvres sont des choses difficiles à garder ; on ne sait jamais ce qu'elles vont faire ou comment elles vont se reproduire. Si les 200 chèvres pouvaient être séparées des autres, D pourrait savoir ce qu'elles produisent ; il serait alors prêt à en prendre une

partie en échange des services qu'il a rendus et à remettre le reste à B. Mais il n'est pas possible de séparer les chèvres de B des siennes, et tout ce que D peut faire est d'offrir à B, en échange du dépôt des chèvres, une quantité annuelle de lait et de chair égale à la valeur de 10 chèvres, par exemple.

B voit la force des arguments de D et, ne voulant pas s'occuper lui-même des chèvres, il les rend à leur propriétaire initial.

B commence donc à recevoir de D chaque année une petite quantité de lait et de chair pour laquelle il ne donne rien en échange. Le résultat est qu'il n'a plus besoin de produire autant de pommes de terre. Jusqu'à présent, il a dû produire suffisamment de pommes de terre pour acheter tous ce dont il avait besoin, mais une partie de ces besoins sont maintenant satisfaits gratuitement, de sorte qu'il commence immédiatement à consacrer moins de temps à la production de pommes de terre et davantage de temps à la production de machines, ce qu'il préfère de loin. Comme il est gentil, il en parle au fils cadet de A, et lui propose de reprendre une partie de la culture des pommes de terre. Avec la machine de B, A est en mesure de produire plus de blé avec moins de travail ; ainsi, l'aide de ses fils n'est plus aussi primordiale qu'auparavant ; et le jeune garçon, agité par son oisiveté relative, est très heureux d'accepter l'offre aimable de B. Il commence donc à cultiver des pommes de terre sur une partie de la terre de B.

En échange de l'utilisation de la terre, le garçon donne à B une partie de sa production. B s'assure ainsi un autre petit approvisionnement en marchandises pour lequel il ne donne aucune marchandise en échange.

Cette troisième méthode semble présenter de nombreux avantages. La charrue et le métier à tisser changent de mains ; la production et l'échange des marchandises progressent rapidement ; aucun des deux ne semble entravé ; et nous ferions bien de suivre la petite société dans sa nouvelle voie.

Au début, en tout cas, ce chemin est tout idyllique. A et C produisent plus, avec moins de travail. B a vendu les premières machines qu'il a construites et travaille d'arrache-pied à la production de nouvelles machines. Il reçoit chaque année de D une provision de lait et de chair égale à la valeur de 10 chèvres ; il reçoit aussi une provision de pommes de terre du fils cadet de A. Lui-même produit encore quelques pommes de terre, mais il n'en produit plus autant qu'avant, car il n'a plus besoin d'en donner autant en échange de lait et de viande. D est très heureux. Toutes ses chèvres sont encore sous son contrôle, et il profite encore de l'ensemble de leur production. Il est vrai qu'il doit envoyer chaque année à B une quantité de lait et de chair égale à la valeur de 10 chèvres, mais il reçoit de A et C une quantité de blé et de tissu égale à la valeur de 40 chèvres. Le résultat net est qu'il devient plus riche de 30 chèvres par an. A et C, qui

sont à l'origine de cet agréable profit, sont également mieux lotis.

J'attire l'attention sur le fait que les chèvres auraient pu ne jamais être déplacées. En fait, A et C sont allés chacun à D, ont pris 100 chèvres et les ont conduites à B qui les a ramenées à D. Cependant, cette troisième méthode d'échange des marchandises a grandement aidé la société. Le déploiement de l'énergie humaine n'est plus entravé ; tout le monde est content, et un résultat aussi pragmatique n'est pas à dédaigner. En même temps, il y a un petit nuage sombre dans ce ciel ensoleillé, et nous devons clairement nous renseigner davantage avant de conclure que cette méthode conviendra aux Hopousiens. Ce nuage sombre est le fait que B et D reçoivent maintenant une provision de marchandises en échange desquelles ils ne donnent pas d'autres marchandises. En d'autres termes, ils possèdent une quantité de pouvoir d'achat qui ne reflète aucune valeur d'échange. Certes, les deux produisent toujours quelque chose, et la société dans son ensemble se porte beaucoup mieux. Mais la nature des choses est légèrement contredite, et nous devons faire attention. Rappelons-nous que nous devons créer un système économique adapté à une société qui souhaite déployer la plus grande quantité d'énergie possible. Si nous permettons à certains hommes d'avoir un revenu en échange duquel ils ne produisent rien, d'autres hommes vont finir par manquer de quelque chose. Ne

recevant pas la récompense qui leur est due, ceux-ci pourraient cesser de déployer leur grande énergie, ce qui signifierait que le système économique irait à l'encontre du but pour lequel il a été conçu.

Jusqu'à présent, cependant, à l'exception de ce pouvoir d'achat possédé par B et D, tout semble satisfaisant, et nous pouvons bien poursuivre nos investigations.

On peut supposer que ces hommes, à mesure qu'ils s'habitueront à leur nouvelle vie, commenceront bientôt à vouloir une nouvelle maison. Supposons donc que D fasse plaisir à sa conciliante épouse en ordonnant à E de lui construire une nouvelle maison, le prix étant de 100 chèvres. Or D, comme nous l'avons vu, a été très impressionné par la nature favorable de son marché avec B ; aussi, après avoir donné à E les 100 chèvres pour la nouvelle maison, il offre de les reprendre et, en retour, d'envoyer chaque année à E une provision de lait et de chair d'une valeur de 5 chèvres. D pense que A, B et C vont bientôt avoir besoin d'une maison et que ces chèvres peuvent leur être utiles. Le taux de rendement qu'il offre à E est le même que celui accepté par B.

E n'est nullement choqué que D lui propose de lui envoyer seulement l'équivalent de 5 chèvres par an. Au contraire, il est très impressionné par ce qui semble être la générosité de D. Jusqu'à récemment, E considérait les chèvres comme de

simples marchandises passant d'une personne à l'autre dans le cadre d'un échange de marchandises ordinaire. Certes, elles finissaient toujours par revenir à D, mais c'était simplement parce qu'il était le seul éleveur de chèvres de la région. Aucun de leurs propriétaires n'avait jamais pensé à demander une part de la descendance inévitable des chèvres. Cette idée n'a vu le jour que lorsque A et C ont acheté leurs nouvelles machines. E sait que A et C envoient maintenant à D un approvisionnement annuel en marchandises d'une valeur de 20 chèvres chacun ; mais D a couru un grand risque en prêtant les chèvres. Il dit aussi qu'il a subi une grande perte parce qu'il a perdu la progéniture. Les choses ne semblent pas s'être passées ainsi, car D a toujours les chèvres et possède la totalité de la progéniture. E se rend compte qu'il ne peut pas s'attendre à en recevoir autant des chèvres que D lui demande maintenant de déposer chez lui. En déposant les chèvres, E ne court aucun risque et n'encourt aucune perte ; après tout, les chèvres ne sont que des marchandises, et dans les occasions précédentes, il n'a jamais été question de paiement pour l'utilisation des chèvres. Dans l'ensemble, l'offre de D semble tout à fait raisonnable et E l'accepte.

E rejoint donc les rangs de ceux qui reçoivent un approvisionnement en marchandises, sans aucun échange en retour. D'autre part, il a produit une maison pour laquelle il ne possède maintenant aucun équivalent en

marchandise. La position de D a également changé. Jusqu'à ce qu'il commande la nouvelle maison, il avait, pour ainsi dire, un revenu passif de 30 chèvres par an, mais il doit maintenant payer 5 chèvres par an à E, de sorte que son revenu passif n'est plus que de 25 chèvres par an. En revanche, il a une nouvelle maison. Quelque chose d'autre a également changé. D'une manière ou d'une autre, une maison a cessé d'être une marchandise pour laquelle d'autres marchandises sont données en échange direct ; elle est devenue une chose pour laquelle un paiement annuel est effectué. Pourtant, D est content, E est content et personne ne semble en souffrir. Bien que nous devions hésiter avant de condamner un système qui fonctionne si bien, nous semblons nous éloigner de plus en plus de la vérité fondamentale selon laquelle, dans la nature des choses, le pouvoir d'achat n'existe que dans la mesure où il est le reflet de la valeur d'échange. Nous ferions peut-être mieux de nous garder de tout autre commentaire jusqu'à ce que nous ayons suivi la société un peu plus longtemps sur son chemin idyllique.

Supposons donc que quelques années passent. Entre-temps, B a presque terminé la fabrication d'une charrue encore plus évoluée et d'un métier à tisser encore plus performant. A et C et leurs fils aînés pensent beaucoup à ces nouvelles machines. Les aînés savent que celles qu'ils ont achetées à l'origine commencent à être usées ; mais, comme ils n'ont

pas encore rendu les chèvres qu'ils avaient empruntées pour les payer, ils n’ont pas envisagé l'achat de nouvelles machines. Il est vrai que D ne fait pas pression sur eux pour le remboursement des prêts ; il est satisfait s'il reçoit la provision annuelle de blé et de tissu qu'ils doivent lui envoyer. D pourrait même être d’accord d’accorder un autre prêt. Mais les vieillards n'aiment pas l'idée de s'endetter davantage, et ils écartent les nouvelles machines de leur esprit. En fait, ils ont souvent l'impression qu'ils aimeraient économiser à la maison afin de pouvoir rembourser les prêts initiaux. Mais leurs familles n'ont aucune sympathie pour cette idée ; elles sont maintenant habituées à un niveau de vie plus élevé et ne voient pas pourquoi on leur demanderait de faire ce qui semble un sacrifice inutile. Ils aimeraient même avoir une maison neuve aussi belle que celle de D ; pour eux, leur père semble être un vieil homme fatigué ayant perdu son sang-froid. Voyez comme le système économique fonctionne bien ! Si les prêts étaient rendus, les fondations sur lesquelles le système est construit seraient sapées. Ne sont-ils pas tous beaucoup plus heureux qu'ils ne l'étaient avant l'achat de la charrue et du métier à tisser ? La seule suggestion que les jeunes trouvent à faire est que la roue de la production et de l'échange des marchandises tournerait encore plus vite s'ils commandaient à la fois une nouvelle maison et de nouvelles machines.

Le fils cadet de A est particulièrement véhément dans l'expression de ses opinions. Il a quitté les champs de son père pour travailler dans ceux de B et est en passe de devenir un citoyen indépendant. Il estime que l'idée de rembourser le prêt initial est un danger pour sa nouvelle position. Il est maintenant, pense-t-il, un rouage indispensable de la machine économique, responsable d'une partie de l'approvisionnement en pommes de terre. Comment son père peut-il avoir ces scrupules démodés ?

Mais A n'est pas convaincu ; tout ce qu'il voit, c'est que la charrue s'use et qu'il a une dette qu'il ne peut pas rembourser. Cette dette représente la valeur d'échange de la charrue ; sa position est donc qu'il a une dette qui représente la valeur d'une marchandise qui va bientôt cesser d'exister. Pour lui, il y a quelque chose d'erroné à payer année après année pour une chose qui n'existera bientôt plus.

L'incertitude de A rend B inquiet, car il semble y avoir un risque qu'il ne puisse pas trouver de client pour sa nouvelle charrue. Pourtant, personne ne voit quoi faire ; la vie économique de la société se poursuit donc de la même manière.

C est dans la même situation que A. Il aimerait également se libérer de la dette envers D, mais sa famille s'est habituée à un niveau de vie plus élevé et s'oppose résolument à l'idée

d'économiser pour rembourser les 100 chèvres. C'est pourquoi, lui aussi, ne pense plus à cette question. Il se sent incapable d'envisager l'achat d'un nouveau métier à tisser ou la commande d'une nouvelle maison. Il semble que cette troisième méthode d'échange des marchandises soit en train de s'effondrer. Ses résultats psychologiques sont également inattendus. Par exemple, C est inquiet de constater que son fils cadet, envieux de la position apparemment indépendante occupée par le fils cadet de A, est de plus en plus troublé.

Tous les vieux hommes meurent ensuite, un peu désabusés, peut-être, après leur exaltation passée. Leurs fils, A2, B2, C2, D2 et E2, héritent de leurs actifs et de leurs passifs. A2 et C2 comprennent la position dans laquelle ils sont placés. Ils savent pertinemment que les premières machines n'ont pas été payées par eux, mais ils veulent absolument les nouvelles machines que B2 a maintenant achevées. Ils se rendent également compte que si B2 ne parvient pas à vendre ses machines, tout le système économique s'effondrera. Ils sont convaincus qu'avec les nouvelles machines, ils pourront augmenter leur production ; ils décident donc d'acheter les machines et de risquer les résultats. Ils demandent à D2 s'il va les aider de la même manière que son père a aidé leurs pères.

Une nouvelle génération étant née, cette méthode d'échange des marchandises est maintenant reconnue

comme la façon de faire les choses ; elle fait partie de la tradition héritée. Il ne vient jamais à l'esprit de A2 ou de C2 qu'une autre méthode pourrait être adoptée. La seule question qu'ils doivent se poser est de savoir s'ils vont faire l'achat ou non.

D2 est ravi de pouvoir aider, et la roue tourne à nouveau. A2 et C2 empruntent 100 chèvres chacun à D2 ; en contrepartie du risque que D2 prend et de ce qu'il perd en faisant ce prêt, A2 et C2 s'engagent à lui envoyer une provision annuelle de denrées d'une valeur de 20 chèvres (en plus de celle qu'ils envoient déjà selon le marché conclu par leurs pères respectifs). Ils remettent ensuite les chèvres à B2 en échange de la charrue et du métier à tisser ; B2 les rapporte immédiatement à D2, qui s'engage à les recevoir en dépôt et à donner à B2 une petite partie de leur production chaque année, soit l'équivalent de 10 chèvres en tout. (Cela s'ajoute aux 10 chèvres que B2 reçoit déjà de D2, conformément à l'arrangement hérité de leurs pères respectifs).

Examinons à nouveau la position de chacun.

B2 est maintenant en mesure de réaliser son ambition et d'abandonner complètement la culture de la pomme de terre. Il devient ainsi un artisan indépendant. Il cède tous ses champs au frère cadet de A2, qui en exploite déjà une

partie. En échange de l'utilisation des champs, cet homme donne à B2 une partie de sa production.

D2 s'enrichit maintenant. Il a encore toutes ses chèvres, et il profite de l'ensemble de leur production, moins ce qu'il envoie à B2 et E2. En outre, A2 et C2 lui fournissent chaque année du blé et du tissu. Cela représente le double de ce que leurs pères payaient ; ainsi, D2 ne profite pas seulement de la nouvelle maison de son père, mais aussi d'un revenu passif considérablement accru. Il a hérité de son père un revenu passif de vingt-cinq chèvres ; en outre, il reçoit maintenant de A2 et C2 un revenu passif de quarante chèvres par an. Il s'est engagé à envoyer à B2 chaque année une quantité de lait et de chair égale à la valeur de dix chèvres ; son gain net est donc de trente chèvres par an, ce qui, ajouté au revenu hérité, donne cinquante-cinq chèvres par an.

Dans ces circonstances, il se trouve en mesure de satisfaire l'ambition du jeune frère de C2, qu'il engage désormais pour garder ses troupeaux. Un nouvel élément du système économique apparaît immédiatement. Cet homme fait le même travail que D, mais au lieu de recevoir la valeur d'échange totale de ce que les chèvres produisent, il reçoit simplement un montant *ad hoc* fixé par D2. D2 commence maintenant à recevoir un approvisionnement régulier de marchandises en vertu de rien d'autre que sa propriété de

dettes et d'actions. La structure économique commence à changer.

E2 s'active alors et propose de construire une nouvelle maison pour B2. B2 répond qu'il ne peut pas se permettre une nouvelle maison. Il n'est qu'un artisan impécunieux ; son seul revenu certain est celui qu'il reçoit de D2 et de l'homme à qui il loue ses champs. Il n'a pas assez d'excédent pour acheter une maison ; c'est le maximum qu'il puisse faire pour joindre les deux bouts. E2 répond qu'il est prêt à recevoir cent chèvres en échange de la nouvelle maison, et comme B2 a deux cents chèvres en dépôt chez D2, ce dernier peut bien se permettre de payer la maison. B2 est très réticent à l'idée de liquider ses biens de cette manière, mais, comme le fait remarquer sa femme, il n'a eu aucune difficulté à vendre ses dernières machines, et il n'y a aucune raison de supposer qu'il aura des difficultés à vendre celles qu'il fabrique actuellement ; d'autant plus que l'homme à qui il loue ses champs envisage d'acheter une machine pour mieux creuser les champs de pommes de terre. La femme de B2 ne voit pas non plus pourquoi la femme de D2 devrait être la seule à profiter des commodités modernes.

Finalement, B2 accepte. Il est inutile de déplacer les chèvres ; B2, D2 et E2 se retrouvent donc chez D2 et les chèvres changent de propriétaire. B2 obtient une nouvelle maison et perd une provision de lait et de chair d'une valeur annuelle de cinq chèvres ; E2 reçoit ce revenu annuel en

échange de la maison. La position de D2 est la même qu'auparavant ; la bonne opinion que ses concitoyens ont de lui est confirmée par le fait qu'il ne fait pas payer les services qu'il rend.

Une économie stricte devient maintenant la règle chez B2. Cela signifie qu'il peut acheter moins à A2 et C2. Mais ils n'en souffrent pas, car le pouvoir d'achat que B2 possédait récemment a été transféré à E2.

Nous pouvons ensuite supposer que les enfants de A2 et C2 ne cesseront de solliciter leurs pères jusqu'à ce qu'ils aient aussi de nouvelles maisons. Mais ni A2 ni C2 n'ont de chèvres en dépôt chez D2 ; ils ne peuvent donc pas obtenir leurs maisons de la même manière que B2 a obtenu la sienne. Le seul moyen possible pour eux est d'emprunter à D2. C'est ce que D2 attendait. Cachant sa joie, il consent à être généreux et accepte d'avancer les chèvres avec lesquelles A2 et C2 pourront acheter les maisons de E2. Mais, dit-il, A2 et C2 doivent compenser les pertes qu'il subit et lui donner une récompense pour le risque qu'il prend. Il estime ces choses au même montant que son défunt père, et A2 et C2 acceptent volontiers, car ce taux est maintenant reconnu par tous comme étant juste et équitable.

Ainsi, A2 et C2 empruntent à D2 cent chèvres chacun, qu'ils transfèrent à E2, qui les redépose chez D2. Après cette transaction, E2 reçoit chaque année de D2 une nouvelle

livraison de lait et de chair d'une valeur de dix chèvres par an, ce qui lui donne un revenu total d'une valeur de vingt chèvres par an. D2 envoie encore chaque année à B2 une provision de lait et de chair d'une valeur de cinq chèvres ; il envoie maintenant chaque année à E2 une fourniture similaire d'une valeur de vingt chèvres ; mais toutes les chèvres sont encore sous son contrôle et il jouit de l'utilisation de leur produit, sans restriction. L'avantage qu'il obtient en prêtant à A2 et C2 les chèvres avec lesquelles ils achètent leurs maisons est qu'il augmente considérablement ce que j'ai décrit comme son revenu passif. Avant de prêter les chèvres pour acheter les maisons, il avait un revenu passif de cinquante-cinq chèvres. Et ce, après avoir déduit la valeur des produits qu'il envoyait à B2 et E2. Maintenant, A2 et C2 doivent lui envoyer chaque année des produits supplémentaires d'une valeur de vingt chèvres chacun. La seule obligation supplémentaire qu'il a contractée est celle d'envoyer à E2 une livraison de produits d'une valeur de dix chèvres. Son revenu passif est donc maintenant de quatre-vingt-cinq chèvres par an.

Le frère cadet de C2 s'occupe des chèvres de D2 ; D2 ne produit donc rien lui-même. Pourtant il jouit d'un revenu intéressant, qui lui vient du fait qu'il possède des dettes et des actions. Et ne soyons pas trop pressés de le critiquer. Selon cette méthode d'échange des marchandises, il est le seul homme de la communauté qui soit indispensable ; les

autres membres de la société ne pourraient plus se passer de lui. Le fait que sa valeur réside dans sa propriété de dettes et d'actions ne le rend pas superflu ; cela est dû au système économique que la société a adopté.

Mais il est clair que la production et l'échange des maisons ont considérablement modifié la structure économique de la société, et nous voyons maintenant que ce troisième système a peu de chances de convenir aux Hopousiens. Examinons chaque marchandise à tour de rôle.

D2 reçoit maintenant plus de blé que sa famille ne peut en consommer. La capacité de l'estomac humain est limitée, et une grande partie du blé de D2 reste non consommée. Au début, il en donne une partie au jeune frère de C2, qui gère les chèvres. Le revenu de ce dernier augmente et son niveau de vie s'élève, mais il est assez sage pour reconnaître que son revenu supplémentaire est en réalité un acte de générosité spontané de la part de son employeur. Il reste cependant un surplus de blé dans la maison de D2, même après que sa famille et celle du gérant ont été rassasiées. Ce surplus est soit jeté, soit gaspillé, soit brûlé.

En revanche, la quantité de blé consommée par les familles de A2 et C2 est nécessairement beaucoup moins importante. A2 a découvert que le résultat de l'achat d'une nouvelle maison n'est pas le même que celui de l'achat d'une nouvelle charrue plus efficace. La charrue avait augmenté sa

production de blé, mais une maison est improductive. Lorsqu'il a emprunté des chèvres pour acheter la charrue, il a pu payer D2 avec l'excédent que la charrue lui permettait de produire ; l'achat de la maison ne produit pas un tel excédent. Pour la maison, il doit envoyer chaque année à D2 autant de blé qu'il doit en envoyer pour la charrue ; mais le montant de sa production reste le même. Le résultat est qu'après avoir acheté la maison, A2 est plus mal loti qu'il ne l'a jamais été auparavant. Sa famille manque de nourriture et de vêtements parce qu'il a moins de blé pour sa propre consommation et n'en a plus pour l'achat de tissu.

Le fait que A2 ne puisse pas acheter autant de tissu signifie que C2 ne peut pas acheter autant de blé. Même si A2 avait le blé en réserve, C2 ne pourrait pas l'acheter. Tout comme A2 doit envoyer beaucoup plus de blé à D2, C2 doit envoyer davantage de tissu. Par conséquent, les familles de A2 et C2 sont moins bien habillées et moins bien nourries qu'avant. La famille de D2, quant à elle, est embarrassée par la quantité de tissu qu'elle possède. Même après que D2 ait donné à son employé un supplément de tissu et augmenté à nouveau son salaire, il y a un surplus, et la femme de D2 devient une créature mondaine et vaniteuse.

Comme A2 et C2, B2 est maintenant plus pauvre qu'avant, et il commence à ressentir la pression. Il se demande sérieusement si ce ne serait pas un bon plan de reprendre possession de ses terres. Le seul homme dont la vie se

déroule normalement est E2, et lui aussi commence à s'inquiéter de l'avenir. Sa seule politique, perçoit-il, est de rester du côté de D2, qui, s'il est approché de la bonne manière, pourrait consentir à construire une nouvelle salle, ou un nouveau pont sur la rivière.

L'inquiétude quasi universelle qui pèse aujourd'hui sur les producteurs de marchandises est partagée par le jeune frère de A2, qui est très perturbé par le projet de B2 de reprendre la culture de la pomme de terre. Il décide de demander l'avis de D2. Aucune terre n'a jamais été vendue dans cette société, mais le cultivateur de pommes de terre a un plan. En tant que locataire de B2, dit-il à D2, il paie l'équivalent de trois chèvres par an ; sur un dépôt de cent chèvres, D2 autorise cinq chèvres par an. D2 offrira-t-il à B2 cent chèvres en échange de ses droits sur la terre ? Si oui, lui, le locataire, s'engagera à payer à D2 l'équivalent de cinq chèvres en échange de cette pérennité. B2, insiste-t-il, acceptera sûrement l'offre, et la transaction ne coûtera rien à D2. Il rendra un grand service au locataire s'il accepte.

Mais la générosité de D2 envers ses concitoyens n'est plus que sur ses lèvres et non dans son cœur. Il répond qu'il ne voit pas comment faire ce qu'on lui demande, car il ne ferait aucun profit. Le locataire offre l'équivalent de six et même sept chèvres par an en échange d'un bail ; mais D2 refuse cet arrangement. Il a conçu un meilleur plan, « meilleur » signifiant dans ce contexte plus rentable. Il s'adresse

directement à B2, lui offre cent vingt chèvres pour la terre, ce que B2 accepte, et dit ensuite au locataire qu'il doit soit payer vingt chèvres par an pour l'utilisation de la terre, soit devenir le serviteur salarié de D2. Dans ce dernier cas, la totalité de la production appartiendra à D2, qui versera à l'ancien locataire un montant *ad hoc* pour son travail.

Ce faisant, D2 s'assure le contrôle de la culture de la pomme de terre ; et il est facile de voir que cette méthode d'échange des marchandises ne peut mener à aucun autre résultat. Dans cette petite société, tous les producteurs sont rapidement réduits à l'état de serviteurs rémunérés de D2.

Lorsque A2, B2, C2, D2 et E2 meurent, la tradition dont héritent leurs fils, A3, B3, C3, D3 et E3, est très différente de celle dans laquelle leurs grands-pères A, B, C, D et E ont passé leur jeunesse. Peut-être pouvons-nous mieux comprendre certaines de ces différences si nous parlons en termes de groupes, dont les individus sont représentatifs.

Le groupe A est composé de travailleurs agricoles, le groupe B est composé d'artisans et d'ingénieurs, le groupe C de tisserands : tous sont maintenant les serviteurs rémunérés du groupe D, le groupe qui contrôle la chose mesurant la valeur d'échange des marchandises. On peut imaginer le groupe D aussi nombreux que l'on veut ; il peut contenir des personnes qui ne sont membres d'aucun autre groupe ou ses membres peuvent être membres de n'importe quel

autre groupe aussi bien que du groupe D. L'appartenance au groupe ne fait aucune différence pour la situation économique qui émerge, qui est la suivante : ce n'est qu'avec le consentement de ce groupe que des salles communales peuvent être érigées ou des ponts construits ; il possède tous les moyens de production, toutes les maisons, toutes les terres, tout ; la société entière est sous sa domination. La structure économique de la société est devenue telle que les producteurs sont divisés en deux groupes distincts, les employeurs et les employés. Les premiers exercent leur pouvoir en vertu de leur seule propriété des dettes et des actions ; ils contrôlent la production, décident des taux de rémunération, ont un droit de veto sur toute entreprise économique, et leurs décisions sont sans appel. Les employés ne reçoivent pas la pleine valeur d'échange des marchandises qu'ils produisent mais un montant *ad hoc* fixé par leurs employeurs. Les marchandises elles-mêmes sont distribuées de manière très inégale. Les groupes A, B et C ont trop peu, le groupe D trop. Pour certaines choses, le pouvoir d'achat du groupe D est limité ; les autres groupes manquent de ces mêmes denrées, mais leurs besoins ne peuvent être satisfaits ; et après que le groupe D a veillé à ce que ses cadres soient bien nourris et bien vêtus, tout excédent est gaspillé ou détruit. Le groupe E survit tant qu'il fait ce que le groupe D souhaite.

Ces conditions apparaissent inévitablement si cette méthode d'échange des marchandises est adoptée ; chaque facteur est le résultat direct de la méthode d'échange des marchandises. Je ne pense pas que ce soit un système approprié pour les Hopousiens.

Ceci est d'autant plus vrai que le succès écrasant du groupe D introduit dans la société certaines normes de conduite et de jugement qui contredisent le but pour lequel les Hopousiens vont exister. Pour revenir aux détails de l'histoire : à la mort de D, son revenu passif a été hérité par D2, qui a commencé à considérer la possession d'un tel revenu comme une chose tout à fait normale. Ce revenu ne représentait pas une valeur d'échange et sa jouissance était une expérience agréable ; D2 a donc enseigné à ses fils que dans cette vie, le but d'un homme devrait être la possession d'un tel revenu. Le succès d'un homme, disait-il, devait être jugé par la mesure dans laquelle il persuadait les autres hommes de lui fournir du pouvoir d'achat en échange de rien.

Cette idée émerge naturellement des conditions que crée cette méthode d'échange des marchandises, et elle devient bientôt une doctrine acceptée dans toute la société, selon laquelle, dans cette vie, le but d'un homme n'est pas d'utiliser ses pouvoirs naturels mais de se mettre dans une position telle qu'il puisse vivre du travail des autres. Les Hopousiens, *ex definitione*, n'auront aucune ambition pour

de tels objectifs. Il s'ensuit qu'on ne peut leur permettre d'échanger leurs marchandises de manière à créer cette norme de jugement. Nous devons donc condamner cette troisième méthode plus fermement que nous avons condamné les deux premières. Il nous reste à trouver une méthode d'échange des marchandises qui convienne à un peuple énergique et qui n'entrave pas la manifestation de son énergie.

Commentaire Sur La Troisième Méthode

La troisième méthode d'échange des marchandises est celle que nous utilisons nous-mêmes. Autant que je sache, toutes les sociétés civilisées précédentes l'ont également utilisée. Les idéalistes sont unanimes à déclarer que nombre des symptômes économiques qu'ils déplorent sont dus aux « conditions du monde ». Ils disent qu'à l'heure actuelle, beaucoup d'injustices économiques doivent être tolérées parce qu'elles font partie d'une « dépression mondiale », qui ne peut être surmontée que par les efforts conjugués de nombreuses nations. Je conviens que nombre de nos symptômes économiques (les idéalistes les appellent « problèmes ») sont des symptômes mondiaux (des « problèmes » mondiaux) dans la mesure où ils sont communs à toutes les sociétés blanches, et où les hommes blancs dominent aujourd'hui le monde. Et je ne doute pas que chaque société blanche soit économiquement

influencée par les conditions qui prévalent dans d'autres sociétés ; mais je me sens incapable d'accepter la conclusion selon laquelle une société donnée ne peut atteindre un état de « justice » économique que si toutes les autres sociétés font de même au même moment. En effet, s'il en était ainsi, l'expérience que nous menons ne pourrait pas avoir les résultats que j'ai annoncés.

Bien sûr, personne ne sait ce qu'est un état de justice économique ; lorsque nous demandons ce qu'il est, tout ce que nous avons pour nous guider est un certain nombre d'opinions divergentes. Chaque groupe d'idéalistes définit le mot différemment. Ce que nous allons découvrir, mystérieusement, c'est que de l'expérience Hopousienne émergera un état que tout idéaliste, selon les aspirations publiées, devrait considérer comme économiquement juste.

Je ne pense pas que les idéalistes eux-mêmes s'en réjouiront. Je ne suis pas convaincu qu'ils parviennent à obtenir jamais ce qu'ils prétendent vouloir. La volonté de puissance est forte, et je pense que dans notre société, la soumission d'un homme à cette volonté est souvent masquée par un écran de fumée idéaliste, crachée pour le protéger des accusations d'égoïsme. De nombreux rêves idéalistes sont en réalité des rêves de dictature. Mais je propose de prendre les idéalistes au mot ; je vais supposer qu'ils veulent vraiment ce qu'ils disent vouloir. Cela signifie que je dois accepter leur défi implicite.

Leur position est la suivante : Je dis qu'un état qu'ils appellent justice économique émergera de l'expérience Hopousienne ; ils disent que cet état ne peut être atteint sans un effort mondial. Pour répondre à cette situation, j'ai entrepris, dans la conduite de l'expérience, de supposer un état de fixisme territorial et une stagnation du commerce extérieur.

C'est pourquoi, en décrivant la troisième méthode d'échange des marchandises, je n'ai permis à aucun membre de la société de migrer. Je tiens maintenant à souligner que si la société avait pu s'étendre à d'autres territoires, les résultats inévitables du système n'auraient pas été perceptibles pendant la période d'expansion. Ils ne se sont manifestés que très tôt dans notre exemple parce que la société était cantonnée au territoire qu'elle occupait déjà.

Lorsque l'énergie d'une société se met à augmenter dans une mesure assez grande pour être mesurée spatialement, cette société commence toujours à s'étendre territorialement. Ses membres les plus énergiques regardent au-delà de l'horizon que leurs pères considéraient comme la limite du monde ; ils rassemblent quelques adeptes et font irruption au-delà des frontières reconnues. Ils conquièrent des peuples moins énergiques, s'emparent de nouvelles formes de richesse et prennent possession de nouvelles terres. Le commerce s'accroît ; des établissements sont fondés, des colonies établies ; et, quoique la société échange ses denrées de la

manière que j'ai décrite, elle prospère grandement. Elle est même capable de faire vivre sans difficulté le groupe qui ne produit aucune marchandise. En effet, nous constatons souvent que c'est ce groupe qui mène les guerres conduisant à l'expansion. (C'est une autre raison pour laquelle le groupe est respecté par ceux qu'il domine). Mais une fois l'expansion terminée, les conditions finales que j'ai décrites apparaissent inévitablement. Nous en vivons nous-mêmes quelques-unes maintenant. Dans ma description de la méthode, non seulement je n'ai pas tenu compte des effets de l'expansion, mais j'ai également réduit au minimum le temps nécessaire à la société pour arriver à son état final. Je l'ai fait par souci de concision et afin de faire ressortir les traits saillants du système. En fait, je pense qu'il n'est guère possible que les résultats apparaissent aussi rapidement que je l'ai laissé entendre.

La plus grande partie de l'histoire telle que je l'ai racontée est historiquement vraie en ce qui concerne notre propre société. Dans le bénéfice que j'ai octroyé à D pour le risque qu'il a couru et la perte qu'il a subie, un étudiant de notre histoire économique aura reconnu le *damnum emergens* et le *lucrum cessans* des canonistes médiévaux. Le profit était un intérêt dans son sens premier. L'intérêt vient de *interesse*, « être entre deux » ; il désignait à l'origine le bénéfice qui revenait à un homme qui faisait un prêt. Le bénéfice était celui qui se trouvait entre la somme initiale prêtée et la

somme qu'il recevait en retour. J'ai raccourci le développement historique en faisant en sorte que A et C donnent à D une somme définie chaque année. C'est ce qu'est devenu l'intérêt en l'espace d'une génération environ après sa généralisation.

Un autre événement de l'histoire médiévale a trouvé sa place dans l'histoire telle que je l'ai racontée. Lorsque D2 achète la terre de B2, son comportement est le même que celui des marchands médiévaux qui achètent des charges locatives. En théorie, le caractère de la transaction est important, et nous devrons bientôt nous demander ce que D2 a reçu de B2. Une question à laquelle il n'est pas simple de répondre. Il a reçu, bien sûr, ce que nous recevons aujourd'hui lorsque nous achetons un terrain. Mais qu'est-ce que c'est ? Théoriquement, toutes les terres anglaises appartiennent encore au roi. Qu'achetons-nous donc lorsque nous achetons une terre ?

La manière dont la rente en espèces est apparue dans le système économique de la société n'était pas historiquement vraie dans tous ses détails. Lorsque le frère cadet de A2 devint locataire de B2, la relation économique entre les deux hommes était telle qu'elle existait en Angleterre, lorsque les citadins calculaient un paiement en espèces pour les services dus à leur seigneur ; mais le processus historique par lequel les paiements en espèces sont apparus était différent. Si je me suis écarté de la

séquence historique, c'est parce que je ne parlais que de groupes économiques. Les droits féodaux n'étaient pas exclusivement des paiements économiques ; ils avaient aussi un caractère politique. Dans toutes les sociétés précédentes, à n'importe quel stade de leur évolution, la politique a contrôlé l'économie, et je n'ai pas mentionné les paiements en nature parce que je ne voulais pas que l'histoire soit compliquée par des détails inutiles. Historiquement, il est important de noter que la rente en espèces est apparue comme le résultat d'un calcul ; mais le seul point que je voulais souligner est qu'un homme est devenu le locataire d'un autre homme. Je ne dis pas que sa location était le résultat du système d'échange des marchandises. La manière dont j'ai raconté l'histoire m'a été imposée par mon désir de distinguer le loyer payé pour un terrain et le loyer payé pour une maison. Ces deux sortes de loyer sont généralement confondues par les économistes, mais elles sont en réalité différentes tant par leur origine que par leur nature.

En parlant du loyer payé par A2 et C2 pour leurs maisons, j'ai choisi de ne pas tenir compte du terrain sur lequel se trouvaient les maisons ; ma description de la manière dont ils en sont venus à payer un loyer est historiquement vraie. Si nous excluons les redevances que nous payons pour l'occupation du terrain, le loyer que nous payons pour une maison construite aujourd'hui est le même que les

paiements effectués par A2 et C2 pour leurs nouvelles maisons.

En décrivant ce système, j'ai voulu montrer que si les marchandises sont échangées de cette manière, quatre résultats s’ensuivent. En outre, la structure de la société va changer ; une certaine norme de jugement et de conduite s’y introduit. Cette norme ne pourrait pas apparaître si les marchandises étaient échangées d'une manière différente ; et la structure ne pourrait jamais prendre cette forme particulière. Les quatre résultats sont les suivants :

(1) Les producteurs de marchandises, qui commencent par posséder les moyens de production, en perdent la possession.

(2) Les producteurs de marchandises se divisent en deux groupes, les employeurs et les employés, dont les intérêts matériels entrent en conflit. Au début du développement, ces groupes sont séparés par la présence de personnes, que j'appelle grossièrement « intendants », qui ne s'unissent jamais en un groupe spécifique.

(3) Il émerge un groupe de personnes qui jouissent d’un pouvoir d'achat par la seule vertu de leur possession de dettes et d'actions. Ce groupe domine la vie économique de la société.

(4) Il devient partie intégrante de la tradition héritée qu'un homme devrait aspirer à devenir « indépendant ». Dans ce

contexte, « l’indépendance » ne signifie pas l’affranchissement d’un contrôle externe, mais une condition dans laquelle un homme vit du travail d’autrui sans nécessairement faire quoi que ce soit en retour.

Je ne cherche pas à savoir s'il est « bon » ou « mauvais » que ces choses se produisent. La science n'est pas une étude de ce qui « devrait » se produire, mais de ce qui se produit. Ce que je veux dire, c'est que, si les marchandises sont échangées de cette manière, ces choses se produisent inéluctablement. Et puisqu'elles se produisent, cette méthode d'échange des marchandises ne conviendra pas aux Hopousiens. S'ils l'adoptaient, leur système économique ne pourrait pas remplir le but pour lequel il a été conçu.

J'insiste d'autant plus sur ce point que certains réformateurs ont l'habitude d'attribuer à notre système de banques de dépôt, par exemple, la responsabilité de certains symptômes économiques dont on ne peut démontrer qu'ils sont liés à un quelconque système bancaire. Les quatre résultats que j'ai résumés résultent directement du système d'échange des marchandises. Vous pouvez avoir n'importe quel type de système bancaire ; si vous échangez vos marchandises de cette manière, les résultats apparaîtront. C'est pourquoi, en décrivant le système, je n'ai fait aucune référence au système bancaire.

Ne confondez pas D avec un banquier de dépôt. D n'était pas un banquier dépositaire ; il a simplement rempli une des fonctions que nos banquiers dépositaires remplissent. Il contrôlait l'objet utilisé pour déclarer et mesurer la valeur d'échange des marchandises (l'Argent). J'ai pris soin d'éviter toute référence au moyen d'échange (la monnaie), duquel nos banquiers de dépôt s'occupent aussi beaucoup. Dans la société que j'ai décrite, les marchandises étaient directement échangées. Pourtant, les personnes qui contrôlaient la direction de l'Argent ont réussi à dominer la société. Cette domination n'était due à rien d'autre qu'à leur pouvoir de contrôler les flux de l'Argent, et je pense que tant que nous ne comprenons pas comment cela s'est produit, nous ne comprendrons pas notre propre système économique.

Il nous reste encore à trouver une méthode d'échange des marchandises qui convienne aux Hopousiens.

LA QUATRIÈME MÉTHODE

Revenons à l'examen de notre société simple. Elle compte cinq groupes économiques. Le groupe A produit du blé ; le groupe B des pommes de terre, et plus tard, des machines ; et le groupe C des tissus. Le groupe D s'occupe des chèvres qui donnent du lait et de la chair ; le groupe E est composé de constructeurs, de charpentiers, de chaumiers, etc. Nous essayons de découvrir un moyen par lequel, lorsque l'énergie de la société augmente, les marchandises supplémentaires puissent être échangées sans entraver ou gêner le déploiement de cette énergie. À cet effet, nous supposons que le groupe D a eu une bonne saison de reproduction et que le groupe B commence à produire, en plus des pommes de terre, quelques nouvelles machines, telles que charrues et métiers à tisser. Pour simplifier la discussion, nous parlerons d'individus, A, B, C, D et E. Tant que nous nous rappelons que ces individus représentent des groupes, il n'y a aucun danger.

Nous supposons un état dans lequel les marchandises sont directement échangées, chacune pour une autre, séparément. Ce que nous devons décider, c'est la meilleure façon pour A et C de s'approprier la nouvelle charrue que B a fabriquée, le terme « meilleure » étant interprété uniquement du point de vue d'une société qui souhaite faire preuve d'une grande énergie.

Nous avons déjà envisagé trois manières possibles de faire du commerce, mais aucune ne nous a semblé convenir. Cela peut s'expliquer par le fait que nous avons toujours abordé la question du point de vue de l'acheteur. Excepté chez les fabricants de certains produits destinés à la consommation, comme les automobiles, les postes de radio, les encyclopédies, les réfrigérateurs, les meubles bon marché, etc., c'est la manière habituelle de procéder dans notre société. Lorsqu'une municipalité veut un nouveau pont, un fabricant d'acier un nouveau fourneau, ou une compagnie de chemin de fer une nouvelle gare, chacun demande : « Comment pouvons-nous l'acheter ? » Et cette façon de penser risque de nous faire oublier la relation entre l'achat et la vente. Excepté lorsqu'il est permis à certaines personnes de disposer d'un pouvoir d'achat sans produire une marchandise ou rendre un service culturel, l'achat et la vente ne sont pas des affaires distinctes mais deux aspects d'une même chose. Lorsqu'une marchandise est vendue, elle est en fait échangée contre quelque chose qui sera acheté dans le futur. La raison ne peut justifier notre habitude de considérer une transaction presque exclusivement du point de vue de l'acheteur ; le point de vue du vendeur est tout aussi important. Considérons-le donc maintenant. La question n'est plus de savoir comment A va acheter la charrue ou C le métier à tisser, mais comment B va les vendre.

Puisque nous avons écarté comme impropres les trois méthodes d'échange des marchandises déjà discutées, la position de B est que A ne peut pas lui donner immédiatement la pleine valeur d'échange de la charrue ; A ne peut pas non plus consentir à économiser chez lui afin d'en réunir le prix ; emprunter est également hors de question pour lui. Il en va de même pour C. B se rend compte de la situation et agit en conséquence.

Son objectif, rappelons-le, n'est pas seulement de vendre ses premières machines mais aussi de se mettre dans une position telle qu'il puisse continuer à produire et à vendre des machines. Il pense lui-même que A est une personne intègre et il demande à D et E s'ils le pensent aussi. Après avoir reçu une réponse favorable, il conclut que si A fait une promesse, il la tiendra. Il en sera de même pour son fils (A2). C'est sur cette hypothèse que B fonde son offre.

Après s'être mis d'accord avec A sur la valeur d'échange de la charrue en termes de blé, B offre de la livrer à A à condition que A lui envoie chaque année une provision de blé. Le montant de chaque paiement doit dépendre de la durée de vie estimée de la charrue ; disons, pour simplifier, vingt ans, A devant envoyer chaque année à B un vingtième de sa valeur. Ainsi, si la charrue est estimée à cent chèvres, A doit envoyer chaque année à B une provision de blé d'une valeur égale à cinq chèvres. Les versements doivent être poursuivis jusqu'à ce que A ait payé le montant total de la

somme due pour la charrue. Si A meurt, A2 hérite de la dette ; si B meurt, les paiements doivent être effectués à son fils B2.

B ajoute que son offre est faite sous réserve d'un arrangement selon lequel A, dès qu'il aura terminé l'achat de la première charrue, consentira à s'en défaire et à en acheter une autre neuve. B est prêt à garantir que la seconde charrue ne sera en rien inférieure à la première. Il insiste, en effet, sur le fait qu'elle sera supérieure.

A réfléchit et finit par accepter. Un accord similaire est conclu avec C, qui se fait livrer un métier à tisser en échange de paiements annuels de tissu. Il est également convenu que dès que le métier à tisser aura été payé, il sera démoli, et un nouveau métier sera livré à sa place, lequel sera payé de la même manière.

Ne pensez pas qu'il soit inutile de détruire les charrues et les métiers à tisser usés. La matière première ne semble pas manquer dans ce monde, et il est stupide pour des hommes énergiques de travailler avec des machines inférieures alors que des machines plus efficaces sont disponibles. Une société énergique découvre toujours de nouvelles façons de faire les choses ; si les vieilles machines ne sont pas mises au rebut lorsqu'elles sont usées, l'énergie déployée par les inventeurs, les concepteurs et les ingénieurs s'en trouve gravement compromise. Des dispositions relatives à la

destruction des machines usées sont un élément essentiel de tout système économique conçu pour les besoins des hommes énergiques.

Ceci étant compris, examinons la position de chaque homme, sous cette quatrième méthode d'échange des marchandises.

Dès que A a pris possession de la charrue, la quantité de sa récolte augmente. Chez lui, la tension induite par la deuxième méthode dont nous avons parlé est totalement absente. Il n'y a pas d'économie forcée et aucune de ces aigreurs qui résultent de la répression d'un désir naturel et d'un effort pour économiser. Il n'a pas besoin de priver sa femme et ses enfants de nourriture et de vêtements pour pouvoir « économiser » ; avec cette méthode, sa femme ne vieillit pas avant l'âge. En effet, la famille a davantage de nourriture et de vêtements qu'auparavant ; le blé nécessaire à son achat est facilement obtenu grâce à la charrue, et il y a ensuite un surplus. Ce surplus peut être soit consommé, soit échangé avec C contre du tissu.

En effet, dès que C a reçu le nouveau métier à tisser, sa production a augmenté également. Il n'a pas non plus de difficulté à produire suffisamment pour payer le montant annuel de tissu dû pour le métier à tisser ; il a même un surplus après cela. Cet excédent peut être soit consommé par sa famille, soit échangé avec A contre du blé. Le résultat

est que les familles de A et C ont davantage de blé et de vêtements qu'auparavant. Elles ont aussi une plus grande provision de lait et de chair. Dans cette société que nous supposons, D a augmenté sa production de chèvres cette année. Avec la troisième méthode d'échange des marchandises, les chèvres supplémentaires n'avaient pas été consommées, car D leur avait trouvé un autre usage et les avait laissées s'accumuler. Avec la quatrième méthode, cet autre usage n'existe pas ; D échange donc les chèvres de la manière habituelle contre une partie du surplus de blé et de tissu que A et C produisent maintenant. Le résultat est que non seulement les familles de A et C ont plus de lait et de chair, mais la famille de D a aussi davantage de blé et de vêtements qu'auparavant. Et cette augmentation de la richesse commune est prévisible, car le montant total de la production et de l'échange des marchandises a augmenté, et la nature des choses veut que lorsque cela se produit, le montant total de la consommation augmente également.

L'augmentation de la production de marchandises s'est également produite sous la troisième méthode ; la différence entre la troisième méthode et cette méthode, en ce qui concerne la première génération, consiste dans la manière dont les marchandises supplémentaires, ayant été produites, sont distribuées. La méthode de l'échange des marchandises est seule responsable de cette différence de distribution.

Dans le cadre de la troisième méthode, les chèvres supplémentaires de D n'avaient pas circulé en tant que marchandises, de sorte que la quantité de lait et de viande disponible à l'achat pour A et C était inférieure à ce que permet le cadre de la quatrième méthode. Avec la troisième méthode, une partie du blé et du tissu supplémentaires produits par A et C avait été envoyée à D en échange du risque qu'il a couru en faisant les prêts. Avec la présente méthode, les prêts sont inutiles ; ainsi D n'obtient pas de blé ou de tissu supplémentaire à moins qu'il ne donne une marchandise en échange. C'est ce qui met en circulation son surplus de chèvres. Avec la troisième méthode, A envoyait une grande partie de son surplus à D et gardait le reste pour son propre usage ; avec la quatrième méthode, il n'envoie plus qu'une petite partie de sa production à B. Le reste est disponible pour son propre usage. Il en est de même pour C, et on ne peut s'empêcher de remarquer qu'au point de vue Hopousien, c'est un argument en faveur de la quatrième méthode ; car plus la part d'un homme dans ses propres productions est grande, plus il est susceptible de continuer à produire. En outre, A et C ne sont plus obligés d’envoyer à un homme créancier, en échange de rien, une provision annuelle de marchandises comme intérêts d’un prêt.

Il est probable, je pense, que dans ces circonstances heureuses, A et C cèdent à la pression exercée par E et

commandent chacun une nouvelle maison ; ces maisons, supposons-le, sont fournies aux mêmes conditions que la charrue et le métier à tisser. Mais après que les maisons ont été construites, la position des acheteurs est différente. Une maison n'est pas un bien productif comme une charrue ou un métier à tisser ; elle est destinée à la consommation seulement ; ainsi la construction des maisons ne produit pas une augmentation supplémentaire de la quantité totale de blé, de tissu, de lait, de chair, etc. en circulation. Lorsque A et C reçoivent leurs maisons, une partie du surplus dont ils ont eux-mêmes profité doit être envoyée à E en guise de paiement. Ce qui est intéressant, c'est que, dans la présente méthode, ces paiements n'imposent aucune contrainte à A et C. C'est un autre point sur lequel la méthode se révèle plus appropriée, du point de vue Hopousien, que la troisième méthode. La durée de vie d'une maison est plus longue que celle d'une charrue ou d'un métier à tisser, et tout ce que A et C ont à faire, c'est d'envoyer à E un approvisionnement annuel de marchandises égal à la valeur des maisons divisée par le nombre d'années que les maisons sont estimées durer, disons cent ans. Cela signifie que chacun d'entre eux doit payer à E chaque année 1 pour cent de la valeur de sa maison. Et l’accord repose sur l’idée que, lorsque les maisons auront été payées, elles devront être démolies et de nouvelles maisons seront alors construites à leur place.

Comparez la situation actuelle avec celle créée par la troisième méthode d'échange des marchandises. Le revenu net de B, nous devons le remarquer, est le même dans les deux méthodes. La seule différence est que, alors que dans la troisième méthode il recevait des paiements de D en échange d'un dépôt de chèvres, dans la quatrième méthode il reçoit les mêmes paiements de A et C en paiement progressif d'une marchandise qu'il leur a livrée. Dans la quatrième méthode d'échange, A, C et D sont les hommes dont la position est différente.

Par souci de simplicité, nous supposons que la charrue, le métier à tisser et la maison ont la même valeur d'échange, que nous exprimons en termes de chèvres, disons cent chèvres. La charrue et le métier à tisser sont estimés avoir une durée de vie de vingt ans, la maison de cent ans. Avec la troisième méthode, D recevait l'équivalent de vingt chèvres par an pour avoir facilité l'achat de la charrue ; la famille de A ne pouvait donc pas avoir une nouvelle maison du vivant de A. Mais elle peut le faire avec la quatrième méthode, car pour acheter la charrue, A n'a qu'à envoyer à B l'équivalent de cinq chèvres par an. Lorsque A achète la maison à E, il doit envoyer à E l'équivalent d'une chèvre par an et, en plus d'avoir une nouvelle maison, il a également un revenu net supérieur à celui qu'il avait avant d'acheter la charrue. Il en va de même pour C. Lui aussi a un revenu net supérieur à celui qu'il avait auparavant ; il a aussi une

nouvelle maison ; et un autre argument en faveur de cette quatrième méthode d'échange est qu'elle encourage le déploiement de l'énergie humaine en permettant la construction de nouvelles maisons à un rythme plus soutenu. Cela permet également de s'assurer que les maisons usées sont démolies et remplacées dès qu'elles ont atteint leur durée de vie estimée. Le lien avec la question des bidonvilles est évident.

La situation de D est très satisfaisante. Avant la fabrication de la charrue et du métier à tisser, il avait un surplus de chèvres, qui ne lui servaient pas à grand-chose, car il n'y avait rien d'autre qu'une nouvelle maison contre quoi les échanger. On aurait pu les mettre en circulation en réduisant la valeur d'échange des chèvres en termes de blé et de tissu, mais cela aurait signifié que D n'en tirerait aucun avantage. L'apparition de la charrue et du métier à tisser permet à D de maintenir la valeur d'échange des chèvres au même niveau et d'échanger une partie de son surplus contre une partie du surplus produit par A et C. Il est ainsi en mesure de donner à sa famille plus de pain à manger et de vêtements à porter, et il n'y a aucune raison pour qu'il n'ait pas aussi une nouvelle maison. Il peut facilement se permettre de payer une chèvre par an pour celle-ci, même s'il échange de nombreuses chèvres contre du blé et des vêtements. Il peut même payer plus qu'une chèvre par an. S'il le souhaite et que E est d'accord, sa maison peut devenir

une maison de cinquante ans au lieu de cent ans ; dans ce cas, il paiera deux chèvres par an pendant cinquante ans. Au bout de cinquante ans, la maison sera démolie et remplacée par une autre.

Il semble bien que cette quatrième méthode d'échange des marchandises soit la plus appropriée que nous ayons trouvée. Malheureusement, il y a quelques objections à son encontre.

En comparant les différentes méthodes dont nous discutons, il est important que nous supposions que l'esprit de chaque personne fonctionne de la même manière dans les mêmes conditions. Lorsque nous avons discuté de la troisième méthode, nous sommes arrivés à la conclusion que quand B vend sa charrue et son métier à tisser, il souhaite abandonner la culture des pommes de terre pour se consacrer exclusivement à la production de machines. Nous serions déraisonnables si nous supposions un comportement différent une fois ses marchandises échangées selon la quatrième méthode. Sa situation financière est la même dans les deux cas, et nous devons conclure, je pense, que lorsqu'il a vendu sa charrue et son métier à tisser, il laisse le fils cadet de A prendre possession de ses terres en échange d'un paiement annuel de pommes de terre. B s'assure ainsi un approvisionnement en marchandises pour lequel il ne donne aucune marchandise en échange.

Or, l'une des raisons pour lesquelles nous avons écarté la troisième méthode est que cette situation s'est produite. Il semble donc que nous devions écarter la quatrième méthode pour la même raison. Avant de le faire, il y a un point à considérer. Entre un loyer payé pour l'usage d'un terrain et un intérêt payé pour l'usage d'une marchandise, il existe une différence fondamentale qui doit faire l'objet d'une discussion séparée. Pour le moment, je ne souhaite pas que mon argumentaire soit confondu par une discussion sur l'élément appelé « terre » ; je propose donc de laisser cette objection sans réponse pour le moment. J'admets, cependant, que si l'objection ne pouvait être réfutée, la quatrième méthode d'échange des marchandises devrait être condamnée comme ne convenant pas aux Hopousiens.

A première vue, excepté ce revenu passif que s'octroie B, la quatrième méthode semble répondre à la plupart de nos exigences. Elle n'impose aucune entrave au processus de production et d'échange ; il n'y a pas de groupe de personnes qui reçoivent un approvisionnement en pouvoir d'achat contre le prêt de marchandises restant en leur possession ; les producteurs ne sont pas divisés en deux groupes opposés, employeurs et employés. De plus, on ne retrouve pas ces histoires complexes de prêt, d'intérêt et de dépôt que la troisième méthode avait produites. Cependant,

il y a d'autres objections à cette méthode que celles que j'ai mentionnées.

Lorsque A se fait livrer la charrue, à qui appartient-elle ? Avec la troisième méthode, A en devenait immédiatement propriétaire, mais avec la quatrième méthode, la situation est loin d'être claire. Supposons que A soit décédé et que tous les membres de sa famille soient morts avant que A n'ait payé la charrue ; à qui appartient la charrue ? Elle ne sert à personne d'autre ; B ne veut pas la récupérer, mais elle lui appartient toujours dans le sens où il n'a pas reçu sa pleine valeur d'échange. Supposons qu'après la mort de A, un autre homme reprenne la terre ; la charrue appartient-elle à ce deuxième homme ? Est-il responsable envers B des paiements restants que A devait effectuer ? Il y a là matière à confusion. La quatrième méthode permet à B de continuer à produire de nouvelles machines ; elle évite la création de parasites humains. Ce sont de grands avantages que le système Hopousien doit posséder. Mais nous ne pouvons pas concevoir ce système sur une base qui nous laisse dans le doute quant à l'identité de ceux qui possèdent les moyens de production.

Il existe une autre objection à la quatrième méthode. Cette objection a une nature différente, mais, si l'on se rappelle le caractère fondamental de toute transaction, il n'y a rien de compliqué.

Nous avons rejeté la troisième méthode d'échange parce qu'elle donnait quatre résultats qui allaient à l'encontre de notre objectif ; mais même si ces résultats n'étaient pas apparus, nous aurions quand même dû l'écarter. Lorsque D a prêté les chèvres que A et C ont échangées contre la charrue et le métier à tisser, le montant total de pouvoir d'achat disponible n'a été augmenté que de la quantité supplémentaire de blé et de tissu que A et C ont produite ; il n'y a pas eu d'augmentation correspondant à la valeur d'échange de la charrue et du métier à tisser. Chacun a été échangé contre des chèvres, et la seule différence que la surproduction a faite, avant que la charrue et le métier à tisser ne deviennent productifs, a été d'empêcher une chute de la valeur d'échange des chèvres. Après que les chèvres ont été prêtées à A et C et que ces hommes ont augmenté leur production, un système de prêt-intérêt-dépôt est apparu. Nous avons rejeté la troisième méthode d'échange parce que ce système est apparu, mais l'inadéquation de la méthode était prouvée avant cela. Dans l'histoire telle que je l'ai racontée, les chèvres étaient utilisées comme un moyen de mesurer et de comparer la valeur d'échange d'autres marchandises ; autrement dit, les chèvres remplissaient la fonction de l'Argent. Même si nous n'avions pas entendu l'histoire dans son intégralité, nous aurions pu condamner d'emblée le troisième système parce que la quantité d’Argent émis ne suivait pas le rythme de production et des échanges. Lorsque nous avons discuté de la question de

l'émission de l'Argent dans le système Hopousien, nous avons convenu que dans ce système, la quantité d'Argent devait toujours satisfaire ces exigences et ne jamais les dépasser. Une objection à la troisième méthode d'échange est que cela n'a pas été le cas. Tout ce qui s'est passé, c'est que les chèvres, qui remplissaient la fonction de l'Argent, ont commencé à circuler d'une manière différente ; alors que, pour répondre à notre objectif, leur nombre aurait dû augmenter conformément aux exigences du processus d'échange des marchandises.

On peut faire la même objection à propos de la quatrième méthode d'échange. La charrue et le métier à tisser changent de mains, mais le montant total de pouvoir d'achat n'est augmenté, comme dans la troisième méthode, que par les livraisons supplémentaires envoyées par A et C. Lorsqu'il a produit et trouvé un acheteur pour ses machines, B a le droit de recevoir leur pleine valeur d'échange. C'est son pouvoir d'achat. Une objection à la quatrième méthode est qu'il ne l'obtient pas ; il obtient simplement un approvisionnement annuel en blé et en tissu. Il est vrai que sa situation est la même que lorsque, par la troisième méthode, il déposait son pouvoir d'achat auprès de D et recevait des intérêts sur celui-ci ; mais avec la quatrième méthode, il n'y a pas de prêt-intérêt-dépôt, et ce que nous constatons, c'est que, bien que B soit aussi bien loti qu'il l'était selon la troisième méthode, il ne l'est pourtant pas

autant qu'il devrait l'être dans la nature des choses. Et la raison en est que le montant total du pouvoir d'achat disponible n'augmente pas, comme il le devrait, de la valeur d'échange de la charrue et du métier à tisser. En d'autres termes, la société manque d'Argent.

Cela explique d'ailleurs pourquoi il y a un doute sur la propriété des machines. Si B avait reçu leur pleine valeur au moment de les livrer, il n'aurait plus aucun droit sur elles. Nous voyons donc que la première objection est en réalité une partie de la seconde. Si l'on supprime la seconde, on supprime aussi la première, en ce qui concerne la créance de B sur les machines.

Cette situation n'est pas à prendre à la légère ; on la retrouve aussi avec les maisons que E a construites. Ces maisons sont des marchandises ; une fois construites, il devrait y avoir une augmentation de la quantité de pouvoir d'achat disponible égale à leur valeur d'échange ; mais cette augmentation n'a pas eu lieu. On ne trouve que le nouveau pouvoir d'achat résultant d’une augmentation de la production de blé et de tissu. En tant que producteur de la maison, E a le droit de recevoir en retour une quantité de pouvoir d'achat égale à la valeur d'échange des maisons. Dans le cadre de la quatrième méthode telle que je l'ai décrite, il ne reçoit chaque année qu'une fourniture de marchandises égale en valeur à une petite partie de la valeur des maisons. La quatrième méthode d'échange est la seule que nous ayons

examinée et qui ne soit pas encore fondamentalement en contradiction avec le but pour lequel le système Hopousien est conçu ; mais ces objections doivent être levées, ou alors nous devrons la rejeter comme inadaptée à notre but.

Pour que les choses soient bien claires, parlons maintenant en termes de groupes, dont les individus A, B, C, D et E sont de simples représentants. Les groupes peuvent avoir n'importe quelle taille. Le groupe A est constitué des agriculteurs, le groupe B des producteurs de machines, le groupe C des fileurs et des tisserands, le groupe D des éleveurs de bétail, le groupe E des constructeurs et des entrepreneurs. Il s'agit de savoir comment, par exemple, les groupes A et C peuvent le mieux se procurer leurs machines auprès du groupe B, le terme « mieux » étant interprété uniquement du point de vue d'une société qui souhaite déployer la plus grande quantité d'énergie possible. Nous ne parlons plus d'une seule charrue ou d'un seul métier à tisser ; ce que nous disons s'applique à la vente et à l'achat de toute machine, quelle qu'elle soit, et à un nombre quelconque de ces machines.

Dans le système d'échange des marchandises que nous examinons, la situation est la suivante : le groupe B a accepté de fournir aux groupes A et C des machines et de recevoir en échange, chaque année pendant vingt ans, un vingtième de la valeur des machines. En utilisant les machines, les groupes A et C sont en mesure d'augmenter

la quantité de marchandises qu'ils produisent, et ils échangent leurs produits supplémentaires entre eux et avec les membres du groupe D, qui ont également un excédent. Mais alors que les groupes A et C reçoivent immédiatement la valeur totale de leur production, les membres du groupe B ne reçoivent qu'une partie de cette valeur chaque année. Cela signifie que la quantité totale de pouvoir d'achat disponible ne suit pas les processus de production et d'échange. La même chose se produit lorsque les membres du groupe E fournissent des maisons aux autres groupes. Les membres du groupe producteur de maisons ne reçoivent pas immédiatement la quantité de pouvoir d'achat à laquelle leur production de maisons leur donne droit.

La difficulté est réelle, et il vaut la peine de s'y arrêter, car, à part cela, la quatrième méthode d'échange des marchandises présente de nombreux et grands avantages. Par exemple, tout contrat comporte une clause selon laquelle les membres d'un groupe de production s'engagent à se débarrasser de leurs machines dès qu'ils ont terminé de les payer. La même disposition est prise lors de la construction de tout bâtiment. À moins que des considérations historiques ou esthétiques n'interviennent, un bâtiment doit être démoli et un autre érigé à sa place, dès qu'il a été payé. De cette manière, aucun groupe de producteurs n'est jamais contraint à l'oisiveté, aucun

handicap n'est imposé à la manifestation de l'énergie humaine. En outre, les machines utilisées sont toujours du dernier cri, tout comme les bâtiments.

La condition selon laquelle les groupes A et C se font livrer les nouvelles machines, une fois les anciennes payées, a été posée par le groupe B parce que ce dernier ne voulait pas être entravé dans sa production de machines, ce qui aurait été le cas si les autres groupes avaient pu continuer à utiliser (dans le but, peut-être, de réaliser un plus grand profit) leurs anciennes machines. Mais dans cette méthode d'échange des marchandises, la condition sera appliquée partout, que la marchandise échangée soit un pont, un fourneau, une grue, un hôtel de ville ou une gare. Et nous découvrons ici un autre argument en faveur de la méthode. Dans une société extrêmement énergique, comme le seront les Hopousiens, les valeurs esthétiques changent. Les générations suivantes ont des valeurs différentes de celles des générations précédentes, et deux ou trois générations après la construction d'un pont, par exemple, les hommes commencent à s'en lasser et veulent en construire un autre. Le fait que, dans une société idéaliste, ces générations ultérieures qualifient leurs valeurs de « meilleures » ou « plus élevées » que celles de leurs grands-pères ne doit pas occulter cette vérité. Dans une société énergique, le démantèlement des vieilles marchandises usées et insatisfaisantes est une nécessité culturelle, et il est vital que

le système économique Hopousien permette leur remplacement. Un grand avantage de la quatrième méthode d'échange des marchandises est qu'elle permet de le faire sans embarras. Lorsque cette méthode est adoptée, les vieux ponts, les machines, les mairies, les fours, les gares de chemin de fer et toutes les autres marchandises peuvent être démolies dès qu'elles ont existé pendant le temps pour lequel elles étaient initialement conçues. Je ne connais aucune autre méthode d'échange dont on puisse dire cela.

Nous avons donc décidé que, du point de vue Hopousien, cette méthode d'échange des marchandises est appropriée, parce que (i) aucune entrave n'est imposée à la production de marchandises ; (ii) les producteurs continuent à posséder les moyens par lesquels ils produisent leurs marchandises ; (iii) elle ne crée pas un groupe de parasites qui obtiennent un approvisionnement en marchandises sans déployer eux-mêmes de l'énergie ; (iv) elle abolit l'utilisation, qui semble presque inévitable lorsque d'autres méthodes d'échange sont employées, de marchandises usées, de conception et de fabrication anciennes.

L'objection à cette méthode est que B ne reçoit pas immédiatement tout l'Argent (pouvoir d'achat) auquel sa production lui donne droit. Cela signifie que la société dont il est membre souffre, car la quantité totale de pouvoir d'achat disponible est inférieure aux exigences du processus d'échange des marchandises. Si cette objection ne peut être

levée, la méthode doit être condamnée comme inadaptée aux Hopousiens.

Il est surprenant de découvrir que la difficulté n'existe que parce que j'ai choisi de supposer un système où les marchandises sont directement échangées. Dès que nous parlerons en termes de monnaie-chèque, que les Hopousiens utiliseront, la difficulté disparaît comme la neige au soleil.

Nous avons vu qu'une société utilisatrice de chèques a besoin, pour l'émission et l'administration de sa monnaie-chèque, d'un certain nombre de bâtiments bien placés que nous avons convenu d'appeler « banques ». Dans ces bâtiments, il y a une quantité de livres, de dossiers et de machines à calculer, à l'aide desquels les commis des banques exécutent les instructions écrites sur les chèques. Ces instructions consistent en un ordre de transférer certains chiffres de la page du livre de comptes consacrée au signataire du chèque à celle de la personne en faveur de laquelle le chèque est tiré. Ces chiffres sont de l'Argent ; ils indiquent et mesurent la valeur d'échange de ce qui a été reçu. Par dérivation, ils expriment et mesurent également le pouvoir d'achat dû au fournisseur. La fonction du chèque est de servir de moyen d'échange en transportant ces chiffres, de celui qui reçoit à celui qui fournit. Lorsque cela a été fait, le chèque, ayant accompli son travail, peut être détruit. Les chiffres restent, et signifient par leur présence que telle ou

telle quantité de pouvoir d'achat est possédée par la personne en question.

Supposons maintenant que la société dont je parle utilise une monnaie-chèque. Lorsque A achète des machines à B, ce dernier reçoit un chèque qui lui transfère le montant convenu du pouvoir d'achat exprimé en Argent. Le chèque est compensé en déduisant les chiffres du compte de A et en les ajoutant à celui de B. Dans le cas que nous étudions, B, ayant supposé que A soit une personne intègre, lui a livré des machines à condition que (a) A verse chaque année à B une somme égale à la valeur d'échange des machines divisée par la durée de vie estimée ; (b) dès que les machines auront été payées, A s'en débarrassera et recevra une nouvelle livraison, qui sera payée de la même manière.

Et c'est là qu'intervient la société organisée. La société organisée est le réseau de groupes sociaux, politiques et économiques formés par les membres de la société ; la structure de la société est la manière dont ces groupes sont reliés les uns aux autres. Les groupes économiques sont constitués des producteurs et des distributeurs, qui sont aussi des consommateurs ; la structure économique est la relation qui existe entre ces groupes. Sous l'autorité de la société organisée, ils dirigent le système économique, et, dès que nous parlons en ces termes, nous voyons combien il est simple pour eux de supprimer la difficulté à laquelle nous nous heurtons.

La fiabilité du consommateur est le fondement sur lequel doit reposer la quatrième méthode d'échange des marchandises. Si B peut faire confiance à A pour payer une machine sur une période de vingt ans, la société organisée peut faire de même. La seule différence est que dans ce cas, la société organisée, et non B, doit être le juge de l'intégrité de A. Si, de l'avis de la société organisée, A est une personne digne de confiance, il n'y a aucune raison pour que l'Argent avec lequel il peut payer B en totalité ne lui soit pas délivré immédiatement. Si cela se produit, B reçoit immédiatement la totalité du pouvoir d'achat auquel il a droit, et la quantité totale de pouvoir d'achat disponible suit le rythme du processus de production et d'échange.

Si nous considérons la question calmement, toute autre ligne d'action semble insensée. L'Argent est un dispositif inventé par les hommes pour leur commodité. Lorsque les chèques sont utilisés comme monnaie, la réserve de monnaie potentielle est inépuisable ; les hommes peuvent la faire naître comme bon leur semble. Le chaos s'ensuit si des règles simples sont enfreintes, mais si elles sont respectées, l'Argent est là pour être émis sans danger lorsqu'il est nécessaire pour la commodité des hommes. La règle principale est que la quantité d'Argent disponible pour la circulation doit être suffisante pour les besoins du processus d'échange des marchandises, sans jamais les dépasser. Si B ne reçoit pas tout son Argent en une seule fois,

cette règle est violée. Elle est également violée si l'Argent n'est pas spécialement émis lorsque de nouvelles marchandises entrent dans le processus d'échange des marchandises. Si donc la société n'émet pas l'Argent à A, elle enfreint l'une des règles fondamentales qui régissent l'émission d'Argent.

Nous placerons donc dans chaque banque un directeur, chargé de la responsabilité d'émettre de l'Argent. Cet homme doit avoir une connaissance intime du travail administratif effectué dans une banque ; il doit aussi être habile dans l'appréciation de l'intégrité humaine. Pour l'aider dans ce dernier travail, nous lui donnerons l'aide de quelques personnes (comité consultatif, si vous voulez) choisies parmi les citoyens du district. Ces personnes ne prendront aucune responsabilité dans la décision à laquelle le directeur arrivera ; elles se contenteront de lui donner des conseils lorsqu'il en fera la demande. Au cours de leur vie quotidienne, elles sont susceptibles de rencontrer et d'avoir des rapports avec ceux qui demandent une émission d'Argent, et elles seront utiles pour évaluer l'intégrité de chaque demandeur.

Mais lorsque l'Argent est émis, l'intégrité du demandeur n'est pas le seul élément à propos duquel une décision doit être prise. Il faut aussi évaluer sa capacité et sa volonté à effectuer les paiements promis. Un homme peut être fiable sans être prudent, honnête mais obtus, travailleur mais

imprévoyant ; et je ne pense pas qu'on puisse attendre d'un directeur de banque traitant des demandes de nombreux groupes différents de consommateurs qu'il ait une connaissance suffisante pour lui permettre d'être le seul juge de la capacité d'un homme à payer ce qu'il promet. Le directeur aura besoin, je pense, de recevoir les conseils d'une personne qui a l'expérience des conditions qui prévalent dans chaque commerce. Seule une telle personne pourrait exprimer une opinion sur la capacité de paiement d'un candidat. J'appelle cette personne le comptable ; la responsabilité de l'émission de l'Argent, cependant, incombera au seul directeur de la banque.

Nous supposerons que dans le cas hypothétique de A, la réponse à chaque question est favorable ; l'affaire se déroulera alors comme suit. Selon les instructions du directeur de la banque, un employé délivre à A l'Argent, qu'il verse ensuite à B. Cela se fait en donnant quelques coups de crayon dans un registre. Les chiffres sont ajoutés au total des chiffres de B et débités sur le compte de A dans un registre spécial. Ils sont également débités d'un compte spécial d'émission d'Argent, dans un autre livre. Cela signifie que le total des débits est supérieur au total des crédits, ce qui est la situation que nous souhaitons. Lorsque la marchandise est retirée de la circulation, ou cesse d'exister, le débit du Compte d'Emission d’Argent doit être annulé.

Tant qu'il subsiste, le débit représente la valeur de la marchandise.

Dès que l'employé a émis l'Argent en faveur de A, il est crédité à B, qui reçoit ainsi la totalité du pouvoir d'achat auquel il a droit ; il peut tirer des chèques immédiatement. A a sa nouvelle machine et peut l'utiliser sans délai. La quantité de pouvoir d'achat supplémentaire dans la société est égale à la valeur d'échange de la nouvelle marchandise produite et échangée. Désormais, l'affaire ne concerne plus que A et la banque.

La position de A est qu'au lieu de donner à B un chèque chaque année en paiement partiel de la machine, il est débité d'un montant similaire de son compte en banque. Ce débit consiste à transférer quelques chiffres du compte courant de A vers son compte dans le registre d'Emission d'Argent. L'Argent sur son compte courant y arrive lorsqu'il vend les marchandises qu'il produit avec les machines. Lorsque son compte dans le registre d'Emission d'Argent est crédité d'un paiement, le compte d'Emission d'Argent est crédité du même montant. Cela signifie que, comme la valeur d'échange de la machine diminue chaque année du fait de son utilisation, l'Argent représentant sa valeur d'échange diminue également. Au bout de vingt ans, A aura terminé ses paiements. Son compte dans le registre d'Emission d'Argent sera soldé ; le compte d'Emission d'Argent, en ce qui concerne cette transaction, sera

équilibré. A se débarrassera alors de la machine et se fera livrer un nouveau lot, qui sera payé de la même manière.

Ce système est également adopté dans le cas d'autres marchandises. Le nombre de transactions peut être multiplié à volonté, les transactions peuvent être de n'importe quelle taille. Ces éléments ne changent rien à la manière dont les choses fonctionnent. Les objections à la quatrième méthode d'échange ne peuvent plus être soulevées.

De quelque point de vue que nous la considérions, cette quatrième méthode est satisfaisante. Elle facilite le processus de production et d'échange des marchandises ; elle n'entrave pas le déploiement de l'énergie humaine ; elle permet à tous les producteurs de posséder leurs moyens de production ; elle évite le processus de prêt, d'intérêt et de dépôt qui crée un groupe de parasites qui obtiennent un pouvoir d'achat sans déployer d'énergie. Exprimé en termes de monnaie-chèque, que les Hopousiens utiliseront, aucune objection ne peut lui être opposée. Aucune autre méthode ne remplit toutes ces conditions. C'est donc le système que les Hopousiens auront.

LES CONDITIONS DE L'ÉMISSION D’ARGENT

Lorsque nous avons abordé la question de l’Argent, nous avons décidé que le système financier Hopousien devait remplir trois conditions. Si nous examinons le système que j'ai décrit, nous constatons que ces conditions sont remplies.

(1) La première condition était que la quantité d’Argent en circulation ne doit jamais dépasser la quantité exigée par l'état du processus de production et d'échange. Personne ne sait ce que sera l'état de ce processus cette année, l'année prochaine, ou dans le futur lointain.

Cette condition est remplie par le fait que l'Argent n'est émis qu'aux consommateurs de marchandises qui ont été jugés fiables et capables de rembourser l'Argent comme ils le promettent. Peu importe la quantité d'Argent dont ils ont besoin, l'offre est inépuisable. La quantité disponible pour la circulation ne peut jamais dépasser les besoins car l'Argent n'est pas émis tant qu'une marchandise n'a pas été produite et qu'un acheteur de confiance n'a pas été trouvé pour celle-ci.

(2) La deuxième condition était celle dont je viens de parler, à savoir que la quantité d’Argent en circulation ne doit jamais être inférieure à celle qui répondra aux exigences du

processus d'échange des marchandises. Personne ne sait jamais quelles seront ces exigences à l'avenir.

Cette condition est remplie par le fait que de l'Argent, à hauteur de la valeur de la marchandise, est émis dès que le producteur a trouvé un acheteur de confiance. Tant qu'il ne l'a pas fait, sa production ne fait pas partie du processus d'échange des marchandises. Elle n'est même pas une marchandise, car aucun objet n'est une marchandise tant qu'un autre homme, ou un autre groupe d'hommes, n'a pas consenti à donner quelque chose en échange. Dès que l'objet entre dans le processus d'échange des marchandises, l'Argent nécessaire est émis, à condition que les acheteurs soient jugés capables de le rembourser aux conditions convenues et qu'on puisse se fier à leur parole.

Peu importe le nombre de marchandises produites et achetées, la quantité d'Argent n'est jamais inférieure à ce que le processus d'échange exige.

(3) La troisième condition est qu'aucune quantité de pouvoir d'achat (Argent) ne doit être autorisée à exister après que les marchandises, dont elle reflète la valeur d'échange, ont disparu. La quantité de pouvoir d'achat doit également être réduite à mesure que la valeur d'échange de la marchandise diminue.

Cette condition est remplie par le fait qu'après l'émission de l'Argent, son montant est réduit chaque année de la

baisse estimée de la valeur d'échange de la marchandise. Si la marchandise est supposée durer vingt ans, l’Argent émis pour faciliter son échange est automatiquement réduit de moitié après dix ans, de trois-quarts après quinze ans, et disparaît après vingt ans. En ce qui concerne cette transaction, il ne reste plus de pouvoir d'achat.

J'attire l'attention sur le fait que je n'ai pas essayé de créer directement un tel système financier. J'ai simplement essayé de trouver la meilleure façon d'échanger des marchandises, le terme « meilleure » étant interprété uniquement du point de vue d'une société qui souhaite déployer la plus grande quantité d'énergie possible. Le caractère du système financier est né de cette discussion. Son adéquation avec les conditions « idéales » que je viens de résumer est une question à laquelle je me référerai à nouveau.

Nous pouvons maintenant répondre aux questions contenues dans la section « L'émission de l’Argent » (chapitre VII). Ces questions étaient les suivantes : « Quand et par quelle autorité un producteur recevra-t-il le pouvoir d'achat auquel ses productions lui donnent droit ? ». La réponse est que le directeur de la banque aura le pouvoir de le lui donner dès qu'il aura trouvé un client de confiance pour sa marchandise, « de confiance » désignant à la fois la capacité et la volonté de payer à l'avenir le montant dû pour la marchandise.

CHAPITRE IV : LES QUATRE FOLIES

LES QUATRE FOLIES

La FOLIE NUMÉRO UN est l'idée qu'aucun consommateur ne puisse acheter une marchandise avant d'avoir obtenu, à partir d’un stock existant, l'Argent qui exprime la valeur d'échange de cette marchandise.

La FOLIE NUMÉRO DEUX consiste à pétrifier l’Argent et à lui accorder une existence permanente.

La FOLIE NUMÉRO TROIS consiste à émettre de l’Argent sans produire de marchandises.

La FOLIE NUMÉRO QUATRE est l'idée que la terre soit une marchandise.

FOLIE NUMÉRO UN

Il est évident que, du point de vue d'une société énergique, la quatrième méthode d'échange, que les Hopousiens utiliseront, est la seule méthode raisonnable à adopter. La troisième méthode, que nous utilisons actuellement, est insensée, car elle entrave le déploiement de l'énergie humaine d'une manière extrêmement déconcertante. Pour énoncer en termes généraux la différence entre le système Hopousien et le nôtre, il nous faut chercher où réside l'absurdité.

La manière dont la troisième méthode d'échange entrave le déploiement de l'énergie est facilement compréhensible. Lorsque le système économique d'une société est basé sur cette méthode, les consommateurs, pour obtenir la possession des choses qu'ils veulent, doivent produire de l'Argent. S'ils ne le possèdent pas eux-mêmes, ils doivent l'emprunter, ce qui signifie qu'ils doivent le louer, et dans une telle société, tous les producteurs doivent finalement devenir les serviteurs rémunérés des personnes qui louent l'Argent. Ces personnes, pour protéger leurs intérêts communs, se regroupent en cartels puissants et finissent par dominer la société. Elles n'atteignent cette position dominante que parce qu'elles possèdent ou contrôlent l'Argent, et dans une société qu'elles dominent, l'énergie

humaine ne peut être déployée que d'une manière qui leur convient, c'est-à-dire celle de l'Argent.

Pour déterminer où se situe l’absurdité de la troisième méthode, il ne suffit pas de dire que, puisque l'Argent n'est qu'un instrument utile inventé par les hommes pour leur propre commodité, ils sont tout simplement stupides s'ils se mettent dans une position telle que la conduite de leur vie en soit gênée. Ceci, bien que vrai, n'est pas utile. Ce que nous devons découvrir, c'est comment la troisième méthode d'échange crée les institutions qui donnent à l'Argent son pouvoir et permettent finalement à ses possesseurs d'exercer un contrôle presque complet sur la vie de leurs semblables.

Peut-être la question serait-elle plus claire si nous nous rappelions que toute institution humaine n'est que l'incarnation d'une idée, consciente ou inconsciente. Nous pouvons donc dire que l’absurdité de la troisième méthode d'échange consiste en une idée qui, mise en œuvre, produit entre autres résultats celui que j'ai décrit.

Cette idée est vite retrouvée. L’Argent est un instrument au moyen duquel les hommes établissent, mesurent et comparent la valeur d'échange de leurs marchandises. Il indique et mesure également la quantité de pouvoir d'achat que le producteur de n'importe quelle marchandise a le droit de posséder ; mais cette fonction, et toute autre fonction que l’Argent remplit, est dérivée de la fonction

principale. L'échange des marchandises consiste à donner X marchandise A en échange de Y marchandise B. Si l'on utilise de la monnaie et de l'Argent, la nature de la transaction ne change pas ; elle se déroule simplement en deux étapes au lieu d'une seule. En échange d'une marchandise qu'il a produite, un homme ne reçoit pas une autre marchandise, mais une réserve de pouvoir d'achat, qu'il échange ensuite contre la marchandise qu'il désire posséder. Le support qui véhicule ce pouvoir d'achat varie en fonction de la nature de la monnaie que la société a choisi d'utiliser. S'il s'agit d'une monnaie métallique, il reçoit un versement de pièces métalliques ; s'il s'agit d'une monnaie-jeton, une certaine quantité de jetons ; s'il s'agit d'une monnaie-chèque, un chèque. Dans chaque cas, il prend l'objet qu'il reçoit, non pas pour lui-même, mais pour le pouvoir d'achat qu'il lui procure. Lorsqu'on utilise une monnaie-chèque, le montant du pouvoir d'achat est mesuré par des chiffres inscrits sur les chèques. Ces chiffres remplissent la fonction de l'Argent.

La quantité de pouvoir d'achat que reçoit un producteur dépend de la valeur d'échange de ce qu'il a produit. Dès qu'il a trouvé un client pour ses marchandises, il a le droit de recevoir la quantité de pouvoir d'achat correspondant à la valeur d'échange des marchandises, ni plus ni moins. De son côté, le consommateur, pour obtenir la possession de la

marchandise, doit transférer au producteur cette quantité de pouvoir d'achat ; ni plus, ni moins.

Or, lorsqu'une société fonde son système économique sur la troisième méthode d'échange des marchandises, chaque consommateur doit lui-même fournir ce pouvoir d'achat. S'il ne le possède pas lui-même, il doit le louer à un tiers. L'acheteur peut être une personne individuelle ou un groupe de personnes ; un groupe peut être composé d'un nombre quelconque de personnes ; la transaction peut être grande ou petite ; mais ni l'identité de l'acheteur, ni la taille ou la nature de la transaction ne font de différence. Pour qu'une transaction ait lieu dans un tel système, le consommateur potentiel doit d'abord obtenir la possession du pouvoir d'achat nécessaire.

C'est sur cette idée qu'est fondé notre propre système économique. Nous affirmons qu'aucun homme ne peut avoir une maison, aucune ville un pont, aucun savant un laboratoire, aucun tisserand un métier à tisser, etc., tant que chacun ne possède pas, ou n'a pas pu louer, le pouvoir d'achat à donner en échange de la marchandise. Nous pouvons jongler comme nous voulons avec nos lettres de change, nos « documents », nos dépôts bancaires, et ce que les banquiers de dépôt appellent « les liquidités de la banque d'Angleterre ». Ces bricolages ne changent rien au principe sur lequel repose la transaction. Avec notre façon de faire,

les marchandises ne peuvent être acquises qu'en échange d'une offre de pouvoir d'achat qui existe déjà.

L'idée qui distingue la troisième méthode d'échange est qu'aucun consommateur n'est en mesure d'acheter une marchandise avant d'avoir obtenu, à partir d'une réserve existante, l'Argent qui exprime la valeur d'échange de cette marchandise.

C'est cette absurdité que nous recherchions. À cette idée, lorsqu'elle est inscrite dans les institutions économiques, je donne le nom de « Folie Numéro Un » ; « Folie » parce que du point de vue d'une société qui veut déployer une grande énergie, cette idée est manifestement insensée ; « Numéro Un » parce que ce n'est pas la seule Folie que nous commettons.

Avec la quatrième méthode d'échange des marchandises, le consommateur n'est pas obligé d'avancer l'Argent immédiatement ; la société organisée le lui délivre dès qu'il a convaincu l'autorité compétente qu'il pouvait et voulait le fournir à l'avenir. Le consommateur peut être une personne individuelle ou un groupe de personnes ; un groupe peut être composé d'un nombre quelconque de personnes, unies par un lien quelconque ; ces personnes peuvent effectuer un nombre quelconque de transactions de n'importe quelle nature ou ampleur. Ces éléments n'affectent pas la nature du contrat. Si cette méthode est adoptée, le déploiement de

l'énergie humaine ne dépend pas du plaisir ou du profit de ceux qui ont l'Argent ou de ceux qui le contrôlent. Le système économique s'adapte automatiquement à tout état dans lequel se trouve le processus de production et d'échange ; tous les producteurs restent leurs propres maîtres.

Cela ne veut pas dire que si l'on adopte la quatrième méthode d'échange, la vie humaine deviendra toute lumineuse. En modifiant la façon dont les hommes échangent leurs marchandises, vous changez beaucoup de choses, mais vous ne changez pas la nature inhérente de l'existence humaine. La vie des Hopousiens ne consistera pas en un « bonheur » sans histoire, mais en la joie et l'angoisse qui sont inséparables de l'effort humain. L'échec et le succès, la souffrance et l'euphorie, la déception et l'exaltation, seront leurs ; car c'est seulement ainsi que la vie peut être réellement et pleinement vécue. Faisons le point. La première grande différence entre le système économique Hopousien et le nôtre est que les Hopousiens, utilisant une monnaie-chèque, concevront leurs institutions en conséquence. Nous utilisons aussi une monnaie-chèque, mais nos institutions sont celles qui se sont développées à l'époque où nous utilisions une monnaie-métal. La deuxième grande différence entre le système économique Hopousien et le nôtre est que, alors que nous commettons la Folie Numéro Un, les Hopousiens ne le feront pas. Ils

s'épargneront donc ses résultats. Je vais maintenant les examiner. Une connaissance de ces résultats est vitale pour la connaissance de notre propre système économique, et augmentera également notre connaissance du système Hopousien, car nous obtiendrons des informations négatives qui seront extrêmement précieuses.

Cet examen aura également un autre avantage. Lorsque les réformateurs protestent vigoureusement contre les conditions économiques qui prévalent actuellement dans notre pays, ils semblent souvent attribuer la responsabilité économique à une cause qui ne pourrait pas produire le résultat qu'ils déplorent. Ils semblent également préconiser le remplacement des institutions existantes par des institutions qui ne pourraient pas produire les résultats qu'ils disent vouloir atteindre. C'est peut-être leur stress émotionnel qui les empêche de penser à des choses relativement ennuyeuses comme les méthodes d'échange des marchandises (ils n'y ont certainement jamais prêté attention) ; et, si nous examinons les résultats que notre propre méthode d'échange des marchandises a obtenus, nous serons en mesure de corriger (bien que seulement implicitement, car ce n'est pas notre objectif principal) certaines de leurs erreurs les plus courantes.

Cette critique s'applique aux réformateurs de toute société blanche ; aussi l'examen que nous allons faire a-t-il une application presque universelle. La méthode d'échange des

marchandises utilisée en Grande-Bretagne est commune à tous les hommes blancs, où qu'ils vivent ; aussi toutes les sociétés blanches font-elles l'expérience des résultats que cette méthode produit. Dans certains cas, ces résultats ne se sont pas encore manifestés avec autant d'intensité qu'en Grande-Bretagne ; dans d'autres cas, ils ne se manifestent pas à une telle vitesse ; dans d'autres cas encore, leur effet a été atténué par d'autres forces, de sorte que leur influence n'a pas été ressentie aussi vivement. Mais une telle variété au sein du modèle n'affecte pas la nature générale des résultats, et c'est uniquement leur nature générale qui m'intéresse.

Le Sens Du Mot « Capitaliste »

Le premier résultat de la Folie Numéro Un est de produire l'état appelé « capitalistique ». Il est également appelé « capitaliste », mais cet adjectif est aussi utilisé comme un nom, pour désigner une personne aux habitudes capitalistiques ; ainsi, pour éviter toute confusion, j'utiliserai le mot le plus long dans tous les contextes adjectivaux. Ce n'est cependant pas un mot simple à comprendre. En effet, il a été tellement galvaudé ces dernières années qu'il semble parfois ne plus avoir de sens. Nous devons donc le définir avec soin ; et, de peur que l'on ne me soupçonne de faire passer mon message en jouant avec les définitions (car aujourd'hui la morale commerciale

semble s'étendre au monde de la pensée et des lettres), je me propose de me rattacher étroitement à des auteurs classiques comme Gide, Cunningham et Ashley.

Gide affirme : « Dans les communautés primitives de chasseurs, de pêcheurs ou de bergers, c'est la nature qui fournissait presque tout ; puis, dans l'Antiquité, le travail, agricole d'abord, industriel ensuite, s'est joint à elle ; tandis que dans les sociétés modernes, le capital fit sa lente apparition, et domina les deux autres à tel point que le régime social actuel est constamment qualifié de régime capitaliste ».[32]

Tout anthropologue sait que cette image simpliste du processus culturel est fausse, mais son exactitude importe peu ici. Le fait est que, selon Gide, les sociétés non civilisées n'utilisent pas le capital et ne sont pas capitalistiques. De plus, nos pères n'utilisaient pas le capital et n'étaient pas capitalistiques. Le capital « a fini par apparaître » et, étant apparu, aurait inauguré un régime capitalistique.

Cunningham et Ashley sont d'accord sur ce point. Parlant du XIe siècle, Cunningham dit : « Il y avait sans doute des stocks, mais pas de capital au sens où nous l'entendons

---

[32] C. Gide, Principles of Political Economy, trad. E. F. Row, p. 63.

aujourd'hui. » Selon Ashley, « Il n'y avait pas encore de capital au sens moderne du terme ».[33]

Quelle est cette chose appelée Capital, que les sociétés non civilisées n'ont pas, que nos ancêtres n'avaient pas, mais qui est « enfin apparue » parmi nous et a transformé notre société en une société capitalistique ?

Le mot nous vient des savants médiévaux, et nous aurions pu éviter bien des soucis si les premiers économistes avaient choisi d'utiliser un autre mot à la place, car presque n'importe quel mot aurait mieux servi leur objectif que celui qu'ils ont choisi. Dans la Rome classique, *caput*, dont « capital » est dérivé, n'a jamais été un mot technique et, bien qu'il ait été utilisé pour désigner le montant d'un emprunt, il n'avait pas de signification précise. Il est vrai que Cicéron l'utilise dans ce sens, de même que Tite-Live et Horace ; mais ces derniers peuvent difficilement être considérés comme des autorités sur l'usage exact des mots, et, selon Lewis et Short, Cicéron n'utilise *caput* pour le montant d'un emprunt que dans ses lettres et dans un discours. Même lui était parfois relâché, comme lorsqu'il

---

[33] W. Cunningham, The Growth of English Industry and Commerce, p. 4; W. J. Ashley, An Introduction to English Economic History and Theory, pt. i, p. 42 f.

utilise *faenus* dans le même sens. À proprement parler, *faenus* ne désignait pas le montant mais le produit d'un emprunt, les intérêts de celui-ci ; c'était une forme digne de *usura*. Cicéron, lorsqu'il veut être précis, utilise l'un des nombreux mots que les Romains avaient pour désigner ce que nous appelons « capital » ; ainsi, *debitum*, une simple dette, ou toute forme de dette ; *sors*, à l'origine un lot ou une part, puis un prêt à intérêt ; *versura*, un emprunt à intérêt pour rembourser un prêt précédent, ou la liquidation d'un prêt par un nouveau prêt, etc. *Caput* était décidément un mot vague et ne trouve aucune place dans le droit romain ; l'esprit des juristes était trop méticuleux que pour qu'on puisse l'y employer. Les Scolastiques médiévaux, par contre, n'étaient pas aussi prudents, et à *sors*, plus précis, ils substituaient souvent le *caput*, plus populaire, qui, cependant, désignait beaucoup de choses que *sors* ne désignait pas. Il y a des raisons de croire que la forme adjectivale du mot, *capitalis*, comme dans notre « stock de capital »,[34] a été utilisée en premier ; la forme substantive du mot n'est venue que plus tard. Cela semble être confirmé par le fait que Saint Antoine (1389-1459), qui est l'un des premiers hommes connus à avoir utilisé le mot, l'a utilisé

[34] NDT : « Capital Stock » en anglais, qui est bien une forme adjectivale.

dans un sens adjectival.[35] Ashley n'a pu trouver aucune date antérieure à 1611 pour le substantif.[36] Par la suite, il semble être devenu courant. Les physiocrates l'ont introduit dans la théorie économique au XVIIIe siècle et, depuis lors, les économistes ont consacré beaucoup de temps et d'énergie à essayer de le définir. Ils ont également essayé de découvrir l'origine et la fonction de ce qu'on appelle « capital », et l'une des difficultés auxquelles nous devons faire face est due à la tendance de l'utilisateur du mot à lui donner la définition qui convient à ses théories. Cela complique la question. Les idées qu'il exprime existaient dans l'esprit des hommes bien avant que l'économie politique ne soit pensée, et il est probable que les économistes n'aient rencontré des difficultés avec le mot lui-même que parce qu'en essayant

---

[35] Voir, par exemple, Bede Jarrett, S. Antonio and Medieval Economics, p. 67, n. i. Antonio (« Petit Antoine ») fut nommé archevêque de Florence en 1446. Ses déclarations économiques, publiées dans sa Summa Moralis, étaient plus favorables au « Capital » que celles des Scolastiques. Ses idées sont donc qualifiées de plus « réalistes » par les économistes orthodoxes. C'est en tout cas l'épithète utilisée par R. H. Tawney dans son ouvrage Religion and the Rise of Capitalism, p. 16.

[36] W. J. Ashley, An Introduction to English Economic History and Theory, pt. ii, p. 482, n. 183.

de le définir, ils tentaient de pétrifier quelque chose qui était en constante évolution.

Un homme, Senior de son nom, disait que le capital était produit par l'épargne ; il l'appelait abstinence. Il voyait que le capital était un instrument utilisé dans la production de marchandises ; ainsi, puisque le capital était produit par l'abstinence, il soutenait que l'abstinence était un agent de production. Il est certainement vrai que si, par exemple, un aviculteur ne gardait pas quelques œufs à couver, il ne produirait plus de poulets ; mais, comme le fait remarquer Gide, il est absurde de dire que la non consommation des œufs soit un agent de production des poulets. Faire de l'abstinence une cause efficiente dans la production, c'est transformer une négative en affirmative de la manière la plus inconsidérée. En même temps, l'épargne, bien qu'elle ne soit pas un facteur de production, est clairement un moyen de former du capital ; et c'est apparemment ce que Senior essayait de dire. Selon lui, pour devenir capitaliste, il faut commencer par épargner.[37]

---

[37] Nassau W. Senior (1790-1864) a été le premier professeur d'économie politique en Angleterre. Il a été élu à la chaire d'Oxford, la première chaire anglaise de ce type, en 1825. Pour sa théorie de l' « abstinence », voir E. Cannan, A History of the Theories of Production and Distribution, p. 41 ; C. Gide et C. Rist, A History of Economic Doctrines, trad. R. Richards,

Cette idée était courante au XIXe siècle et, vivant dans une société capitalistique, nous sommes enclins à parler de l'Argent que nous avons épargné comme de notre « capital ». Cette habitude est encouragée par le fait que le montant de tout capital est généralement exprimé en termes d'Argent. Mais l'Argent n'est pas un capital et le capital n'est pas de l'Argent. Un homme qui vit dans une société non capitalistique peut avoir n'importe quelle somme d'Argent et pourtant ne pas avoir de capital. Inversement, un homme vivant dans une société capitalistique peut avoir n'importe quel montant de capital et pourtant ne pas avoir d'Argent. L'Argent, nous l'avons vu, est un instrument que les hommes utilisent pour exprimer, mesurer et comparer la valeur d'échange de leurs possessions ; par dérivation, il exprime et mesure également le pouvoir d'achat. En soi, il n'est rien de plus que cela, et il ne peut être appelé « capital » que dans certaines circonstances. Au sens strict, c'est un capital potentiel, mais il ne devient capital que lorsque quelqu'un s'en empare et s'en sert, soit en l'échangeant, soit en l'utilisant pour aider à produire d'autres marchandises. Lorsque nous disons que l'Argent que nous avons

---

pp. 349-51 ; C. Gide, Principles of Political Economy, trad. E. F. Row, p. 111-14.

économisé est notre capital, nous voulons dire qu'il est disponible pour une telle utilisation. Lorsque l'Argent est utilisé de cette manière, il est toujours échangé contre quelque chose d'autre ; cette autre chose est également appelée capital. La valeur de cette autre chose est généralement exprimée en termes d'Argent, mais nous ne devons pas confondre cette autre chose qui est un capital avec l'Argent qui exprime sa valeur. Ce qu'il nous faut découvrir, c'est la différence entre le capital et le capital tel que nous l'utilisons aujourd'hui, car c'est ce dernier, et non le capital lui-même, qui « apparut enfin » et inaugura un régime capitalistique.

La différence devient évidente si l'on considère la signification attachée au capital par les économistes orthodoxes. Ils l'utilisent de différentes manières parce qu'il englobe beaucoup de choses différentes. La définition de Marshall n'est pas très satisfaisante. « Par capital, dit-il, on entend toutes les provisions accumulées en vue de la production de biens matériels et de la réalisation des avantages qui sont généralement considérés comme faisant partie du revenu. » [38] La deuxième partie de cette phrase lui ôte tout sens. D'abord, « communément admis » implique

[38] Marshall, Principles of Economics, p. 138.

un jugement populaire et est donc peu rigoureux ; ensuite, nul ne peut définir le « revenu » sans utiliser le mot « capital ». Gide, en effet, à la question : « Qu'est-ce qu'un revenu ? », ne peut répondre autrement que par « tout ce qui n'est pas du capital ». La définition de Marshall se résume donc à ceci : « Le capital est l'ensemble des provisions accumulées en vue d'atteindre des choses non capitales. » Mais « provision stockée » est une expression qui mérite d'être retenue, car elle exprime la même idée que ces définitions du « capital » :

A. R. J. Turgot : « valeurs accumulées ».

K. Marx : « travail mort ».

James Mill : « le produit accumulé ou thésaurisé de l'industrie précédente ».

F. W. Taussig : « l'appareil concret de production » ; « le travail antérieur ».

N. W. Senior : « un article de richesse, le résultat de l'effort humain, employé dans la production ou la distribution de la richesse ».

J. S. Mill : « un stock accumulé du produit du travail ».

T. R. Malthus : « richesse accumulée ».

D. Ricardo : « la partie de la richesse d'un pays qui est employée à la production et qui consiste en nourriture, vêtements, outils, matières premières, machines, etc. nécessaires pour donner effet au travail. »

C. Gide : « aucune richesse ne peut être produite, dans un état économique normal, sans la présence d'une partie de la richesse préexistante. Comme il faut donner un nom à cette richesse préexistante, nous l'appelons Capital ».[39]

Aujourd'hui, de telles phrases apparaissent comme des truismes ; mais ce qu'elles expriment est important. Le capital est constitué de richesses préexistantes. Lorsque nous disons qu'un homme doit avoir du capital avant de pouvoir produire une certaine quantité de marchandises, nous voulons dire qu'avant de pouvoir commencer à les produire, il doit avoir une certaine quantité d'autres marchandises. Ceci est également vrai pour le capital utilisé dans le commerce. Un commerçant peut appeler son Argent son capital, mais il lui est inutile à moins qu'il n'achète des

---

[39] Pour ces définitions, voir E. Cannan, A History of the Theories of Production and Distribution, pp. 89-106 ; W. J. Ashley, An Introduction to English Economic History and Theory, pt. II, pp. 429-33 ; C. Gide, Principles of Political Economy, trad. E. F, Row, p. 98.

marchandises, et ces marchandises doivent exister avant que ses opérations commerciales puissent commencer.

Mais le capital, dans ce sens du mot, a existé à travers les âges. Certes, les premières marchandises que les hommes ont produites ont dû l'être sans l'aide d'autres marchandises ; mais tous les hommes, civilisés ou non, dont nous avons une connaissance directe, utilisent des richesses préexistantes pour produire d'autres richesses. Chez les peuples non civilisés, les pêcheurs ont leurs canots, leurs filets et leurs hameçons ; les chasseurs, leurs lances ; les agriculteurs, leurs charrues. À l'époque médiévale, nos ancêtres avaient leurs métiers à tisser, leurs herses, leurs scies, leurs ciseaux et leurs mortiers. Selon la définition que les économistes donnent du « capital », ces choses étaient du « capital » ; elles constituaient un produit accumulé de l'industrie passée. Pourtant, on nous dit qu'à cette époque, le capital tel que nous l'utilisons aujourd'hui n'existait pas ; et puisque c'est le capital au sens moderne qui a inauguré le régime capitalistique sous lequel nous vivons, l'utilisation de ce capital ne peut constituer l'utilisation du capital au sens moderne.

L'explication de cette apparente contradiction réside en ceci que dans leur tentative de définir un mot populaire, les économistes ont fait une définition « irréaliste ». Vivant dans une société devenue capitalistique, ils ont essayé d'en analyser les éléments sans penser à autre chose. S'ils avaient

élargi le champ de leurs investigations, ils auraient vu que la définition qu'ils ont donnée, sans être inexacte, était sans valeur ; car, alors qu'ils cherchaient à définir ce qui se passait dans leur propre société, ils ont simplement réussi à définir ce qui se passe dans toutes les sociétés. Le caractère particulier du système qu'ils examinaient n'est pas apparu. Ashley fait peu de cas de leur travail. Parlant du XIe siècle, il dit : « il n'y avait pas encore de capital au sens moderne du terme. Bien sûr, il y avait du capital dans le sens où ce mot est utilisé par les économistes orthodoxes, à savoir « de la richesse allouée à l'emploi reproductif » ; car les villageois avaient des charrues, des herses, des bœufs, des chevaux. Mais c'est l'une des définitions économiques les plus irréalistes. » Il cite ensuite Cunningham avec approbation : « Par capital, nous entendons généralement plus que cela ; nous entendons une réserve de richesse qui peut être dirigée vers des voies nouvelles et plus rentables lorsque l'occasion se présente ».[40]

Nous voyons maintenant quelles circonstances les économistes ont négligé lorsqu'ils ont entrepris de définir le « capital » ; ces circonstances sont celles qui créent la

---

[40] W. J. Ashley, An Introduction to English Economic History and Theory, pt. I, pp. 42-3.

différence entre le capital tel qu'il était utilisé à l'époque médiévale et tel qu'il est utilisé aujourd'hui. Il est vrai que, à proprement parler, la lance d'un sauvage est son capital ; mais il est faux de dire que, s'il ne s'en servait pas, un camarade de clan le paierait pour l'utiliser. L'autre camarade a sa propre lance. Il est vrai que le métier à tisser du tisserand médiéval était son capital ; mais ce tisserand n'aurait pas pu vivre sans rien faire grâce à de l'Argent que lui aurait versé un autre tisserand pour l'utilisation du métier. Cet autre tisserand avait son propre métier à tisser. Le capital peut consister en une richesse accumulée antérieurement, mais, dans le sens moderne du terme « capital », l'essentiel à propos de cette richesse n'est pas qu'elle ait été accumulée mais qu'elle produise un revenu. Pour que le « capital », tel que nous le connaissons aujourd'hui, existe, il faut des conditions dans lesquelles la possession ou le contrôle de la richesse permettent à un homme de jouir d'un revenu sans travailler. L'essence d'une société « capitalistique » est que ses membres ont la possibilité d'investir.[41] Dans les sociétés non civilisées, ces opportunités n'existent pas ; ces sociétés ne sont donc pas capitalistiques. Les opportunités

---

[41] Cp. W. J. Ashley, An Introduction to English Economic History and Theory, pt. ii, pp. 433-4.

n'existaient pas non plus au XIe siècle ; par conséquent, comme le soulignent Cunningham et Ashley, le capital au sens moderne n'existait pas et la société n'était pas capitalistique.[42] Il est peut-être académiquement correct de définir le capital comme une richesse préexistante, mais l'utilisation d'une richesse préexistante n'instaure pas un régime capitalistique. Au sens académique, les hommes non civilisés utilisent du « capital », mais cela ne rend pas leurs sociétés « capitalistiques ». Les artisans médiévaux utilisaient du « capital », mais la société médiévale n'était pas capitalistique. Lorsque Gide dit que « le capital a fini par apparaître » et a inauguré un régime capitalistique, il veut dire que les possibilités d'investissement ont été introduites plus tardivement.

La manière dont la Folie Numéro Un engendre un système capitalistique se révèle si nous utilisons le mot « capital » comme signifiant « Argent disponible pour l'investissement ».

Dans notre société capitalistique, pour obtenir la richesse préexistante appelée « capital », un homme doit posséder ou

---

[42] Voir également op. cit. pt. i, p. 155 : « Du onzième au quatorzième siècle, il n'y avait qu'un champ très restreint pour l'investissement des capitaux. »

réunir l'Argent-capital. À l'époque médiévale, si un artisan voulait des marchandises et n'avait pas d'Argent, il recevait ce qu'il voulait à crédit. Et il n'avait pas besoin d'avoir un bâtiment spécial pour travailler ; il louait simplement une maison et y travaillait. Ses besoins étaient modestes : un peu de matière première, quelques outils et des clients fidèles. Mais après que cette économie domestique a été remplacée par une économie industrielle, les choses ont changé, et l'entrepreneur moderne, pour obtenir son stock de marchandises et ses bâtiments, a dû emprunter de l'Argent - du capital - à d'autres personnes. C'est lorsque les commerçants et les producteurs ont commencé à emprunter du capital-Argent pour leurs entreprises que les possibilités d'investissement ont été créées, et c'est alors que le capital, tel que nous utilisons aujourd'hui ce terme, est « enfin apparu » et a instauré le régime capitalistique. S'il n'avait jamais été nécessaire pour un commerçant ou un producteur d'emprunter de l'Argent pour ses affaires, aucun régime capitalistique n'aurait pu émerger.

Aujourd'hui, les commerçants et les producteurs ne sont obligés d'emprunter de l'Argent que parce qu'ils doivent payer la richesse existante avec l'Argent existant ; c'est la Folie Numéro Un. Si la Folie Numéro Un n'avait jamais été commise, aucun capital au sens moderne du terme n'aurait « fini par apparaître » ; aucun régime capitalistique n'aurait été instauré.

Capitalisme Et Socialisme

Dans chaque société blanche, il existe aujourd'hui un grand nombre de personnes dont la rébellion contre les conditions contemporaines est intense. Quand ils parlent de choses économiques, ils se réfèrent constamment au « capitalisme » et au « socialisme », comme si l'un était l'antithèse économique de l'autre. Tout mot se terminant par *-isme* n'est qu'une conception rationaliste ; chaque rationaliste lui donne une définition qui convient à son tempérament et à son expérience. Tels qu'ils sont utilisés par les réformateurs, le « capitalisme » et le « socialisme » sont des concepts informes qui ne sont jamais exactement définis, et il y a fort à craindre que le poids de la propagande politique ne persuade bientôt même les hommes et les femmes raisonnables que le socialisme est l'antithèse économique du « capitalisme » ; alors qu'économiquement, il n'y a aucune différence entre les deux.

Lorsque les socialistes haranguent la multitude non informée, ils déclarent souvent que tout irait bien si nous avions le socialisme au lieu du capitalisme ; mais la vérité est que les défauts fondamentaux pour lesquels les socialistes condamnent le capitalisme sont également inhérents à toute forme de socialisme. C'est ainsi que l'on nous dit parfois que nous ne pourrons pas nous « rétablir » tant que nos banques de dépôt ne seront pas la propriété de la communauté. Un tel cri fait appel au prolétariat, mais en

disant de telles choses, les socialistes avouent leur ignorance des banques de dépôt qui sont une relique de notre époque métallurgique. Loin de la préserver en la nationalisant, l'homme blanc, s'il veut se « rétablir », doit abolir cette pratique comme étant primitive et inutile. Le système est inadapté aux hommes énergiques ; et vous ne pouvez pas changer le système simplement en changeant l'identité des personnes qui le contrôlent.

D'autres socialistes disent que si nos mines et nos chemins de fer (par exemple) étaient nationalisés, tout irait bien pour eux. Mais, encore une fois, on ne change pas la nature d'un système économique en changeant l'identité des personnes qui possèdent quelques moyens de production. Même si les socialistes avaient le contrôle de ces choses, et d'autres, ils continueraient à parler, comme ils l'ont toujours fait, en termes de capital et d'investissement. Certains d'entre eux écrivent même des livres indiquant aux gens comment investir leur Argent. Tous pensent que l'Argent-capital doit être obtenu à partir d'une somme existante avant qu'un consommateur puisse recevoir un approvisionnement en marchandises. La différence entre les socialistes et les capitalistes n'est pas économique mais politique. Ils ont des idées différentes sur qui devrait contrôler le capital-Argent, mais les deux partis supposent que la Folie Numéro Un doit être commise, et dans ces circonstances, le système économique qui émergera, peu importe qui le contrôle, sera

forcément capitalistique ; car un système capitalistique est le résultat direct de cette Folie. D'un point de vue économique, il importe peu que le « capital » soit contrôlé par quelques personnes, par une multitude de personnes ou par une entité hypothétique appelée l'État ; le système est fondamentalement le même.

En essayant de comprendre ce que l'on appelle vaguement le socialisme, il faut toujours s'en souvenir. Cela explique en partie, je pense, pourquoi une telle variété de personnes peut s'unir sous la bannière socialiste. Il y a des socialistes dont les idées ne sont qu'une version allégée des idées libérales qui étaient courantes au siècle dernier. Les hommes qui contrôlent le capital investi dans les entreprises coopératives se disent également socialistes ; il en est de même des hommes qui dirigent les salariés dans leur lutte contre les entrepreneurs. Certains socialistes détestent la bourgeoisie ; les socialistes français, par contre, sont eux-mêmes bourgeois et ne peuvent être autre chose. Les nationaux-socialistes d'Allemagne sont généralement traités de fascistes par les socialistes britanniques, qui sont eux-mêmes divisés en socialistes doctrinaires, socialistes syndicalistes, socialistes coopératifs et socialistes marxiens. Ils ne sont pas d'accord sur grand-chose. De plus, beaucoup d'entre eux n'aimaient pas du tout, lorsqu'ils en ont entendu parler pour la première fois, le type particulier de

socialisme favorisé par les hommes qui ont pris le contrôle de la société russe en 1917.

Le prétendu socialisme des russes est aussi capitaliste que le prétendu capitalisme de la Grande-Bretagne ou de l'Amérique. La différence entre la société russe et la société britannique ou américaine n'est pas économique mais politique. Les russes sont d'accord avec toutes les autres sociétés blanches pour penser qu'aucun groupe d'hommes ne peut obtenir la possession d'une marchandise sans avoir produit, à partir d'une réserve existante, l'Argent qui exprime la valeur d'échange de cette marchandise. Dans le système économique russe, il est possible d'investir. Il est vrai que le produit des investissements est lourdement taxé, mais cela ne change rien au fait que l'investissement, qui est l'essence du capitalisme, peut avoir lieu. Il existe également de lourds droits de succession en Russie ; les russes espèrent que ces droits enlèveront beaucoup de pouvoir à la classe des rentiers qui doit émerger dans toute société qui donne à ses membres des possibilités d'investissement. Cet espoir peut être temporairement justifié, mais ce bricolage économique ne change pas le caractère du système économique, qui est clairement capitalistique.

À Hopousia, comme dans toute autre société, la richesse préexistante sera utilisée pour produire d'autres biens ; mais le système économique Hopousien ne sera pas capitalistique, car il n'y aura pas d'opportunités d'investissement. Ces

opportunités n'existeront pas parce qu'aucun homme ou groupe d'hommes ne sera obligé d'avoir ou d'obtenir une réserve d'Argent existante avant de pouvoir prendre possession d'un stock de marchandises. Avant que notre société ne devienne capitalistique, la richesse préexistante que l'on appelle aujourd'hui « capital » s'appelait « stock-en-cours ». Le nom a été changé parce que l'état économique de notre société a changé.

Ce que l'on appelle grossièrement « chômage » (et trop de phénomènes divers s'agglutinent dans l'ombre de ce mot pour qu'il soit possible d'en discuter pleinement ici) se produit lorsque, par la Folie Numéro Un, les personnes qui contrôlent l'Argent se sont assurées la domination complète de la société. Mais la Folie ne peut atteindre ses pleins résultats si chaque personne conserve quelques terres à cultiver ; le « chômage » ne peut apparaître que si les groupes qui contrôlent l'Argent ont privé les hommes de leurs terres. C'est ainsi que les hommes romains sont devenus « chômeurs » au premier siècle avant J.-C. Mais même si les hommes gardent leurs terres, le symptôme appelé « chômage » apparaîtra toujours si la société s'industrialise et que l'Argent est contrôlé. Aucune de ces deux situations n'existe encore en Russie, mais la seconde ne tardera pas à se produire si l'on continue à commettre la Folie Numéro Un et si l'industrialisation progresse rapidement. Dire qu'il n'y a pas de chômage en Russie

aujourd'hui, c'est comme dire qu'il n'y avait pas de chômage en Angleterre au treizième siècle. Les facteurs qui produisent le chômage n’avaient pas encore d’effet.

La Distorsion Du Processus Culturel

Notre méthode d'échange des marchandises est commune à toutes les sociétés blanches et affecte ce que nous appelons les « affaires internationales » d'une manière jusqu'ici insoupçonnée. Le sujet sort de mon champ d’étude actuel, car j'ai entrepris de discuter d'une société comme s'il s'agissait d'une unité fermée. Il y a cependant un élément important sur lequel je dois attirer l'attention.

En ce qui concerne la construction des villes, notre méthode d'échange des marchandises signifie qu'une ville ne peut être construite tant que les habitants ne possèdent pas, ou n'ont pas obtenu, l'Argent nécessaire pour la payer. Cela signifie également que les personnes qui ont de l'Argent sont toujours à la recherche de quelque chose dans quoi l'investir. C'est ainsi que de nombreuses villes sont construites sur les terres de personnes qui, si on ne leur avait pas prêté de l'Argent, n'auraient jamais possédé de grandes villes.

Or, la construction de villes est une activité à laquelle se livrent les sociétés énergiques à certaines étapes de leur évolution culturelle. L'apparition de cette activité est si

régulière que nous pouvons parfois vérifier la position d'une société dans l'échelle culturelle en nous demandant si, à une certaine période, elle possédait ou non de grandes villes. Spengler a écrit quelques paragraphes significatifs sur ce point. La méthode d'échange des marchandises de l'homme blanc introduit ainsi dans l'étude du processus culturel une complication qui nous trompera si nous n'y prenons garde ; car elle permet à une société moins énergique d'avoir des villes qui ne sont pas le produit de sa propre énergie.

On en trouve de nombreux exemples dans le monde d'aujourd'hui. La plupart des États balkaniques ont quelques grandes villes, mais ces villes ne peuvent être citées comme preuve de l'énergie déployée par les peuples balkaniques. Ces villes ont été construites avec de l'Argent emprunté et ne sont pas vraiment des villes balkaniques ; ce sont des villes construites par d'autres sociétés, sur des terres balkaniques. En voyant les villes balkaniques, un observateur occasionnel pourrait conclure que les peuples balkaniques sont dans l'état d'énergie qui pousse les hommes à construire des villes ; mais en réalité, les peuples balkaniques ne sont pas dans cet état. Leurs villes ne sont pas le produit de leur propre énergie mais de celle d'autres personnes.

Il en va de même pour les villes australiennes. Mentalement, les Australiens ne sont pas un peuple énergique. Au lieu de développer les grandes ressources potentielles de leur pays,

ils se serrent les uns contre les autres dans un petit coin de celui-ci. Ils ont de grandes villes là-bas, mais ces villes n'ont pas été construites par les Australiens, qui ont emprunté tellement d'Argent qu'ils ont du mal à payer les intérêts. En évaluant la position des Australiens dans l'échelle culturelle, nous devons tenir compte de l'effet que les emprunts ont eu sur leur comportement.

On peut facilement évaluer l'énergie des Australiens en leur demandant dans quelle mesure ils ont mis en valeur leurs terres ; la réponse ne peut guère être considérée comme satisfaisante par ceux qui admirent l'énergie humaine. Il serait facile d'endiguer les fleuves Darling et Murray et d'irriguer de vastes étendues de terre qui sont actuellement désertes et improductives ; seul le manque d'énergie, encouragé par notre méthode d'échange des marchandises, empêche la réalisation de ce travail. La situation est telle qu'au lieu de faire de leur désert un lieu où les êtres humains pourraient s'installer et vivre en liberté et sécurité, les Australiens commencent à produire, dans un coin de leur continent, un prolétariat mécontent, entassé, qui crie pour avoir du pain et du divertissement, et se comporte d'une manière que tout étudiant du processus culturel est obligé de classer comme léthargique. Ce qui est intéressant, c'est qu'une grande partie de cette léthargie est le produit de forces extérieures, car elle découle de la désillusion créée par la méthode acceptée d'échange des marchandises, et de

l'effort nécessaire pour payer les intérêts des prêts reçus pour la construction des villes.

Les Canadiens sont un autre peuple qui gémit sous le fardeau de la dette. Le caractère particulier du système bancaire américain, associé à la méthode acceptée d'échange des marchandises, a permis aux banquiers américains de victimiser les Canadiens dans une mesure des plus surprenantes. Éblouis par la possibilité de faire construire des villes et de développer des industries pour eux, les Canadiens ont également emprunté et emprunté jusqu'à ce qu'ils se trouvent eux aussi gravement entravés dans le déploiement de leur énergie. Culturellement, on ne peut pas dire qu'ils soient un peuple énergique, mais il ne fait aucun doute que leur énergie, qui était grande, a été sapée par les forces économiques.

J'espère que ces exemples donneront une idée de l'influence exercée par nos méthodes actuelles d'échange des marchandises, et aussi de la différence entre la vie telle qu'elle serait vécue à Hopousia et telle qu'elle est vécue par l'homme blanc ici et maintenant. Il est clair, cependant, que les Hopousiens ne seraient pas en mesure d'adopter la quatrième méthode d'échange des marchandises s'ils avaient un système bancaire comme le nôtre ; aussi notre prochaine étape consistera-t-elle à examiner les principales différences entre leur système bancaire et le nôtre.

Le Crédit Et Les Banques De Dépôt

La Folie Numéro Un est commise par des hommes qui ont oublié, ou qui n'ont jamais connu, la signification du crédit. Fondamentalement, le crédit n'a rien à voir avec l'Argent ; c'est une affaire psychologique et non économique, qui consiste à croire qu'à l'avenir, un homme ou un groupe d'hommes produira des marchandises de la même valeur que celles qu'il a déjà reçues. La valeur des marchandises est généralement exprimée en Argent ; l'étendue de ce crédit ou de cette confiance est souvent exprimée de la même façon ; mais la manière dont nous exprimons le montant du crédit qu'un homme reçoit ne doit pas dissimuler la raison pour laquelle il reçoit du crédit. Cette confusion est très fréquente de nos jours. Par exemple, chez les banquiers de dépôt, le mot « crédit », au lieu d'exprimer la confiance qu'un homme ou un groupe d'hommes a dans un autre homme ou groupe d'hommes, est utilisé pour désigner une sorte d'hypothèque temporaire. Un banquier dépositaire n'accorde souvent pas de crédit sans recevoir ce qu'il appelle une garantie ; c'est-à-dire qu'avant qu'un producteur de marchandises puisse recevoir un crédit de 1 000 £, il doit fournir au banquier dépositaire la preuve qu'il possède 1 000 £ dans un autre endroit. En d'autres termes, le banquier dépositaire ne prête l'Argent de ses clients qu'à ceux qui ont déjà de l'Argent. Cela n'est pas intelligent et ne pourrait être toléré à Hopousia. En effet, il ne s'agit pas

du tout de crédit, mais, comme je l'ai dit, d'une sorte d'hypothèque temporaire de possessions existantes.

Si l'on veut accorder aux hommes énergiques des infrastructures pour qu'ils puissent déployer leur énergie, la structure économique doit prévoir la fourniture d'Argent à tout producteur qui trouve un client de confiance. Dès que le producteur a livré la marchandise, il a le droit d'être crédité de la valeur totale convenue de cette marchandise ; le client de confiance a le droit d'être crédité de cette marchandise, c'est-à-dire qu'il a le droit de la recevoir, étant entendu qu'il produira à l'avenir des marchandises de valeur égale. Et dès qu'il aura produit cette valeur égale, il pourra se débarrasser de ces marchandises et en recevoir d'autres qui, puisque ses concitoyens sont des hommes énergiques, seront de bonne facture, qualité et conception. À l'heure actuelle, dans toutes les branches de la civilisation blanche, on ne se débarrasse pas des vieilles machines ; on les maintient en activité par souci du profit, et c'est là une des raisons pour lesquelles les fabricants de machines et de navires sont inactifs. Mais ce n'est pas la raison principale. À mon avis, l'effet moteur du profit a été beaucoup exagéré par les journalistes émotifs ; la raison fondamentale réside dans les processus mentaux dont notre structure économique est le reflet, et qui nous ont placés dans une position telle que, dans une large mesure, les producteurs sont à la merci des banques de dépôt. Le système bancaire

de dépôt est un frein à l'ensemble de l'énergie humaine, et si l'homme blanc veut un jour contrôler son destin culturel, le système bancaire de dépôt est la première partie de la structure économique qui devra être changée.

Il est utile de résumer en quelques phrases la manière dont le système empêche la manifestation de l'énergie humaine.

(1) Les banques de dépôt n'accordent pas le crédit qui devrait être accordé à des hommes ou à des groupes d'hommes de confiance,[43] si l'on voulait que les producteurs de marchandises reçoivent leur dû.

(2) La plupart de ce que les banquiers de dépôt appellent crédit n'est pas du tout du crédit, mais une simple hypothèque temporaire de possessions existantes.

(3) Même si le système de banque de dépôt était modifié de manière à accorder le crédit mentionné au point (1), il serait toujours insatisfaisant, car le montant de ses avances serait toujours limité par le montant de ses dépôts.

---

[43] NDT : on dit donc des hommes de confiances qu'ils sont « crédibles » !

En d'autres termes, la valeur totale des marchandises pour lesquelles un crédit peut être accordé serait toujours limitée au lieu d'être illimitée. Cette habitude est une relique des orfèvres qui ne faisaient des avances que jusqu'à un montant proportionnel à leurs dépôts.

(4) Même si les problèmes des points (1) et (3) étaient supprimés, le système de la banque de dépôt serait encore insatisfaisant, car il reste encore dans l'esprit des banquiers de dépôt une autre idée qui est une relique de l'âge révolu des orfèvres : un banquier de dépôt ne fait que des avances temporaires, tandis que dans une société énergique, il faudrait faire crédit aux hommes de confiance pendant le temps qu'ils mettent à payer les marchandises ou pendant le temps que les marchandises durent.

Les arguments contre le système des banques de dépôt semblent s'accumuler, mais je ne l'attaque pas sans motif. Ce que je veux dire, c'est qu’il empêche un déploiement d'énergie humaine ; à mon avis, c'est un système inintelligent. Je ne connais aucun programme politique montrant comment il pourrait être changé. Sur cette question, la seule différence entre les hommes politiques est que certains souhaitent que les banques de dépôt restent aux

mains de sociétés par actions, d'autres veulent les « nationaliser ». Aucune de ces propositions n'est utile, car aucune ne va à la racine du problème. Plus tard, lorsque nous discuterons des effets des Folies, je ferai à nouveau référence aux banques de dépôt.

La Distorsion De La Structure Économique

Nous pouvons maintenant évaluer les effets généraux produits par la Folie Numéro Un. Elle crée un état appelé « capitalistique » et fait de l'usure un facteur fondamental du système économique. Ceci, à son tour, distord la structure de la société en créant des groupes de capitalistes non actifs ; pour les distinguer des entrepreneurs, je les appelle des rentiers.

On dit souvent que l'animal humain est un animal oisif. Les hommes ne travaillent pas, sauf s'ils le doivent. Mais en cela, l'animal humain ne semble pas différer des autres animaux, et si, lorsque nous appelons les hommes « animaux oisifs », nous voulons dire que leur oisiveté est exceptionnelle, nous faisons une injustice aux hommes. Le fait est, cependant, que s'ils peuvent vivre sans travailler, ils le feront, et personne ne peut nier que l'animal humain fait preuve de beaucoup d'ingéniosité en essayant de s'assurer une vie sans rien faire en retour. Les archives humaines contiennent de nombreux phénomènes remarquables, mais aucun n'est plus remarquable que celui-ci, à savoir que les hommes

répugnent à utiliser les pouvoirs dont ils sont naturellement dotés. Ils doivent être contraints avant d'utiliser leurs pouvoirs de création, et bien qu'ils aient le pouvoir de la raison, ils l'utilisent rarement avant que le danger ne menace, et même alors, ils l'utilisent le moins possible.

Plutôt que de regarder les faits en face, ce qui exigerait un effort, ils chérissent des idées qu'ils soupçonnent pourtant d'être des illusions ; plutôt que d'agir, ils espèrent ; plutôt que de penser, ils admettent ce qu'ils veulent croire. S'ils ont été contraints de s'élever dans l'échelle culturelle, ils se rendent compte que dans le travail créatif ils obtiennent une joie qui ne peut être obtenue d'aucune autre manière ; mais seuls quelques-uns conduisent leur vie de manière à l'obtenir. La plupart des hommes préfèrent négliger leurs pouvoirs et commenter sèchement l'absence de but de la vie humaine.

Que l'usure devienne la règle et de telles créatures sont produites en abondance. Au début du XVIIe siècle, Fenton remarque : « Les gains de l'usure sont des gains si doux, sans travail, sans coût, sans péril... douloureux pour les autres, si faciles, si bon marché, si sûrs. Elle a ensorcelé les

consciences de ceux-là même qui sont les plus tendres dans d'autres domaines... ».[44]

Lorsque Fenton a dit que l'usure ensorcelait les consciences, il voulait dire que lorsque l'usure devient une règle admise, les normes de jugement changent. On ne saurait trop insister sur le fait que les valeurs sociales sont des produits de l'époque.

Sir Thomas Culpeper et Sir Josiah Child n'ont pas plaidé contre l'usure, mais contre le taux élevé de l'usure ; ils ont néanmoins remarqué l'effet que l'usure a sur les hommes. Lorsque les hommes peuvent devenir des usuriers, dit Culpeper, « ils deviennent paresseux dans leurs professions ».[45] Child a remarqué qu'après avoir gagné une certaine somme d'Argent, de nombreux hommes abandonnaient le commerce et vivaient de l'usure, « le gain en étant si facile, certain et grand ».[46]

---

[44] R. Fenton, *A Treatise of Usuries,* London, 1611, pp. 2 et 3.

[45] Sir Thomas Culpeper, *A Tract against Usury*, presented in High Court of Parliament, London, 1621.

[46] Sir Josiah Child, *Brief Observations concerning Trade and Interest of Money*, London, 1668. *A Short Addition to the Observations concerning Trade and Money*, London, 1668.

Bien qu'il soit à la mode de murmurer que les hommes sont des produits de leur environnement, peu de gens saisissent la pleine signification de ceci, à savoir que les normes par lesquelles les hommes jugent sont les produits de l'environnement culturel. Non seulement la Folie Numéro Un déforme la structure d'une société en créant des groupes oisifs, mais elle donne à une société des normes que l'on appelle communément bourgeoises. La Folie Numéro Un, en donnant naissance à de grands conglomérats de capitaux, forme des chaînes de magasins de détail qui pénètrent dans les villes de province et y éliminent le commerçant privé. Le capital a le pouvoir de dicter les prix et les conditions aux producteurs. Il fait de l'épargne une vertu et crée de grandes richesses tout comme une pauvreté extrême.

La Folie Numéro Un contrôle la forme de nos villes ; empêche la reconstruction ; défigure la campagne avec des fils et des câbles qui, si ce n'était à cause du « coût », seraient posés sous terre ; encourage le mauvais travail parce qu'il est « bon marché » ; handicape l'ingénierie et les transports, et, en bref, limite de toutes les façons le déploiement de l'énergie humaine.

Cela ne veut pas dire que tous nos soi-disant « problèmes économiques » sont créés par la Folie Numéro Un. C'est la Folie fondamentale uniquement dans le sens où, lorsque des hommes énergiques la commettent, ils s’attachent ainsi un

fardeau qui, en fin de compte, devient trop lourd à porter pour eux.

Il ne serait pas faux de dire que tous les mouvements politiques de notre époque ont pour objet final de modifier l’inéluctable résultat de cette Première Folie. Prenez n'importe quel parti politique. Les soi-disant Conservateurs (que conservent-ils ?); les Libéraux, là où ils existent encore ; les Socialistes radicaux, les Socialistes doctrinaires, les Socialistes syndicaux ; les coopératives et leurs semblables ; les Distributistes ; les partisans du crédit social ; le parti National-socialiste en Allemagne, le parti Fasciste en Italie, le parti Communiste en Russie, et les hommes à l'origine du New Deal aux États-Unis d'Amérique ; tous luttent contre l'effet que produit cette Folie ; pourtant, tous supposent sans conteste que l'idée sur laquelle repose la Folie est vraie. Leur impuissance commune face à la situation à laquelle ils sont confrontés est l'un des exemples les plus flagrants de la difficulté qu'éprouvent les hommes à penser autrement que selon les normes bien établies du passé.

En regardant le cours du temps, il me semble que, pour se sauver des conséquences de cette Folie, les hommes ont essayé presque toutes les méthodes, sauf une : l'abolition de l'idée responsable du problème. À ma connaissance, l'abolition de la Folie n'a encore jamais été évoquée. Pourtant, ceci est certain : si la Folie est commise et que la

société dépasse un certain état d'énergie, sa structure économique doit se dissoudre. Aucune autre issue n'est possible. La dissolution peut être reportée, mais elle doit finir par avoir lieu ; car la Folie déforme et avilit la structure d'une société de telle manière qu'un moment arrivera où la structure ne pourra plus tenir.

Notes Sur L'usure

Nous avons vu comment le système Hopousien d'échange de marchandises fonctionnera. Les hommes de confiance n'auront pas besoin d'emprunter de l'Argent. L'Argent a été inventé pour la commodité des hommes et doit être versé au producteur d'un bien lorsqu'il a trouvé un client prêt à donner en échange un autre bien ayant la même valeur d'échange. Cet acte d'échange élève les deux bien au rang de marchandises. Mais à Hopousia, on ne demandera pas toujours au client de payer immédiatement l'Argent exprimant la valeur de la marchandise qu'il désire. S'il est jugé digne de confiance, on lui fera crédit. Lorsqu'une monnaie-chèque est utilisée, il existe une réserve inépuisable d'Argent ; et à Hopousia, elle sera délivrée aux producteurs lorsque le besoin s'en fera sentir. Les producteurs recevront la valeur financière totale de leurs productions lorsqu'ils les auront livrées à des clients jugés dignes de confiance ; ceux-ci seront crédités de l'Argent correspondant, l'Argent étant spécialement émis dans chaque cas. Que les marchandises

soient productives ou improductives, la même procédure sera suivie. Les marchandises seront fournies à crédit et payées progressivement. Dès qu'elles seront consommées, c'est-à-dire à l'expiration de leur « durée de vie » estimée (qui correspondra intentionnellement à la période sur laquelle s'étendront les paiements), elles seront mises au rebut et d'autres seront achetées aux mêmes conditions. De cette façon, les rouages de l'industrie seront toujours huilés, la production sera maintenue ; il n'y aura pas d'utilisation de produits obsolètes ; et pas d'usure. L'utilisation de l'Argent émis ne sera pas facturée ; chaque producteur et chaque acheteur sera considéré comme conférant un avantage à la communauté par son déploiement d'énergie humaine. En outre, l'émission de l'Argent ne coûtera rien. Tout ce que les parties contractantes devront payer, c'est une somme à la Corporation[47] des Banquiers, car ces derniers tiennent les comptes et compensent les chèques. Mais il n'y aura rien d'exceptionnel à cela, car toute autre personne sera traitée de la même manière, qu'elle bénéficie ou non d'un crédit d'Argent. D'ailleurs, dans notre système économique, nous payons aussi pour ces services.

---

[47] NDT : dans Hopousia, Unwin imagine les professions organisées en « Corporations », qui ne sont pas sans évoquer les anciennes Corporations de Métiers que la France a connu.

J'insiste sur le fait que l'Argent ne sera distribué qu'aux hommes de confiance. Les hommes qui ne seront pas jugés par leurs concitoyens comme étant dignes de confiance ne recevront aucun crédit à Hopousia. J'ai déjà expliqué pourquoi il en sera ainsi ; mais je le mentionne à nouveau parce qu'à Hopousia le prêt d'Argent existera, et on pourrait penser que je me coupe les cheveux en quatre en affirmant en même temps que l'usure ne fera pas partie de la structure économique. Soyons donc clairs sur ce point. Il n'y aura aucune objection dans Hopousia à ce qu'un homme ou un groupe d'hommes prête de l'Argent à un citoyen indigne de confiance. Les prêteurs pourront exiger des frais pour cet arrangement. Cependant, pour la protection des imbéciles, il existera une loi sur le prêt d'Argent, comme chez nous, qui limitera le montant des profits que les prêteurs pourront faire au cours d'une transaction. Le prêteur lui-même ne sera protégé en aucune façon. Quand il fera un prêt, il saura bien qu'il aura affaire à un homme indigne de confiance ou incompétent ; car si l'homme était digne de confiance, il aurait facilement obtenu un crédit de la Corporation des Banquiers. L'Argent prêté par un prêteur ne sera donc pas récupérable par une quelconque procédure légale.

On me dira que la commission demandée par le prêteur est une usure et que l'usure existera donc à Hopousia. Je réponds que de tels emprunts ne feront pas partie de la structure économique de la société. L'industrie, le

commerce et le gouvernement ne seront pas financés de cette façon. Les prêts d'Argent du type que j'ai décrit ci-dessus n'existeront que parce qu'une modification de la structure économique n'empêchera pas l'existence d'imbéciles malhonnêtes. Avec notre système économique, aucun homme ou groupe d'hommes ne peut emprunter de l'Argent à moins de payer pour son utilisation ; avec le système Hopousien, aucun homme ou groupe d'hommes ne paiera pour l'utilisation de l'Argent, à moins que ses concitoyens ne soient convaincus qu'on ne puisse lui faire confiance. Chez nous, l'usure est obligatoire et doit être payée ; à Hopousia, elle ne sera jamais payée par une personne ou des personnes de confiance. Chez nous la loi protège l'usurier ; l'usure est la première charge de l'industrie, du commerce et des impôts. À Hopousia, l'usure ne sera pas du tout une charge ; mais ni à Hopousia ni ailleurs, on ne pourra empêcher les idiots malhonnêtes d'exister. Ainsi, à Hopousia, ces hommes seront autorisés à emprunter de l'Argent, s'ils le peuvent, à leurs concitoyens, et, s'ils le souhaitent, à payer l'usure. Cependant, ces sommes ne pouvant être recouvrées par aucune procédure légale, le seul recours dont disposera un prêteur contre un client qui s'enfuit sera l'exercice de la pression sociale. Même dans ce cas, il devra veiller à ne pas recourir au chantage.

Pour recevoir un crédit, bien sûr, un homme devra faire plus que prouver qu'il est digne de confiance. Il devra également convaincre la Corporation des Banquiers, qui dans ce cas sera conseillée par la Corporation des Comptables, qu'il est à même de rembourser la somme d'Argent convenue aux dates convenues. Mais cet aspect de la question a déjà été abordé et n'entre pas dans le cadre de cette note.

Il convient de noter ici qu'un état de fait que les chrétiens appelaient « juste » du temps de la Chrétienté existera à Hopousia.

LA FOLIE NUMÉRO DEUX

En soi, l'Argent n'a aucun pouvoir. C'est un symbole qui facilite l'échange des marchandises, en indiquant d'une manière simple et commode leur valeur d'échange. Pourtant, dans l'évolution de toute société énergique, il est arrivé un moment où l'Argent devint non seulement puissant, mais même tout-puissant. C'est le cas parmi nous aujourd'hui. Et lorsque l'Argent a du pouvoir, il existe un groupe d'hommes qui, parce qu'ils contrôlent l'Argent, sont tout-puissants. Ce groupe d'hommes est communément appelé « puissance financière » ; ils ne tirent pas leur pouvoir de leurs propres capacités mais de l'Argent qu'ils contrôlent. L'Argent peut ne pas être le leur, il peut appartenir à d'autres hommes. La puissance financière est toute-puissante non pas en raison de son accumulation d'Argent, mais en raison de son contrôle, qui est lui-même tout-puissant. Un célèbre démagogue a un jour décrit la puissance financière de la manière suivante. « La puissance financière s'attaque à la nation en temps de paix, et se retourne contre elle en temps d'adversité. Elle est plus despotique que la monarchie, plus insolente que l'autocratie, plus égoïste que la bureaucratie. Elle dénonce comme des ennemis publics tous ceux qui contestent ses méthodes ou mettent en lumière ses crimes. Elle ne peut être renversée que par la conscience éveillée d'une nation. »

L'homme qui a dit cela était un Américain. En Amérique, chacune des quatre Folies est commise avec plus d'intensité que dans toute autre société. Et il est typique de l'esprit américain de penser que la conscience éveillée d'une nation peut renverser un pouvoir qui a façonné la nature de cette conscience. La vérité est que l'Argent n'a de pouvoir que lorsque la Folie Numéro Un est commise. Abolissez la Folie et vous abolirez le pouvoir de l'Argent.

Si une société fonde son économie sur l'hypothèse qu'aucun homme ne peut recevoir une marchandise tant qu'il ne possède pas ou ne se procure pas l'Argent pour la payer, ceux qui contrôlent l'Argent sont en position dominante. Mais si une société base son système économique sur l'hypothèse qu'un homme peut recevoir une marchandise à tout moment à condition qu'on puisse lui faire confiance pour produire à l'avenir une marchandise de valeur égale, ceux qui contrôlent l'Argent ne peuvent jamais se retrouver en position dominante. Le premier cas est le nôtre ; le second sera la règle chez les Hopousiens. Il s'ensuit qu'à Hopousia, cette puissance financière n'existera pas.

Si une société commet la Folie Numéro Un, un symbole inventé pour la commodité des hommes devient le facteur qui contrôle leur vie. Le serviteur devient maître. Les marchandises ne sont pas produites parce que les hommes souhaitent déployer leur énergie, mais parce que la production correspond aux intérêts de ceux qui contrôlent

l'Argent. Inversement, si la production d'une marchandise entre en conflit avec les intérêts de ceux qui contrôlent l'Argent, la production n'a pas lieu. La production n'est entreprise que lorsqu'elle convient à l'Argent ou pour l'Argent. Cette inversion des choses commence bientôt à affecter et même à contrôler la nature des besoins. Au cours du processus culturel, les désirs changent ; mais lorsque l'Argent a le pouvoir et qu'une puissance financière émerge, le pouvoir de l'Argent est utilisé pour préserver et créer des désirs dont la satisfaction convient à l'Argent. En soi, je le répète, l'Argent n'a aucun pouvoir ; il s'agit simplement d'une chose qui remplit une fonction utile ; mais si l'on commet la Folie Numéro Un, il atteint rapidement le pouvoir. Bien que la Folie Numéro Un donne une position dominante à ceux qui ont de l'Argent, elle ne donne pas de pouvoir à ceux qui contrôlent l'Argent, et si la Folie Numéro Un était la seule folie que nous commettions, il n'y aurait pas de puissance financière dans notre société. Le pouvoir de l'Argent, despotique, insolent et égoïste, dont parlait William Jennings Bryan, est créé par la Folie Numéro Deux. La Folie Numéro Un est la Folie fondamentale ; sans elle, la Folie Numéro Deux ne pourrait jamais apparaître. Mais si une société commet la Folie Numéro Un, elle a l'opportunité de commettre la Folie Numéro Deux, que j'appelle la Folie Suprême, car c'est certainement la plus stupide de toutes. Puisque les Hopousiens ne commettront pas la Folie Numéro Un, ils

ne commettront pas la Folie Numéro Deux, car la Numéro Deux est la conséquence de la Numéro Un.

La Folie Numéro Deux consiste à pétrifier l'Argent et à lui conférer une existence permanente. Ce qui n'était qu'un symbole est promu au rang d'entité.

Notes Sur La Folie Numéro Deux

Comme je me suis engagé à transformer une société fermée en Hopousia, je n'ai pu discuter ou même décrire l'une des façons les plus significatives dont le pouvoir financier opère ; je veux dire le contrôle des relations entre une société et une autre. Le pouvoir de l'Argent interfère avec, change la nature de, et même domine les relations inter-sociétales. Tant que nous reconnaissons ce fait, nous ne risquons pas de minimiser les effets de la Folie Numéro Deux. J'attire maintenant l'attention sur la manière dont le pouvoir de l'Argent opère au sein d'une société. À partir d'une simple description de ses effets, nous découvrirons rapidement où est la Folie, et pourquoi elle est si inconséquente.

I. Comme les barons féodaux :

Un seigneur féodal possédait une certaine étendue de terre. De chaque habitant, il recevait soit un service, soit une provision d'Argent appelée loyer. Il tenait également son tribunal seigneurial dans lequel lui-même ou son représentant punissait toute conduite contraire à ses intérêts.

Il avait ses propres serviteurs qui vivaient de ce que les villeins ou les serfs produisaient. Chaque serf était lié à la terre et le seigneur contrôlait la nature de sa vie.

Aujourd'hui, les hommes qui contrôlent l'Argent occupent une position similaire à celle du seigneur féodal. Ils possèdent l'usine dans laquelle les employés travaillent, les maisons dans lesquelles les employés vivent, les magasins où les employés achètent des marchandises diverses, et les terres du voisinage. Ce sont eux ou leurs représentants qui siègent dans les tribunaux de police et qui contrôlent la police. Cet état de choses est très clair en Amérique, mais il apparaît rapidement en Angleterre, et partout où vous voyez une nouvelle usine entourée de nouvelles maisons, avec un nouveau terrain de sport à proximité, vous voyez en action le pouvoir de l'Argent.

La seule différence est que dans l'ancien système féodal, le pouvoir du seigneur était limité par un élément important : il ne pouvait pas se débarrasser de son serf. Le serf était lié à la terre, mais la terre était également liée au serf par un lien indissoluble. Dans le système financier moderne, le salarié a moins de chance. Il est censé ne pas être lié du tout à son employeur mais, comme des milliers et des milliers d'hommes ne trouvent pas de travail, aucun employé n'est vraiment libre de quitter son employeur même s'il le souhaite. Il doit tolérer beaucoup de choses pour conserver son emploi. En revanche, l'employeur peut se débarrasser

de son employé quand il le souhaite. C'est dans ce détail que, du point de vue du salarié, le pouvoir financier est plus dur que l'ancien pouvoir féodal.

II. La presse :

Dans notre société, la presse est censée être libre ; mais les seules personnes qui sont réellement libres sont les hommes qui contrôlent l'Argent investi dans les machines et les bâtiments au sein desquels les journaux sont produits. Au début, les journaux étaient produits par un homme ou un petit groupe d'hommes qui souhaitaient exprimer certaines opinions. Un homme, un journal, c'était la règle. Mais aujourd'hui, le même homme, ou le même petit groupe d'hommes, contrôle des centaines de journaux. Ceux-ci n'expriment pas nécessairement les mêmes opinions, bien que pour obtenir une influence politique, les propriétaires puissent vouloir utiliser certains d'entre eux afin d’exprimer les opinions qui conviennent à cet objectif. Dans l'ensemble, les journaux et les revues ne sont pas tant détenus personnellement que financièrement.

Folie numéro deux est apparente sous (a) les sociétés à responsabilité limitée (qu'elle crée) ; (b) toute forme de capital d'emprunt ; (c) les titres de propriété des terrains et des maisons.

FOLIE NUMÉRO TROIS

L'Argent

L'Argent est créé par les marchandises, car dès qu'une marchandise existe, sa valeur peut être exprimée en termes d'Argent. Dans la société de l'homme blanc, deux fautes sont apparentes :

(1) Une conception erronée de ce qu'est l'Argent, crée l'idée qu'avant que l'énergie humaine puisse être exercée, l'Argent devrait être disponible. Cette erreur est due à une inversion des faits, la vérité étant que l'Argent ne peut exister avant que l'énergie sociale ait été déployée.

(2) L'Argent est créé par d'autres moyens que par l'énergie sociale, dont l'Argent n'est que l'expression mathématique ou matérielle. Ainsi certaines personnes, protégées par des lois, jouissent sans raison du pouvoir d'achat de l'Argent. Cet Argent, ayant été créé, possède un pouvoir d'achat ; et dans la société de l'homme blanc, il y a beaucoup de pouvoir d'achat qui est ainsi octroyé par des lois mal conçues.

C'est à ces deux fautes, combinées aux notions de fiscalité, d'héritage et de régime foncier transmises par nos pères, que sont dus tous les maux économiques.

Ainsi, la Folie Numéro Trois consiste à émettre de l'Argent sans produire de marchandises. Le pouvoir d'achat devrait dépendre de l'énergie. Aujourd'hui, il dépend de la loi ou du caprice.

La Troisième Folie se manifeste également dans l'émission de billets et dans le prêt de l'Argent d'autrui.

La Banque Anglaise Au Dix-Huitième Siècle

En ce qui concerne l'émission de billets, pour comprendre comment ils sont apparus, il nous faut nous retourner vers les banques du XVIIIe siècle, que j'ai déjà évoquées dans mon paragraphe sur le crédit, ainsi que dans le chapitre sur la monnaie.

La monnaie-chèque et la monnaie-jeton ont remplacé l'ancienne monnaie métallique, qui n'existe presque plus. La nature de ce qui est déposé dans une banque de dépôt a donc changé, mais le principe de la banque de dépôt reste le même. Et il ne fait aucun doute que nombre de ces banquiers réfléchis sont très déconcertés par la nature étrange de leur position. Ils désirent sincèrement contribuer autant que possible au processus de production et d'échange des marchandises ; ils se rendent compte aussi que ce

processus est considérablement gêné par les limitations imposées à leurs activités ; mais ils ne peuvent consentir à changer leurs habitudes sans recevoir de nouveaux « principes », en lieu et place de ceux hérités des anciens orfèvres. Et ils sont probablement sages. Leur politique leur est peut-être dictée par le fantôme d'un passé révolu, mais il vaut mieux agir selon certains principes que sans aucun principe, comme semblent le souhaiter certains de nos réformateurs trop enthousiastes.

Dans notre mécanisme d'échange des marchandises, les banquiers de dépôt sont assistés par des courtiers, des maisons d'escompte et des maisons d'acceptation. Ces derniers doivent également leur existence et leur caractère au hasard. Les services qu'ils rendent varient beaucoup d'une société à l'autre. En Angleterre, le commerce intérieur n'est pas facilité par les effets de commerce dans la même mesure qu'en France ; la plupart des effets de commerce escomptés à Londres sont des effets étrangers ; mais quelle que soit la nature des affaires menées par les courtiers, ils travaillent en étroite collaboration avec les banquiers de dépôt, qui leur fournissent des fonds. Ils jouent alors ensemble de succulentes comédies, en particulier celle appelée « night-money », lorsque, après la fermeture, les courtiers courent vers le directeur de la banque et, comme des vautours sur les mourants, luttent pour la location des fonds que le directeur a dans les mains pendant la nuit. Ces

dernières années, les banques de dépôt ont eu tendance à usurper certaines des fonctions du courtier, et dans les cercles concernés, on a beaucoup discuté de la désirabilité de ce changement ; mais nous n'avons pas besoin de nous casser la tête à ce sujet, car à Hopousia, la question du courtage ne se posera pas. Les courtiers, les maisons d'escompte et les maisons d'acceptation ont vu le jour à la suite des efforts déployés pour faire fonctionner une monnaie métallique et, tels que nous les connaissons, ils n'existeront pas à Hopousia.

Dans l'étude du processus culturel, nous devons toujours veiller à ne pas confondre le sens que nous attachons à un mot avec le sens qui lui est attaché à d'autres moments. Les mots changent constamment de signification, et le mot « banque » ne fait pas exception. De nos jours, lorsqu'un homme ordinaire parle d'une banque, il veut presque toujours dire une banque de dépôt. Et à l'origine, les banques étaient des lieux de dépôt. Mais au dix-huitième siècle et dans la première moitié du dix-neuvième, les choses ont changé.

La grande année de l'histoire bancaire anglaise est 1844. Avant cette date, et même pendant quelque temps après, les banquiers étaient considérés comme des hommes qui émettaient de la monnaie sous forme de billets. Ces billets étaient l'une des choses que nos pères avaient inventées pour aider leur monnaie métallique à remplir sa fonction ; et si

une banque n'émettait pas de billets, elle était à peine considérée comme une banque, tant les changements avaient été importants depuis la fin du XVIIe siècle. Pourtant, au XVIIIe siècle, les billets de banque n'avaient pas cours légal, pas même les billets de la Banque d'Angleterre ; ils n'ont eu cours légal qu'en 1833. Et la Banque d'Angleterre n'était pas du tout l'institution solide comme le roc que la loi de 1844 en a fait. En effet, entre 1797 et 1821, elle refusa d'effectuer tout paiement spécial, tant les difficultés qu'elle rencontrait dans le maniement d'une monnaie métallique étaient grandes. Une situation similaire a existé entre 1914 et 1925, et l'effort pour faire fonctionner une monnaie métallique a été finalement abandonné en 1931, depuis lors, nous avons une monnaie « gérée », c'est-à-dire que nous n'émettons plus de monnaie sur la base d'aucun principe, mais selon ce qui semble opportun et nécessaire. Mais ce qu'est cette monnaie, ses gestionnaires ne se soucient pas de le savoir ; et l'on peut dire que, en ce qui concerne notre monnaie, nous vivons une époque d'incertitude et de compromis. Le moteur est définitivement en panne, et nos hommes d'État sont probablement soulagés de pouvoir l'empêcher de se désintégrer complètement. Ils reçoivent des conseils de nombreux penseurs, et il sort de nos presses de nombreuses pages de discussions et de débats sur la question de la monnaie ; les idées contenues dans ces livres ne sont pas nouvelles mais consistent en des variations sur un thème qui

a été débattu depuis le début du dix-huitième siècle. Entre la fondation de la Banque d'Angleterre en 1694 et l'adoption de la loi de 1844, nos ancêtres n'ont cessé de modifier leur système d'émission de monnaie, et leurs méthodes et idées sont devenues partie intégrante de notre tradition. Le résultat est que la question de la monnaie est toujours discutée du même point de vue, et c'est ce point de vue que nous devons abandonner si nous voulons créer un système économique satisfaisant pour les Hopousiens.

Nous pouvons mieux comprendre les idées que nous devons abandonner si nous considérons ce qui s'est passé au dix-huitième et au début du dix-neuvième siècle.

Le processus d'échange des marchandises n'est pas régulier et uniforme, mais irrégulier et spasmodique. Comme tout ce qui existe dans la « nature », il fonctionne par sauts, et il y a toujours une variation saisonnière. Lorsque l'Angleterre était un pays presque exclusivement agricole, on avait besoin de plus de monnaie au moment de la récolte qu'à d'autres moments ; c'est-à-dire qu'à certaines périodes de l'année, les hommes avaient besoin d'un approvisionnement accru du métal utilisé comme monnaie. Aujourd'hui encore, il ne serait pas facile de déplacer de grosses quantités de métal d'un endroit à l'autre ; aux XVIIIe et XVIIe siècles, c'était impossible ; et dans de nombreux districts, à certaines périodes de l'année, il y avait une grande pénurie de monnaie. Les hommes étaient

énergiques et enthousiastes, et souhaitaient échanger un nombre croissant de marchandises, mais leurs efforts étaient sérieusement entravés par le fait qu'il n'y avait pas, dans leur district, une quantité suffisante du métal utilisé comme moyen d'échange. Heureusement, dans chaque district, il y avait un ou deux hommes riches et honorables, brasseurs, marchands, drapiers ou *yeoman*,[48] et ces hommes sont venus à la rescousse. Au lieu de déplacer leur réserve d'or de l'endroit où ils l'entreposaient, ils émettaient des morceaux de papier sur lesquels ils écrivaient une promesse de payer le métal sur demande, et les commerçants acceptaient ces billets comme un substitut pratique au métal rare. Tout le monde avait confiance dans les hommes riches et honorables, qui étaient, en effet, dignes de leur confiance ; ainsi, au début, il n'y avait aucune difficulté à faire passer les billets d'un homme à un autre, et bientôt les billets furent considérés comme une sorte de monnaie normale. Les ouvriers les prenaient comme salaire et les échangeaient contre de la nourriture et des vêtements ; les artisans les acceptaient en règlement de leur dû ; les marchands les échangeaient contre des marchandises, les tisserands contre

[48] NDT : Dans l'Angleterre médiévale, un yeoman est un paysan propriétaire de la terre qu'il cultive.

du blé et de la laine, et ainsi de suite. De plus, si un *yeoman* n'avait pas encore reçu la pleine valeur d'échange de sa récolte et de sa laine, il se rendait chez l'un de ces riches et honorables hommes, et empruntait des billets, avec lesquels il réglait ses dettes immédiates, et achetait la semence pour sa prochaine plantation, et le jeune bélier pour ses troupeaux, et quelques-uns des nouveaux équipements agricoles qui étaient alors inventés. Et au moment de recevoir la valeur d'échange de sa récolte, il acceptait volontiers des billets, qu'il pouvait rendre à l'homme riche, liquidant ainsi sa dette.

C'est de cette manière que les marchandises étaient échangées. Puisqu'il était impossible d'obtenir du métal, les hommes utilisaient la meilleure alternative : la promesse d'un homme de confiance de payer le métal sur demande. Il aurait été plus facile d'utiliser des chèques, mais il se trouve que les chèques n'ont pas été utilisés. Il est certain qu'aucun homme n'a jamais envisagé l'abolition du métal comme monnaie. Et le nouveau système permettait d'échanger non seulement des marchandises, mais aussi un nombre croissant de marchandises. Les hommes qui voulaient étendre leurs affaires ou leurs locaux recevaient les avances dont ils avaient besoin ; les marchands disposaient de fonds supplémentaires ; les constructeurs, les artisans, les tisserands, les menuisiers et les producteurs de toutes sortes pouvaient mener leurs affaires avec plus de facilité ; les

hommes dignes qui souffraient d'un coup de malchance étaient secourus et retrouvaient la santé financière ; les faillites, qui auraient été des désastres locaux, étaient évitées par la générosité et la prévoyance ; les faibles étaient soutenus, les forts encouragés, les braves récompensés et le paresseux couvert de honte devant ses compagnons énergiques. Les hommes riches et honorables, bien sûr, s'enrichissaient et commencèrent bientôt à exercer un contrôle dominant sur les affaires locales. Ils pouvaient faire des hommes, les briser, et généralement décider ce qu'ils voulaient ; mais ils étaient indispensables au bien-être de la communauté. De plus, nous devons croire qu'au début, ils étaient vraiment honorables ; et la plupart d'entre eux le restèrent. Leur épopée est pleine des plus belles histoires, et nous-mêmes ferions probablement face à nos problèmes avec plus d'assurance si nous avions des normes de conduite aussi élevées qu'eux. Beaucoup d'entre eux, comme les Gurneys de Norwich et Jonathan Backhouse de Darlington, étaient des quakers qui protégeaient leur réputation avec courage, résolution et un honneur tranquille. La tradition d'honnêteté et d'attention qu'ils avaient créée était si forte, et ils étaient si jaloux de leur réputation, que même après 1858, lorsque le principe de la responsabilité limitée a été rendu légalement applicable aux banques par actions, il a été peu fait usage de ce privilège qui, pensait-on, se répercutait sur la stabilité de la banque. En 1878, cependant, la faillite de la banque de Glasgow a ouvert les yeux des

investisseurs sur les risques qu'ils couraient lorsque leur responsabilité n'était pas limitée. La plupart des détenteurs d'actions de cette banque furent réduits à la pauvreté, et peu après, toutes les banques par actions devinrent des banques à responsabilité limitée, car tant qu'une banque n'avait pas fait ce changement, ses actions étaient presque invendables. C'était une génération entière après l'adoption de la loi de 1844 ; et il semble impossible d'exagérer les normes élevées de conduite qui prévalaient au dix-huitième siècle ou l'étendue de l'aide que les billets émis par le secteur privé apportaient à toutes sortes de producteurs et de commerçants. Et il ne fallut pas longtemps pour que l'émission de billets, à l'origine une activité secondaire, devienne la partie la plus importante de l'entreprise. Les descendants des premiers hommes devinrent les banquiers qui, jusqu'en 1844, fournirent la majeure partie de l'huile grâce à laquelle le moteur grinçant de la monnaie métallique pouvait tourner.

Les banquiers commerciaux auraient rendu de grands services s'ils s'étaient contentés d'émettre des billets à hauteur de la valeur du métal qu'ils possédaient ; et c’est vraisemblablement ce qu'ils ont fait au départ ; mais ils se sont vite mis à émettre des billets autant qu'ils pensaient qu'on leur ferait confiance. Il n'y avait pas de limite légale, et le pays fut bientôt inondé de billets qui ne pouvaient être couverts par du métal.

On ne peut pas blâmer ces banques privées pour ce qu'elles ont fait. Leurs richesses ont naturellement été multipliées par cent, car si un homme est autorisé à percevoir des intérêts pour l'utilisation d'une monnaie qu'il a créée à partir de rien, il ne semble pas y avoir de limite à la richesse qu'il peut amasser. De plus, par accident ou à dessein, la charte de la Banque d'Angleterre avait été rédigée de manière non seulement à soutenir les activités des banques privées, mais aussi à confiner à quelques hommes les privilèges de banquier.

La Banque d'Angleterre était à l'origine une institution Whig,[49] consacrée aux intérêts Whig et souhaitée par les Whigs uniquement. Les Tories en détestaient l'idée. Les banques, disaient-ils, n'existaient que dans des républiques comme Venise et chez les dissidents ; et ils ne voulaient rien savoir de l'idée de former une banque d'Angleterre. Mais la monnaie était dans un état déplorable, usée et écornée, et l'exécution de ceux qui limaient les pièces ne semblait pas empêcher le phénomène. De plus, le gouvernement, qui venait de se désolidariser de la Couronne, était en grande difficulté financière. En outre, les dissidents étaient

---

[49] NDT : Le parti whig, en Angleterre, adversaire historique du parti Tory, est apparu au XVIIe siècle et devint le Parti libéral au cours du XIXe siècle.

désormais nombreux et mécontents de la manière dont le *Lord Mayor* vendait les offices, et de certaines autres pratiques autorisées. Ces dissidents étaient très présents dans les villes et exigeaient que quelque chose soit fait, d'autant plus (et cet argument a probablement séduit de nombreux Tories) qu'il y avait un risque que le pape vienne au secours du gouvernement si rien n'était entrepris. Le *Ways and Means Bill*, qui a créé la Banque, a donc été adopté. (On dit qu'il n'y avait que quarante-deux membres à la Chambre).

Dans sa forme initiale, la Banque n'avait rien à voir avec ce qu'elle est aujourd'hui. C'était une entreprise strictement privée, sans but lucratif, créée pour prêter 1 200 000 livres de métal au gouvernement, dont la bonne foi était acceptée comme garantie. Le taux d'intérêt était de 8 pour cent ; la Banque devait recevoir quatre mille livres de métal chaque année pour gérer les comptes du gouvernement, qui devenaient l'affaire de la Banque ; et en retour de leur générosité en venant au secours du gouvernement, les propriétaires de la Banque recevaient divers privilèges. Ils étaient autorisés, bien sûr, à recevoir des dépôts de n'importe quel client ; sur ces dépôts, 4 % étaient versés, mais il s'agissait d'une activité normale et on pouvait difficilement la considérer comme un privilège. La banque était également autorisée à émettre des billets, et rien n'était dit sur la convertibilité des billets ; mais là encore, il

s'agissait d'une activité normale et non d'un privilège spécial. Le privilège important qu'ils ont obtenu était la concession qu'aucun autre corps corporatif d'hommes, « créé ou à créer », dépassant le nombre de six, ne puisse émettre des billets. C'est ce que stipule expressément la Charte de 1708, et à cette époque, comme je l'ai dit, les hommes pensaient qu'aucune banque ne pouvait être gérée avec succès sans avoir le pouvoir d'émettre des billets. La Charte a donc été interprétée comme conférant à la Banque d'Angleterre le monopole de la banque par actions. Elle a certainement empêché la formation d'autres sociétés par actions émettant des billets. Ainsi, les banquiers privés, leurs fils, leurs neveux et leurs partenaires ont pu poursuivre leurs activités lucratives sans entrave ni concurrence.

Et, de peur de mal comprendre ce qui s'est passé, rappelons-nous que si les banquiers privés n'avaient pas émis plus de billets qu'ils ne pouvaient en couvrir, la valeur des services qu'ils rendaient aurait été tristement réduite. Le problème de la monnaie métallique n'était pas seulement qu'elle n'était pas disponible là où on la voulait, mais aussi, et surtout, qu'il n'y en avait pas assez. Tout homme intelligent se rendait compte de la folie d'une émission illimitée de billets, mais il se rendait aussi compte que l'offre de monnaie devait être augmentée d'une manière ou d'une autre, et l'émission de billets semblait être la meilleure méthode. La seule chose à laquelle personne n'a pensé est

l'abolition de la monnaie métallique ; et peu d'hommes y ont pensé depuis, du moins en pratique.

Il y avait cet argument en faveur de l'émission de billets sans couverture : tant que les clients ne demandaient pas tous du métal en même temps, le banquier était relativement en sécurité, et l'une des questions que chaque banquier devait résoudre était de savoir combien de métal il devait garder en stock pour chaque centaine de livres de billets qu'il émettait. Personne ne doutait qu'un banquier qui avait le droit d'émettre des billets avait le droit d'émettre plus qu'il ne pouvait couvrir ; la seule question était de savoir de combien il pouvait dépasser ses possessions de métal. Et même aujourd'hui, les économistes écrivent des livres savants sur la quantité de métal qu'un homme devrait avoir avant d'émettre cent livres de billets. En Amérique, les banques de la Réserve fédérale doivent garder 35 pour cent du total de leurs dépôts en espèces ; cette ordonnance est dictée par le fantôme de l'orfèvre qui siège dans la salle du conseil ; mais les banques de la Réserve fédérale sont également contrôlées par une autre ordonnance, de caractère tout aussi aléatoire : elles ne peuvent pas émettre cent livres de billets à moins d'avoir quarante et une livres de métal. C'était du moins les chiffres originaux. Il n'y a aucune raison convaincante pour laquelle les chiffres auraient dû être trente-cinq et quarante et un ; ce n'étaient que des suppositions intelligentes ; et un tel système d'émission de

monnaie est appelé le système de la réserve d'or proportionnelle, parce que le montant de l'émission de billets doit toujours être en proportion de la quantité de métal dans les coffres. Un système similaire a été créé par « les plus savants et illustres banquiers américains et européens » lorsqu'ils ont récemment dicté un nouveau système bancaire aux Allemands. Selon ce système, la Reichsbank devait détenir trente-trois et un tiers d'or ou de devises étrangères contre son émission de billets. Encore une fois, le chiffre arbitraire n'était qu'une supposition ; et on peut noter que les illustres banquiers étaient plus stricts avec les Allemands qu'ils ne l'étaient avec eux-mêmes, car ils ont ordonné que la partie de l'émission allemande non couverte par du métal soit couverte par des effets commerciaux ou des titres approuvés. Tout cela s'est maintenant effondré, et personne ne comprend plus le système allemand ; mais ce qu'il faut remarquer, c'est qu'au cours de la dernière décennie, les banquiers les plus savants et les plus illustres du monde ont jugé nécessaire qu'une émission monétaire soit basée sur le métal. En effet, dans le monde entier, il existe encore un large éventail d'étalons or (échange de la monnaie contre de l'or), d'étalons d'or-*specia* (monnaie locale contre pièce d'or), d'étalons de lingots d'or (monnaie contre lingots) et d'étalons de change d'or (monnaie contre devises étrangères censées être convertibles en or). Si l'on se souvient des inconvénients d'une monnaie métallique, on ne peut s'étonner de l'instabilité de ces systèmes ; pourtant,

les sociétés qui gémissent sous le poids de ces institutions ne semblent jamais douter que la monnaie doive être métallique et son émission basée sur le métal. Elles s'aperçoivent que le métal ne fera pas le travail dont elles ont besoin, alors elles essaient de le rafistoler par ces diverses méthodes, mais elles ne pensent presque jamais à se débarrasser complètement du métal. En Amérique, la proportion d'or par rapport à l'émission de billets a souvent été modifiée ; tout cela n'a servi à rien, si ce n'est aux profits des banquiers. Le président Roosevelt a même été poussé à adopter le vieux truc de la dévaluation de la monnaie. Il a diminué la quantité d'or représentée par le dollar, afin que la valeur en or des dettes publiques puisse être réduite et que les banques puissent émettre un plus grand nombre de billets. Il a fait des expériences avec l'argent aussi bien qu'avec l'or. Il a « vendu » des titres aux banques et utilisé le produit de cette vente pour des travaux publics et des secours publics. Et pourtant, il a échoué. Et il n'est pas difficile de voir la raison fondamentale pour laquelle lui, et tous les autres hommes qui soumettent des sortes de « New Deal » similaires, continueront à échouer ; car ils essaient simplement de rafistoler un système de monnaie métallique, qui ne pourra jamais faire le travail qui est demandé. Pour réussir, il faut d'abord se débarrasser de la monnaie métallique et ensuite abolir les quatre Folies.

FOLIE NUMÉRO QUATRE

La Folie Numéro Quatre est l'idée que la terre soit une marchandise.

La Richesse Et La Terre

Lorsque j'ai abordé la question de l'énergie humaine, j'ai formulé deux observations que je vais répéter par souci de clarté.

La richesse, ai-je suggéré, ne peut être discutée indépendamment de la question de la propriété foncière. Dans le passé, les hommes ont attribué une valeur à la terre, ont acheté et vendu des terres, et ont estimé la richesse d'une personne par la quantité de terre qu'elle possédait. Cela a été le résultat de l'énergie expansive. Une société expansive fait éclater ses frontières, conquiert des peuples moins énergiques, prend leurs terres et les oblige à payer un tribut. Avant d'être conquis, ces peuples n'accordaient aucune valeur à leurs terres ; elles leur appartenaient tout simplement. Dans la mesure où ils le pouvaient, ils la défendaient contre les étrangers, mais ils n'en achetaient ni n'en vendaient aucune partie. Elle faisait partie intégrante de leur vie ; il ne leur est jamais venu à l'esprit de l'échanger contre des biens ou ce que nous appelons des richesses. Mais leurs conquérants avaient d'autres idées et, plus énergiques, ils ont commencé à la mettre en valeur, à en vendre les

produits et à donner ainsi une valeur à chaque parcelle ; et si la terre était trop pauvre pour porter des fruits, la simple exigence de tribut par le peuple conquis, en tant que revenu, donnait à la terre une valeur humaine, en dehors de sa valeur naturelle et potentielle. Ainsi, des terres qui n'avaient aucune valeur ont commencé à en avoir, et les conquérants se sont enrichis de ce fait même. C'est la première raison pour laquelle la question de la richesse soulève toujours la question du régime foncier.

La deuxième raison est que les hommes ne peuvent rien *créer* ; ils peuvent simplement remodeler ou réarranger la matière existante. Cette matière se compose des ressources qui se trouvent sous la terre, des produits naturels de la terre et des organismes qui vivent sur la terre ; et lorsqu'une société devient productivement énergique, elle développe ces ressources, découvre de nouvelles façons de traiter la matière et crée une abondance de biens à partir de celle-ci. Les sociétés moins énergiques négligent ces ressources de sorte qu'elles restent pauvres. Les sociétés productives s'enrichissent dans la mesure où elles développent les ressources naturelles ; et leur richesse est constituée en partie par ces ressources.

Si nous nous rappelons ces deux faits élémentaires, notre tâche en sera grandement simplifiée. Nous devons formuler les principes sur lesquels créer l'organisation économique de notre société. Avant d'examiner ce que sont exactement les

biens et les services, et la manière dont ils sont échangés, il convient de faire une remarque, mais ce n'est pas tant une remarque qu'une demande que je dois formuler ; il s'agit du régime foncier. Je souhaite établir une distinction stricte entre une maison ou un bâtiment, et le terrain sur lequel il se trouve. Chaque fois que je parlerai sans réserve d'une maison ou d'un bâtiment, je ne ferai référence qu'au bâtiment lui-même. Cette distinction n'a pas toujours été faite et, à mon avis, elle a entraîné une grande confusion. La distinction est vitale pour toute discussion sur les droits privés qui, nous l'avons vu, doivent être primordiaux dans Hopousia. Elle est également nécessaire pour clarifier la pensée, d'abord parce que la terre existe, que les hommes l'occupent ou non, alors que les maisons et les bâtiments sont des créations humaines ; ensuite, parce qu'une maison, étant une création humaine, possède des qualités économiques que la terre ne pourra jamais posséder. Ce sont ces distinctions qui ont été négligées jusqu'à présent, et cette négligence a été responsable de certains des plus grands maux sociaux.

En ce qui concerne les biens, ou les choses utilisées par les hommes, nous pouvons nous fier aux distinctions établies, même si elles ne sont pas toujours soigneusement définies, par les économistes classiques orthodoxes et révolutionnaires. Les biens sont de deux sortes, les biens utiles et les marchandises. À Hopousia (comme

théoriquement en Angleterre), personne, sauf le Souverain, ne possédera de terre. Un homme détiendra la terre qu'il occupe et pas plus. La terre détenue en simple fief ne pourra pas être vendue, et le détenteur ne pourra pas vendre ses droits sur celle-ci.

TABLE DES MATIÈRES